

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(91)1875

Vol. 1991/9017

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

SEC(91) 1875 final

Bruxelles, le 17 octobre 1991

Recommandation de

DECISION DU CONSEIL

autorisant la Commission à ouvrir des négociations en vue de la conclusion d'un accord de commerce et de coopération entre la Communauté économique européenne et la République d'Estonie.

(présentée par la Commission)

EXPOSE DES MOTIFS

A. Introduction

B. Cadre des relations CEE-Estonie :

1. Commerce

2. Accords

3. Développement des contacts entre la Communauté et l'Estonie

4. L'accord :

- (a) Structure
- (b) Portée
- (c) Contenu

C. Questions connexes

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMILISTEYTIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

- 2 -

EXPOSE DES MOTIFS

A. INTRODUCTION

En mars 1990, le Conseil suprême d'Estonie a déclaré illégale la souveraineté exercée par l'Union soviétique sur le pays et a défini une période transitoire pour le rétablissement de son indépendance. Un référendum organisé sur ce thème le 3 mars 1991 a recueilli 78 % des voix en sa faveur. L'Estonie a ensuite proclamé formellement son indépendance en août 1991 et l'URSS l'a reconnue le 6 septembre 1991.

Un système pluraliste émerge et des partis politiques se constituent progressivement. Des élections ont été tenues, sous régime soviétique, en mars 1990 et le front populaire estonien en est ressorti comme la principale force politique en place. La primauté du droit et les droits fondamentaux de l'homme sont désormais généralement respectés. Une nouvelle constitution est en cours d'élaboration.

L'économie estonienne est fortement dépendante de celle de l'Union soviétique et sa structure répond aux priorités et aux règles de division du travail fixées par la planification soviétique. En 1989, le produit intérieur brut de l'Estonie s'élevait à 6,3 milliards de roubles. L'Estonie traverse de sérieuses difficultés économiques qui s'aggraveront par suite de l'établissement de nouvelles relations avec l'Union soviétique. La réforme de son économie en est encore à ses débuts mais le processus d'indépendance du pays se rattache davantage à des propositions d'autonomie économique que dans les deux autres Etats baltes. Un certain nombre de réformes économiques ont déjà été engagées dans l'agriculture, dans le secteur des services et dans celui de l'industrie légère, et des mesures importantes de libéralisation des prix ont été prises. La privatisation vient de commencer. Un nombre significatif d'entreprises communes à participation de capital étranger exercent déjà une activité dans le pays.

Lors de la réunion ministérielle de coopération politique européenne tenue à Bruxelles le 27 août, la Communauté et ses Etats membres ont confirmé leur décision d'établir dans délai des relations diplomatiques avec les Etats baltes. Ils ont souligné dans le même temps leur volonté de soutenir ces Etats dans leur effort de développement. Dans cette perspective, ils sont convenus que la Commission explorerait toutes les voies possibles d'une coopération économique entre la Communauté et les Etats baltes et qu'elle présenterait à bref délai des propositions à cet effet.

En conséquence, le vice-président Andriessen a pris, en septembre, avec les représentants du gouvernement de l'Estonie et d'autres Etats baltes, des contacts exploratoires suivis de conversations plus approfondies entre experts. Sur la base de ces contacts, la Commission a l'honneur de communiquer la recommandation ci-jointe au Conseil.

FORTROLIGT

VERTRAULICH

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

B. CADRE DES RELATIONS CEE-ESTONIE

1. Commerce

Le commerce est essentiellement orienté vers les républiques soviétiques : les livraisons à ces républiques représentent 66 % du produit matériel net de l'Estonie, alors qu'il y a très peu d'échanges directs avec le reste du monde.

Il n'existe pas de chiffres détaillés sur les importations communautaires en provenance de l'Estonie étant donné que celles-ci sont incluses dans les échanges CE-URSS. Le tableau de l'annexe 1 donne une estimation des exportations de l'Estonie vers des destinations autres que l'Union soviétique.

2. Accords

Lorsque l'Estonie était une république soviétique, le cadre de ses relations avec la Communauté européenne était constitué par l'accord de commerce et de coopération entre la Communauté et l'URSS qui est entré en vigueur le 1er avril 1990. Un accord spécifique sur les textiles conclu entre la Communauté et l'URSS (appliqué provisoirement depuis le 1er janvier 1990) s'appliquait également à l'Estonie avant son indépendance.

Lors d'une réunion ministérielle extraordinaire dans le cadre de la coopération politique, le 27 août 1991, la Communauté et ses Etats membres se sont félicités de la restauration de la souveraineté et de l'indépendance de l'Estonie et ont confirmé leur décision d'établir sans délai des relations diplomatiques avec l'Etat indépendant.

3. Développement des contacts entre la Communauté et l'Estonie

En mars 1991, une délégation ad hoc du Parlement européen s'est rendue en Estonie.

Le 6 septembre 1991, les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, la Commission et les ministres des affaires étrangères de l'Estonie, de la Lituanie et de la Lettonie se sont réunis à Bruxelles. A l'issue de cette réunion ils ont publié une déclaration conjointe portant sur les relations diplomatiques, les perspectives d'assistance communautaire et l'engagement des Etats baltes vis-à-vis des principes de la CSCE. Il a également été décidé que la Commission aurait rapidement des entretiens avec les autorités d'Estonie (et des autres Etats baltes) concernant la conclusion d'un accord de commerce et de coopération économique.

Le 9 septembre 1991 à Tallin, le vice-président Andriessen a rencontré le président, le premier ministre et les ministres des affaires étrangères, de l'économie et du commerce extérieur de l'Estonie. Une équipe de fonctionnaires de la Commission qui l'accompagnait a poussé plus en détail l'analyse de la situation actuelle des réformes politiques et économiques pour déterminer les besoins prioritaires d'assistance extérieure (G-24 et PHARE) et contribuer à installer les structures de coordination de cette assistance.

4. Accord

(a) Structure de l'accord proposé

Il s'agira d'un accord de commerce et de coopération non préférentiel fondé sur des avantages et des obligations réciproques.

(b) Portée de l'accord

L'accord concernera les produits industriels et agricoles, à l'exception des produits CECA et des produits textiles. Les accords relatifs à ces produits seront négociés ultérieurement.

(c) Contenu

Le préambule confirmera l'adhésion des deux parties aux principes sur lesquels repose la CSCE, notamment à celui du respect des droits des minorités.

L'accord établira que les parties s'accordent le traitement de la nation la plus favorisée et sanctionnera le principe de la non discrimination commerciale.

L'accord comprendra des clauses visant à faciliter la coopération commerciale et économique. Il instituera une commission mixte chargée d'assurer son bon fonctionnement.

L'accord confirmera que la Communauté aidera l'Estonie à adhérer aux organisations et conventions internationales auxquelles la Communauté est partie.

L'accord comprendra la clause territoriale habituellement incluse dans les accords de la Communauté.

L'accord sera conclu pour six ans.

Au cas où l'Estonie adhérerait au GATT pendant la durée de l'accord, son protocole d'adhésion devra être compatible avec le présent accord.

C. QUESTIONS CONNEXES

Une déclaration commune relative au dialogue politique peut être envisagée à la demande de l'Estonie.

Outre les mesures prises en vertu de l'accord avec l'URSS et celles qui sont prévues par le présent accord, la Commission étudiera avec le G-24 d'autres moyens propres à améliorer l'accès des exportations estoniennes aux marchés occidentaux. Ces moyens pourraient se trouver dans la suspension de certaines restrictions quantitatives non restrictives et dans l'extension du SPG à l'Estonie.

ANNEXE

EXPORTATIONS DE L'ESTONIE VERS DES DESTINATIONS AUTRES QUE

L'URSS CLASSEES PAR SECTEUR

(Pourcentages des exportations totales)

Total (milliers de roubles)	245, 90
Industrie	99,72
Electricité	0,90
Pétrole et gaz	0,77
Charbon	0,00
Autres combustibles	0,24
Métaux ferreux	0,28
Métaux non ferreux	0,00
Produits chimiques et pétrochimiques	4,23
Machines	13,46
Bois, papier et pulpe	10,37
Matériaux de construction	0,94
Industrie légère	22,00
Industrie alimentaire	46,12
Industrie nca	1,30
Agriculture	0,16
Autres secteurs	0,12

Source : Vestnik statistiki, No. 3 1990

Estimations comprises dans l'"Economic survey of the Baltic Republics" (étude entreprise à l'initiative du ministère suédois des affaires étrangères).

PROJET DE DIRECTIVES DE NEGOCIATION

A. Nature de l'accord

1. Portée

Les négociations auront pour objectif la conclusion d'un accord de commerce et de coopération non préférentiel entre la Communauté économique européenne et l'Estonie.

2. Structure

Une commission mixte sera créée, qui servira de cadre aux discussions. Les parties examineront, dans le cadre constitué par la commission mixte, les possibilités de coopération présentant un intérêt mutuel. L'accord ne comportera ni protocole financier, ni engagement financier direct.

3. Durée

L'accord aura une durée de dix ans et sera tacitement renouvelable chaque année.

4. Objectifs de l'accord

- (a) Etablir et étendre les relations commerciales sur une base contractuelle et créer les conditions favorables à un développement substantiel et harmonieux des échanges.
- (b) Promouvoir la coopération commerciale et économique dans des domaines d'intérêt commun et sur une base de réciprocité.

B. CONTENU

Les relations entre les deux parties entraient auparavant dans le cadre de l'accord de commerce et de coopération entre l'URSS et la Communauté. Un nouvel accord est donc nécessaire en matière de commerce et de coopération entre la Communauté et l'Estonie en tant qu'Etat indépendant.

L'accord portera sur les produits industriels et agricoles autres que les produits CECA et les produits textiles.

Le préambule de l'accord confirmera l'adhésion des deux parties aux principes sur lesquels repose la CSCE, notamment à celui du respect des droits des minorités.

1. Mise en œuvre

Les parties exprimeront leur volonté de prendre, dans le cadre des lois et réglementations respectives en vigueur et en tenant compte des engagements existants, les mesures propres à atteindre les objectifs de l'accord.

2. Traitement de la nation la plus favorisée

Les deux parties s'engageront à s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en matière de tarifs et de mesures d'effet équivalent, sur la base des définitions du GATT.

3. Restrictions quantitatives

La CEE a aboli certaines restrictions quantitatives pour l'URSS et, partant, pour l'Estonie le 1er août 1991. L'accord confirmera cette abolition et comprendra une clause par laquelle l'Estonie s'engage à abroger les mesures d'effet équivalent.

4. Coopération commerciale

L'accord comportera des dispositions concernant les mesures à prendre par l'Estonie pour faciliter la coopération commerciale en vue

- de garantir que les entreprises de la Communauté ne fassent l'objet d'aucune discrimination sur le marché estonien;
- d'assurer une meilleure information commerciale et économique;
- de faciliter les activités des opérateurs économiques de la Communauté en Estonie;
- d'encourager les activités de promotion commerciale;
- d'encourager le recours à l'arbitrage pour régler les litiges résultant de transactions commerciales;
- de protéger les droits de propriété industrielle, commerciale et intellectuelle.

5. Clause de prix

Une clause de prix sera introduite, en vertu de laquelle l'Estonie s'engagera à ne pas pratiquer de prix susceptibles de causer un préjudice aux producteurs communautaires de produits similaires.

6. Clause de sauvegarde

Une clause de sauvegarde comportera le principe de la consultation et fixera la procédure à suivre. Elle sera sélective et, si possible, unilatérale et indiquera que les quantités ou les conditions d'importation de produits estoniens peuvent donner lieu à des mesures de sauvegarde.

7. Commission mixte

L'accord prévoira la création d'une commission mixte composée, d'une part, de représentants de la Communauté et, d'autre part, de représentants de l'Estonie.

La commission mixte aura pour rôle :

- de veiller au bon fonctionnement de l'accord;
- d'étudier l'évolution des échanges et de la coopération entre les deux parties;

- 2 -
- de rechercher les moyens propres à éviter les difficultés qui pourraient se présenter dans les domaines couverts par l'accord;
 - d'envisager les mesures susceptibles de développer et de diversifier les échanges, notamment en améliorant les possibilités d'importation dans la Communauté et en Estonie;
 - de discuter et de formuler des propositions sur tout problème d'intérêt commun relatif aux échanges ou à la coopération;
 - de formuler des recommandations susceptibles de favoriser le développement des échanges et de la coopération.

L'ordre du jour des consultations sera fixé au préalable. Les dispositions seront prévues en ce qui concerne la fréquence et le lieu des réunions, la présidence et toute autre question éventuelle.

8. Coopération économique

En outre, la commission mixte, en vue de développer les échanges sur des bases mutuellement avantageuses, examinera les possibilités de coopération économique, notamment dans les domaines suivants :

- énergie,
- industrie et secteur minier,
- agriculture, y compris les agro-industries,
- politique économique, statistiques et douanes, normes,
- services financiers,
- développement des ressources humaines,
- recherche,
- protection de l'environnement et gestion des ressources naturelles,
- tourisme,
- transports.

Cette coopération aura pour but :

- de renforcer et de diversifier les liens économiques entre les parties contractantes;
- de contribuer au développement de leurs économies et de leurs niveaux de vie respectifs;
- d'ouvrir de nouvelles sources d'approvisionnement et de nouveaux marchés;
- d'encourager la coopération entre les opérateurs économiques, et plus particulièrement entre les petites et moyennes entreprises.

Les parties contractantes encourageront l'adoption de mesures destinées à créer des conditions favorables à la coopération économique et industrielle et consistant notamment à :

- faciliter les échanges d'informations économiques et commerciales;
- développer un climat favorable aux investissements, aux entreprises communes et aux accords de licence, notamment par le biais de l'extension, des accords de promotion et de protection des investissements sur la base des principes de la non-discrimination et de la réciprocité;
- établir des échanges et des contacts entre personnes et entre délégations représentant des organisations commerciales ou d'autres organisations appropriées;
- organiser des séminaires, foires ou expositions;
- encourager des activités, notamment par le biais de la fourniture de connaissances techniques dans des domaines déterminés.

9. Adhésion aux organisations et conventions internationales

La Communauté s'engagera à soutenir l'adhésion de l'Estonie aux organisations et conventions internationales, auxquelles la Communauté est partie afin que l'Estonie puisse participer plus activement au système économique international.

C. AUTRES DISPOSITIONS

Une clause sur l'application territoriale de l'accord sera prévue, comme dans tous les autres accords communautaires.

Au cas où l'Estonie adhérerait à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, une clause prévoirait la possibilité pour les parties de réexaminer l'accord au moment où l'élaboration du protocole d'adhésion de l'Estonie serait dans sa phase finale, en vue d'apporter à l'accord les amendements nécessaires pour tenir compte de ce protocole.

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMILISTEYTIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTRAULIJK

CONFIDENTIAL

FICHE FINANCIERE

L'accord conclu ne comportera pas de protocole financier et n'aura pas d'incidence budgétaire directe pour la Communauté. La coopération instituée dans le cadre de cet accord sera financée essentiellement sur le poste B7-5020 du budget.

Le Conseil a déclaré qu'en principe l'Estonie bénéficierait des crédits d'assistance technique accordés à l'URSS en 1991 et serait incluse dans le programme Phare à partir du 1er janvier 1992.

FORTROLIGT
VERTRAULICH
ΕΜΠΙΣΤΕΥΤΙΚΟ

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

IMPACT DE LA PROPOSITION SUR LES PME
ET LA CREATION D'EMPLOIS

Comme l'accord vise à promouvoir les échanges bilatéraux, il devrait stimuler les exportations communautaires vers l'Estonie et, par voie de conséquence, l'emploi dans la Communauté en général et dans ses PME en particulier.

FORTROLIGT VERTRAULICH ΕΜΙΣΤΕΥΤΙΚΟ

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

SEK(91) 1875 endg.

Brüssel, den 17. Oktober 1991

Vorschlag für eine

RATSENTSCHEIDUNG

die der Kommission erlaubt, Verhandlungen hinsichtlich eines Handels-
und Kooperationsabkommens zwischen der Europäischen
Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik von Estland abzuschliessen

(vorgelegt von der Kommission)

BEGRÜNDUNG

- A. Vorbemerkung
- B. Die Beziehungen EWG-Estland im Rückblick
 - 1. Handel
 - 2. Abkommensbeziehungen
 - 3. Entwicklung der Kontakte zwischen der Gemeinschaft und Estland
 - 4. Das Abkommen:
 - a. Struktur
 - b. Geltungsbereich
 - c. Inhalt
- C. Sonstige Fragen

FORTROLIGT VERTRAULICH

EMHETETIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

- 2 -

BEGRÜNDUNG

A. VORBEMERKUNG

Im März 1990 erklärte der estnische Staatsrat die Sowjetmacht in Estland für illegal und stellte die Weichen für einen Übergang zur Wiederherstellung der Unabhängigkeit Estlands. Am 3. März 1991 sprachen sich in einer Volksbefragung 78 % der Teilnehmer für die Unabhängigkeit des Landes aus. Im August 1991 erklärte Estland in aller Form seine Unabhängigkeit, die am 6. September 1991 von der UdSSR anerkannt wurde.

Ein Mehrparteiensystem ist im Entstehen begriffen, und allmählich bilden sich einzelne politische Parteien heraus. Im März 1990 fanden nach sowjetischem Wahlverfahren Wahlen statt, aus der die estnische Volksfront als führende politische Kraft hervorging. Rechtsstaatlichkeit und Achtung der Menschenrechte sind allgemein gewährleistet. Eine neue Verfassung ist in Vorbereitung.

Die Wirtschaft Estlands ist stark von der Sowjetwirtschaft abhängig, und ihr Aufbau entspricht den von der sowjetischen Planung festgelegten Prioritäten und Kriterien der Arbeitsteilung. Das Bruttoinlandsprodukt erreichte 1989 in Estland 6,3 Milliarden Rubel. Estland befindet sich in größten wirtschaftlichen Schwierigkeiten, die sich noch verschärfen werden, wenn es darum geht, seine wirtschaftlichen Beziehungen zur Sowjetunion auf eine neue Grundlage zu stellen. Die Wirtschaftsreform steckt noch im Anfangsstadium, doch innerhalb des estnischen Unabhängigkeitsprozesses hatten Initiativen für eine wirtschaftliche Autonomie einen weit höheren Stellenwert als in den zwei übrigen baltischen Staaten. Einige wirtschaftliche Reformen wurden bereits in der Landwirtschaft, im Dienstleistungssektor und in der Leichtindustrie vollzogen, und bei der Preisliberalisierung ist man bereits ein erhebliches Stück vorangekommen. Mit der Privatisierung wurde gerade erst begonnen. Eine erhebliche Anzahl von Gemeinschaftsunternehmen mit ausländischen Kapitalbeteiligungen sind in Estland bereits operationell.

Auf der EPZ-Ministertagung in Brüssel vom 27. August haben die Gemeinschaft und ihre Mitgliedstaaten ihren Beschluß bekräftigt, unverzüglich diplomatische Beziehungen zu den baltischen Staaten aufzunehmen. Gleichzeitig haben sie sich erneut verpflichtet, die Entwicklung der baltischen Staaten zu unterstützen. Im Hinblick darauf wurde festgestellt, daß die Kommission alle Möglichkeiten für eine wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen der Gemeinschaft und den baltischen Staaten ausschöpfen und so bald wie möglich diesbezügliche Vorschläge unterbreiten wird.

Vizepräsident Andriessen hat dementsprechend im September Sondierungsgespräche mit Vertretern der Regierung Estlands und der anderen baltischen Staaten geführt, an die sich Sachverständigengespräche anschlossen. Auf der Grundlage dieser Gespräche legt die Kommission nunmehr ihre Empfehlung an den Rat vor.

FORTROLIGT

VERTAALD

EMISSE

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

B. DIE BEZIEHUNGEN EWG-ESTLAND IM RÜCKBLICK

1. Handel

Wichtigste Handelspartner sind die Sowjetrepubliken; Lieferungen an sie machen 66 % des estnischen materiellen Nettoprodukts aus; dagegen gibt es nur sehr wenig direkte Handelsbeziehungen zu der übrigen Welt.

Genaue Zahlen über die Gemeinschaftseinfuhren aus Estland liegen nicht vor, da diese bisher in den Handelszahlen EG-UdSSR enthalten waren. Die Tabelle in Anhang 1 enthält eine Schätzung der estnischen Exporte in andere Bestimmungsländer als die Sowjetunion.

2. Abkommensbeziehungen

Solange Estland eine Sowjetrepublik war, bildete das am 1. April 1990 in Kraft getretene Handels- und Kooperationsabkommen zwischen der Gemeinschaft und der UdSSR den Rahmen für seine Beziehungen zur Europäischen Gemeinschaft. Auch das zwischen der Gemeinschaft und der UdSSR geschlossene besondere Abkommen über Textilien (seit 1. Januar 1990 vorläufig in Kraft) galt bis zu seiner Unabhängigkeit auch für Estland.

Auf der besonderen EPZ-Ministertagung vom 27. August 1991 begrüßten die Gemeinschaft und ihre Mitgliedstaaten die Wiederherstellung der Souveränität und Unabhängigkeit Estlands und bestätigten ihren Beschluß, unverzüglich diplomatische Beziehungen aufzunehmen.

3. Entwicklung der Kontakte zwischen der Gemeinschaft und Estland

Im März 1991 bereiste eine Ad-hoc-Delegation des Europäischen Parlaments Estland.

Am 6. September 1991 fand ein Treffen zwischen den Außenministern der Europäischen Gemeinschaft, der Kommission und den Außenministern Estlands, Lettlands und Litauens in Brüssel statt, zu dessen Abschluß eine gemeinsame Erklärung über diplomatische Beziehungen, die Perspektiven einer EG-Hilfe und das Bekenntnis der baltischen Staaten zu den Grundsätzen der KSZE abgegeben wurde. Ferner wurde vorgesehen, daß die Kommission möglichst bald Gespräche mit der Regierung Estlands (und den Regierungen der anderen baltischen Staaten) über den Abschluß eines Handels- und Kooperationsabkommens führen sollte.

Vizepräsident Andriessen traf am 9. September 1991 in Tallin mit dem estnischen Premierminister und den Ministern für Auswärtiges, Wirtschaft und Außenhandel zusammen. Eine ihn begleitende Gruppe von Kommissionsbeamten führte eine genauere Analyse des derzeitigen Stands der politischen und wirtschaftlichen Reformen durch, um den prioritären Bedarf an ausländischer Hilfe (G-24 und PHARE) zu ermitteln und die strukturellen Maßnahmen zur Koordinierung einer solchen Hilfe zu unterstützen.

FORTROLIGT

VERTRAULICH

EMHETETIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

VERTRAULICH

CONFIDENTIAL

- 4 -

4. Das Abkommen

(a) Struktur des vorgeschlagenen Abkommens

Es handelt sich um ein nichtpräferentielles Handels- und Kooperationsabkommen, das auf der Reziprozität der Vorteile und Pflichten basiert.

(b) Geltungsbereich des Abkommens

Das Abkommen gilt für gewerbliche Waren und landwirtschaftliche Erzeugnisse, nicht dagegen für EGKS-Erzeugnisse und Textilwaren. Für diese Erzeugnisse sollen später Abkommen ausgehandelt werden.

(c) Inhalt

In der Präambel des Abkommens bekennen sich beide Vertragsparteien zu den Grundsätzen der KSZE wie auch zu der Achtung der Minoritätenrechte.

Das Abkommen enthält die Meistbegünstigungsklausel sowie den Grundsatz der Nichtdiskriminierung in Handelsfragen.

Das Abkommen enthält ferner Bestimmungen zur Erleichterung der handelspolitischen und wirtschaftlichen Zusammenarbeit. Für das ordnungsgemäße Funktionieren des Abkommens wird ein gemischter Ausschuss eingesetzt.

Laut dem Abkommen wird die Gemeinschaft Anträge Estlands auf Beitritt zu internationalen Organisationen unterstützen.

Wie die anderen Abkommen der Gemeinschaft ist eine Klausel über den territorialen Geltungsbereich vorgesehen.

Das Abkommen wird für zehn Jahre geschlossen.

Sollte Estland während der Laufzeit des Abkommens GATT-Partei werden, so müßte das Beitrittsprotokoll mit diesem Abkommen vereinbar sein.

C. SONSTIGE FRAGEN

Auf Antrag Estlands könnte eine gemeinsame Erklärung zu einem Politik-Dialog vorgesehen werden.

Außer den bereits im Rahmen des Abkommens mit der UdSSR getroffenen Maßnahmen und den in diesem Abkommen vorgeschlagenen Maßnahmen wird die Kommission mit der G-24 erörtern, mit welchen anderen Mitteln den Exporten aus Estland der Zugang zu den westlichen Märkten erleichtert werden kann. Dazu könnte auch die Aussetzung der nichtspezifischen mengenmäßigen Beschränkungen und die Einbeziehung Estlands in das APS gehören.

VERHANDLUNGSDIREKTIVEN

A. ART DES ABKOMMENS

1. Geltungsbereich

Die Verhandlungen haben den Abschluß eines nichtpräferentiellen Abkommens über Handel und Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft einerseits und Estland andererseits zum Ziel.

2. Struktur

Als Gesprächsforum wird ein Gemischter Ausschuss eingesetzt. Die Vertragsparteien prüfen im Rahmen dieses Gemischten Ausschusses die Möglichkeiten für eine Zusammenarbeit zum beiderseitigen Vorteil. Das Abkommen enthält kein Finanzprotokoll und wird keine direkten finanziellen Verpflichtungen zur Folge haben.

3. Geltungsdauer

Das Abkommen wird für einen Zeitraum von zehn Jahren geschlossen und jährlich stillschweigend verlängert.

4. Zielsetzungen des Abkommens

- (a) Begründung und Ausbau von Handelsbeziehungen auf vertraglicher Basis und Schaffung günstiger Rahmenbedingungen für eine nachhaltige und harmonische Entwicklung des Handels.
- (b) Förderung der handels- und wirtschaftspolitischen Zusammenarbeit in Bereichen von gemeinsamem Interesse.

B. INHALT

Die Beziehungen zwischen den Vertragsparteien wurden früher durch das Handels- und Kooperationsabkommen zwischen der UdSSR und der Gemeinschaft geregelt. Daher ist ein neues Abkommen über den Handel und die Zusammenarbeit zwischen der Gemeinschaft und Estland erforderlich.

Das Abkommen gilt für alle gewerblichen Waren und landwirtschaftlichen Erzeugnisse, nicht aber für EGKS-Erzeugnisse und Textilien.

In der Präambel zum Abkommen bekennen sich beide Vertragsparteien zu den Grundsätzen der KSZE wie auch zu der Achtung der Minoritätenrechte.

1. Durchführung

Die Vertragsparteien erklären sich bereit, im Einklang mit ihren jeweiligen Rechts- und Verwaltungsvorschriften und unter Berücksichtigung ihrer bestehenden Verpflichtungen geeignete Maßnahmen zur Erreichung der Ziele des Abkommens zu treffen.

2. Meistbegünstigung

Die Vertragsparteien verpflichten sich, einander im zolltariflichen Bereich die Meistbegünstigungsbehandlung unter Zugrundelegung der GATT-Definitionen einzuräumen.

3. Mengenmäßige Beschränkungen

Die EWG schaffte ab 1. August 1991 die spezifischen mengenmäßigen Beschränkungen gegenüber der UdSSR und damit auch gegenüber Estland ab. In dem Abkommen könnte dies festgeschrieben werden. Gleichzeitig könnte sich Estland verpflichten, etwaige Maßnahmen gleicher Wirkung zu beseitigen.

4. Handelspolitische Zusammenarbeit

Das Abkommen enthält Bestimmungen über die Maßnahmen, die von Estland zur Erleichterung der handelspolitischen Zusammenarbeit zu treffen sind. Dabei kommen folgende Maßnahmen in Betracht:

- Gewährleistung der Nichtdiskriminierung von Unternehmen der Gemeinschaft auf dem estnischen Markt;
- Verbesserung der Bereitstellung von Handels- und Wirtschaftsinformationen;
- Erleichterung der Geschäftstätigkeit von Unternehmen der Gemeinschaft in Estland;
- Unterstützung der Handelsförderung;
- Förderung der Einschaltung von Schiedsgerichten für die Streitbeilegung bei Handelsgeschäften;
- Sicherung eines angemessenen Schutzes der Rechte an gewerblichem, kommerziellem und geistigen Eigentum.

5. Preisklausel

Vorgesehen ist eine Preisklausel, mit der sich Estland dazu verpflichtet, keine Preise zu praktizieren, die eine Schädigung der Gemeinschaftshersteller vergleichbarer Waren zur Folge haben könnten.

6. Schutzklausel

Vorgesehen ist eine Schutzklausel in Form einer Konsultationsklausel, einschließlich der Festlegung von Verfahrensbestimmungen. Es handelt sich um eine selektive und nach Möglichkeit einseitige Schutzklausel, die sowohl für die Mengen als auch für die Bedingungen der Einfuhren estnischer Waren gilt.

7. Gemischter Ausschuß

In dem Abkommen ist die Einsetzung eines Gemischten Ausschusses vorgesehen, dem Vertreter der Gemeinschaft und Vertreter Estlands angehören.

Der Gemischte Ausschuß hat folgende Aufgaben zu erfüllen:

- Sicherstellung des ordnungsgemäßen Funktionierens des Abkommens;
- Prüfung der Entwicklung des Handels und der Zusammenarbeit zwischen den Vertragsparteien;
- Bemühung um geeignete Mittel, Schwierigkeiten in den im Abkommen erfaßten Bereichen zu vermeiden;

- Prüfung geeigneter Maßnahmen zur Entwicklung und Diversifizierung des Handels, insbesondere durch Verbesserung der Einfuhrmöglichkeiten in der Gemeinschaft und in Estland;
- Vorbereitende Erörterung und Ausarbeitung von Vorschlägen zu allen Fragen der Bereiche Handel und Zusammenarbeit, die von beiderseitigem Interesse sind;
- Formulierung von Empfehlungen, von denen eine Expansion des Handels und eine Ausweitung der Zusammenarbeit erwartet werden können.

Die Tagesordnung für die Konsultationen wird im vorhinein einvernehmlich festgelegt. Vorgesehen sind Bestimmungen, mit denen Fragen der Häufigkeit der Tagungen, der zu wählenden Tagungsorte, des Vorsitzes und andere Angelegenheiten geregelt werden.

8. Wirtschaftliche Zusammenarbeit

Ferner prüft der Gemischte Ausschuß im Hinblick auf eine für beide Seiten befriedigende Entwicklung des Handels Möglichkeiten der wirtschaftspolitischen Zusammenarbeit unter anderem in folgenden Bereichen:

- Energie,
- Industrie und Bergbau,
- Landwirtschaft, einschließlich Agroindustrie,
- Wirtschaftspolitik, Statistik, Zollwesen und Normen,
- Finanzdienstleistungen,
- Entwicklung der Humanressourcen,
- Forschung,
- Umweltschutz und Verwaltung der natürlichen Ressourcen,
- Fremdenverkehr,
- Verkehr.

Vorrangige Ziele der Zusammenarbeit sind:

- Vertiefung und Diversifizierung der Wirtschaftsbeziehungen zwischen beiden Vertragsparteien;
- Beitrag zur Entwicklung der Wirtschaft und des Lebensstandards beider Vertragsparteien;
- Erschließung neuer Versorgungsquellen und neuer Märkte;
- Förderung der Zusammenarbeit der Wirtschaftsakteure beider Seiten, insbesondere der Klein- und Mittelbetriebe.

Die Vertragsparteien unterstützen die Annahme von Maßnahmen, die auf die Schaffung günstiger Rahmenbedingungen für die wirtschaftliche und industrielle Zusammenarbeit abzielen; dazu gehören:

- Erleichterung des Austauschs von Wirtschafts- und Handelsinformationen;
- Schaffung eines günstigen Klimas für Investitionen, Gemeinschaftsunternehmen und Lizenzvereinbarungen, namentlich durch den Ausbau bestehender Abkommen über die Förderung und den Schutz von Investitionen auf der Grundlage der Nichtdiskriminierung und Reziprozität;
- Vermittlung von Austausch und Kontakten von Einzelvertretern und Delegationen von Organisationen der Wirtschaft und anderen einschlägigen Vereinigungen;
- Veranstaltung von Seminaren, Mustermessen und Ausstellungen;
- Förderung von Aktivitäten, die eine technische Fachberatung in ausgewählten Bereichen einschließen.

9. Beitritt zu internationalen Organisationen und Abkommen

Die Gemeinschaft verpflichtet sich, den Beitritt Estlands zu internationalen Organisationen und Abkommen zu unterstützen, denen die Gemeinschaft angehört, um Estland in die Lage zu versetzen, in dem offenen internationalen Wirtschaftssystem eine größere Rolle zu spielen.

C. SONSTIGE BESTIMMUNGEN

Vorgesehen ist die in den Gemeinschaftsabkommen übliche Klausel über die territoriale Geltung des Abkommens.

Für den Fall, daß Estland Vertragspartei des GATT wird, ist in einer besonderen Klausel die Möglichkeit vorzusehen, daß beide Vertragsparteien das Abkommen in der Finalphase der Erstellung des Beitrittsprotokolls überprüfen, um die für eine Zustimmung mit dem Protokoll erforderlichen Änderungen in das Abkommen einzuarbeiten.

FORTROLIGT VERTRAULICH

EMHETETIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

FINANZBOGEN

Das Abkommen wird kein Finanzprotokoll enthalten und wird keine direkten finanziellen Auswirkungen auf den Haushaltsplan der Gemeinschaft haben, denn die aufgrund des Abkommens durchzuführenden Aktionen der Zusammenarbeit werden vor allem zu Lasten der Haushaltslinie B7-5020 finanziert.

Der Rat genehmigte den Grundsatz, daß Estland in den Genuß des Fonds für technische Hilfe für die UdSSR 1991 kommen und ab 1. Januar 1992 in das PHARE-Programm einbezogen wird.

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMIETETITIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

FOLGENABSCHÄTZUNG KMU UND ARBEITSMARKT

Da das Abkommen den bilateralen Handel fördert, dürfte es auch die Ausfuhren der Gemeinschaft nach Estland und damit unter anderem die Beschäftigung in den Klein- und Mittelbetrieben der Gemeinschaft begünstigen.

FORTROLIGT VERTRAULICH EMIHTEYTIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

COMMISSIONE DELLE COMUNITA EUROPEE

SEC(91) 1875 def.

Bruxelles, 28 ottobre 1991

Raccomandazione di

DECISIONE DEL CONSIGLIO

che autorizza la Commissione ad aprire negoziati per concludere un accordo sugli scambi e sulla cooperazione tra la Comunità economica europea e la Repubblica estone

(presentata dalla Commissione)

RELAZIONE

Introduzione

B. Il quadro delle relazioni tra la CEE e l'Estonia:

1. Gli scambi commerciali
2. Gli accordi
3. L'evoluzione dei contatti tra la Comunità e l'Estonia
4. L'accordo:
 - a) Struttura
 - b) Campo di applicazione
 - c) Contenuto

C. Questioni connesse

RELAZIONE

A. INTRODUZIONE

Nel marzo del 1990 il Consiglio supremo estone ha dichiarato illegittimo il potere sovietico in Estonia e ha fissato un periodo di transizione per il ripristino dell'indipendenza nazionale. Il 3 marzo 1991 si è tenuto un plebiscito sull'indipendenza, in cui i voti favorevoli hanno raggiunto il 78%. Nell'agosto del 1991 l'Estonia ha formalmente dichiarato l'indipendenza, riconosciuta dall'URSS il 6 settembre successivo.

Attualmente si sta affermando un sistema multipartitico e si vanno gradualmente sviluppando alcuni partiti politici. Le ultime elezioni, organizzate in base alle leggi sovietiche, si sono tenute nel marzo del 1990, e la forza politica principale è il Fronte popolare estone. Lo stato di diritto e i diritti umani fondamentali sono generalmente rispettati. Si sta elaborando una nuova costituzione.

L'economia estone è caratterizzata da una forte dipendenza dall'economia sovietica e la sua struttura riflette le priorità e la divisione del lavoro decise dalla pianificazione sovietica. Nel 1989 il prodotto interno lordo dell'Estonia è stato di 6,3 Mrd di rubli. L'Estonia attraversa un periodo di gravi difficoltà economiche, destinate ad aggravarsi ulteriormente nel contesto dell'instaurazione di nuovi rapporti economici con l'Unione sovietica. La riforma economica è stata appena avviata, ma nel caso dell'Estonia il processo di affermazione dell'indipendenza nazionale è stato molto più legato alle proposte di riforma economica di quanto non sia avvenuto negli altri due Stati baltici. Nel settore agricolo, nei servizi e nell'industria leggera sono già state adottate alcune misure di riforma economica e si sono compiuti notevoli passi verso la liberalizzazione dei prezzi. La privatizzazione è solo agli inizi. Numerose joint venture con capitale straniero sono già attive in Estonia.

Alla riunione ministeriale della Cooperazione politica europea tenutasi a Bruxelles il 27 agosto, la Comunità e i suoi Stati membri hanno confermato la loro decisione di allacciare in tempi brevi relazioni diplomatiche con gli Stati baltici, sottolineando al tempo stesso il loro impegno a sostenerne lo sviluppo. Per perseguire tale obiettivo, la Commissione è stata incaricata di esplorare tutte le possibilità di cooperazione economica tra la Comunità e gli Stati baltici e di presentare rapidamente proposte in tal senso.

Il vicepresidente Andriessen ha di conseguenza avuto alcuni colloqui esplorativi con rappresentanti del governo dell'Estonia e degli altri Stati baltici in settembre, cui hanno fatto seguito colloqui particolareggiati tra esperti. Sulla base di questi incontri, la Commissione trasmette al Consiglio le raccomandazioni qui allegate.

IL QUADRO DEI RAPPORTI TRA LA CEE E LA ESTONIA

Gli scambi commerciali

Gli scambi sono diretti per lo più verso le varie Repubbliche sovietiche: le esportazioni verso queste Repubbliche rappresentano infatti il 66% della produzione materiale netta dell'Estonia, mentre i collegamenti commerciali diretti con il resto del mondo sono molto limitati.

Non sono disponibili dati precisi sulle importazioni della Comunità dall'Estonia, poiché esse rientravano negli scambi CEE/URSS. La tabella dell'allegato 1 riporta una stima delle esportazioni dell'Estonia al di fuori dell'Unione sovietica.

2. Gli accordi

Finché l'Estonia è rimasta una Repubblica sovietica, le sue relazioni con la Comunità europea si inquadravano nell'accordo sugli scambi e sulla cooperazione tra la Comunità e l'Unione sovietica entrato in vigore il 1° aprile 1990. Prima che l'Estonia ottenesse l'indipendenza, inoltre, si applicava al paese anche uno specifico accordo sui tessili tra la Comunità e l'URSS (applicato in via provvisoria dal 1° gennaio 1990).

Nel corso della riunione ministeriale straordinaria della Cooperazione politica europea del 27 agosto 1991, la Comunità e i suoi Stati membri si sono felicitati per il ripristino della sovranità e dell'indipendenza dell'Estonia e hanno confermato la loro decisione di allacciare quanto prima relazioni diplomatiche.

3. L'evoluzione dei contatti tra la Comunità e l'Estonia

Nel marzo del 1991 una delegazione ad hoc del Parlamento europeo ha visitato l'Estonia.

Il 6 settembre 1991 si è tenuto a Bruxelles un incontro tra i Ministri degli esteri della Comunità europea, la Commissione e i Ministri degli esteri di Estonia, Lettonia e Lituania, conclusosi con una dichiarazione comune sulle relazioni diplomatiche, sulle prospettive di assistenza da parte della CEE e sull'impegno degli Stati baltici a rispettare i principi della CSCE. La dichiarazione prevedeva inoltre che la Commissione intavolasse rapidamente discussioni con le autorità estoni (e degli altri Stati baltici) per concludere un accordo di cooperazione economica e commerciale.

Il 9 settembre 1991, a Tallin, il vicepresidente Andriessen ha incontrato il Primo ministro e i Ministri degli esteri, dell'economia e del commercio estero dell'Estonia. Un gruppo di funzionari della Commissione che lo accompagnava ha esaminato in modo più particolareggiato la situazione attuale della riforma politica ed economica, per stabilire le esigenze prioritarie di assistenza esterna (G-24 e PHARE) e per contribuire ad istituire le relative strutture di coordinamento.

4. L'accordo

a) Struttura dell'accordo proposto

Si tratterà di un accordo non preferenziale sugli scambi e sulla cooperazione fondato sugli impegni reciproci e sul reciproco interesse.

b) Campo di applicazione

L'accordo coprirà i prodotti industriali e agricoli, fatta eccezione per i prodotti CECA e per i tessili. Gli accordi relativi a questi prodotti verranno negoziati in un secondo tempo.

c) Contenuto dell'accordo

Il preambolo dell'accordo affermerà l'attaccamento delle parti ai principi della OSCE, ivi compreso il rispetto dei diritti delle minoranze.

L'accordo prevederà che le parti si riconoscano a vicenda il trattamento di nazione più favorita e stabilirà il principio della non discriminazione in campo commerciale.

L'accordo conterrà disposizioni volte a facilitare la cooperazione economica e commerciale. Esso istituirà una commissione mista con il compito di garantire il corretto funzionamento dell'accordo stesso.

L'accordo prevederà che la Comunità sostenga l'ammissione dell'Estonia nelle organizzazioni internazionali.

Come negli altri accordi della Comunità, verrà inserita una clausola sull'applicazione territoriale dell'accordo.

L'accordo avrà una durata di dieci anni.

Qualora l'Estonia dovesse aderire al GATT nel periodo di applicazione dell'accordo, il protocollo di adesione dovrà essere compatibile con il presente accordo.

C. QUESTIONI CONNESSE

Su richiesta dell'Estonia, si potrebbe contemplare l'opportunità di una dichiarazione congiunta sul dialogo politico.

Oltre alle misure già adottate nel quadro dell'accordo con l'URSS e a quelle previste dall'accordo proposto, la Commissione discuterà con il G-24 altri modi per rendere più accessibili alle esportazioni estoni i mercati occidentali, che potrebbero comprendere la sospensione delle restrizioni quantitative non specifiche e l'estensione all'Estonia dei benefici del SPG.

APPENDICE

ESPORTAZIONI ESTONI AL DI FUORI DELL'URSS PER SETTORE

(in percentuale sul totale delle esportazioni)

Totale (Mio di rubli)	245,90	
Industria	99,72	
Energia elettrica		0,00
Petrolio e gas		0,77
Carbone		0,00
Altri combustibili		0,24
Metalli ferrosi		0,28
Metalli non ferrosi		0,00
Prodotti chimici e petrolchimici		4,23
Macchinari		13,46
Legname, carta e pasta di legno		10,37
Materiali da costruzione		0,94
Industria leggera		22,00
Industria alimentare		46,12
Altre industrie		1,30
Agricoltura	0,16	
Altri settori	0,12	

Fonte: Vestnik statistiki, n. 3, 1990

Stime tratte dall'"Economic Survey of the Baltic Republics" (studio eseguito su iniziativa del Ministero degli esteri svedese).

PROGETTO DI DIRETTIVE DI NEGOZIATO

NATURA DELL'ACCORDO

Campo di applicazione

Obiettivo dei negoziati sarà la conclusione di un accordo non preferenziale sugli scambi e sulla cooperazione tra la Comunità economica europea e l'Estonia.

2. Struttura

Le discussioni avverranno nell'ambito di una commissione mista appositamente costituita. In tale contesto le parti prenderanno in esame congiuntamente le possibilità di cooperazione nell'interesse reciproco. L'accordo non comporterà protocolli finanziari e non implicherà alcun impegno finanziario diretto.

3. Durata

L'accordo avrà una durata di dieci anni e sarà tacitamente rinnovabile di anno in anno.

4. Obiettivi dell'accordo

- a) Allacciare ed ampliare le relazioni commerciali su base contrattuale e creare i presupposti per un consistente e armonioso sviluppo degli scambi.
- b) Promuovere la cooperazione economica e commerciale nei settori di comune interesse e su una base di reciprocità.

B. CONTENUTO DELL'ACCORDO

Le relazioni tra le parti ricadevano già nel campo di applicazione dell'accordo sugli scambi e sulla cooperazione tra l'URSS e la Comunità. Ora che l'Estonia è divenuta uno Stato indipendente, è necessario un nuovo accordo che copra gli scambi e la cooperazione tra la Comunità e l'Estonia.

L'accordo coprirà i prodotti industriali e agricoli, fatta eccezione per i prodotti CECA e per i tessuti.

Nel preambolo dell'accordo si affermerà l'attaccamento delle parti ai principi della CSCE, ivi compreso il rispetto dei diritti delle minoranze.

1. Applicazione dell'accordo

Le parti esprimeranno la loro intenzione di adottare, in conformità con le rispettive disposizioni legislative e regolamentari e nel rispetto degli impegni esistenti, le misure adeguate per conseguire gli obiettivi dell'accordo.

CONFIDENTIAL

2. Trattamento di nazione più favorita

Le parti si impegneranno ad accordarsi reciprocamente lo status di nazione più favorita, secondo le definizioni del GATT, per quanto riguarda le tariffe e le misure d'effetto equivalente.

3. Restrizioni quantitative

A partire dal 1° agosto 1991, la CEE ha abolito le restrizioni quantitative specifiche nei confronti dell'URSS, e di conseguenza anche dell'Estonia. L'accordo potrebbe consolidare questa situazione e comprendere inoltre un impegno da parte dell'Estonia ad abrogare tutte le eventuali misure d'effetto equivalente.

4. Cooperazione commerciale

L'accordo comprenderà disposizioni sulle misure che l'Estonia dovrà adottare per agevolare la cooperazione commerciale al fine di:

- garantire che le imprese comunitarie non siano oggetto di discriminazioni nel mercato estone;
- migliorare la disponibilità di informazioni economiche e commerciali;
- facilitare l'attività degli operatori economici comunitari in Estonia;
- incoraggiare la promozione commerciale;
- favorire l'adozione di pratiche arbitrali per la composizione delle vertenze derivanti da operazioni commerciali;
- assicurare un'adeguata tutela dei diritti di proprietà industriali, commerciali e intellettuali.

5. Clausola sui prezzi

Si introdurrà una clausola sui prezzi in base alla quale l'Estonia si impegnerà a non praticare prezzi che possano recare pregiudizio ai fabbricanti comunitari di prodotti analoghi.

6. Clausola di salvaguardia

Una clausola di salvaguardia sancirà il principio della consultazione e definirà la procedura da seguire. Detta clausola sarà selettiva e se possibile unilaterale, e specificherà che essa potrà essere invocata sia in relazione alla quantità, sia in relazione alle condizioni di importazione dei prodotti estoni.

7. Commissione mista

L'accordo prevede la costituzione di una commissione mista, comprendente rappresentanti della Comunità, da una parte, dell'Estonia dall'altra.

La commissione mista sarà responsabile di:

- garantire il corretto funzionamento dell'accordo;
- analizzare l'evoluzione degli scambi e della cooperazione tra le parti;
- ricercare i mezzi più adeguati per prevenire eventuali difficoltà nei settori contemplati dall'accordo;

- studiare misure atte a sviluppare e a diversificare gli scambi, in particolare mediante l'apertura di nuove possibilità di importazione nella Comunità e in Estonia;
- discutere gli eventuali problemi di reciproco interesse in materia di scambi o di cooperazione e proporre delle soluzioni;
- formulare raccomandazioni che portino ad un'espansione degli scambi e della cooperazione.

L'ordine del giorno delle consultazioni, che verrà concordato preventivamente, conterrà delle disposizioni per quanto riguarda la frequenza e il luogo delle riunioni, la presidenza e qualsiasi altro eventuale problema.

8. Cooperazione economica

Per sviluppare gli scambi nel reciproco interesse, inoltre, la commissione mista esaminerà le possibilità di cooperazione economica, inter alia, nei seguenti settori:

- energia;
- industria e miniere;
- agricoltura, comprese le agroindustrie;
- politica economica, statistiche e dogane, standard;
- servizi finanziari;
- sviluppo delle risorse umane;
- ricerca;
- protezione ambientale e gestione delle risorse naturali;
- turismo;
- trasporti.

Tale cooperazione si prefiggerà i seguenti obiettivi:

- rafforzare e diversificare i collegamenti economici tra le parti contraenti;
- contribuire allo sviluppo delle loro rispettive economie e al miglioramento del loro tenore di vita;
- aprire nuove fonti di approvvigionamento e nuovi mercati;
- incoraggiare la cooperazione tra operatori economici, in particolare tra le piccole e medie imprese.

Le parti contraenti incoraggeranno l'adozione di misure atte a creare condizioni favorevoli alla cooperazione economica e industriale, ivi compresi:

- l'agevolazione degli scambi di informazioni economiche e commerciali;
- lo sviluppo di un clima favorevole agli investimenti, alle joint venture e agli accordi di licenza, in particolare attraverso l'estensione degli accordi per la promozione e per la protezione degli investimenti sulla base dei principi della non discriminazione e della reciprocità;
- scambi e contatti di persone e delegazioni in rappresentanza di organizzazioni commerciali o di altre organizzazioni analoghe;
- l'organizzazione di seminari, fiere o esposizioni;
- l'incentivazione di attività che prevedano la fornitura di consulenze tecniche in specifici settori.

CONFIDENTIAL

9. Partecipazione a organizzazioni e convenzioni internazionali

La Comunità si impegnerà a sostenere l'ammissione dell'Estonia nelle organizzazioni e convenzioni internazionali di cui la Comunità fa parte onde permettere all'Estonia di svolgere un ruolo di maggiore rilievo nel sistema economico internazionale aperto.

C. ALTRE DISPOSIZIONI

Come per gli altri accordi della Comunità, è prevista una clausola sull'applicazione territoriale dell'accordo.

Qualora l'Estonia aderisse all'Accordo generale sulle tariffe doganali e sul commercio, una clausola permetterà alle parti di riesaminare l'accordo, una volta che la stesura del protocollo di adesione dell'Estonia fosse giunta alla fase finale, allo scopo di apportare all'accordo stesso le modifiche necessarie per tener conto di detto protocollo.

RESERVATISSIMO
CONFIDENTIEL
CONFIDENTIAL
EMITTENTIKO
VERTRAULICH
FORTROLIGT

Historical Archives of the European Commission

SCHEDA FINANZIARIA

L'accordo non comporta protocolli finanziari e non avrà un'incidenza diretta sul bilancio della Comunità. Le misure di cooperazione previste dall'accordo saranno finanziate per lo più a carico della linea di bilancio B7-5020.

Il Consiglio ha approvato il principio che per il 1991 l'Estonia possa beneficiare dei fondi per l'assistenza tecnica all'URSS, per essere poi inserita nel programma PHARE a partire dal 1° gennaio 1992.

CONFIDENTIAL

IMPATTO DELLA PROPOSTA SULLE PICCOLE E MEDIE IMPRESE

E SUL MERCATO DELL'OCCUPAZIONE

Promuovendo gli scambi nei due sensi, l'accordo dovrebbe stimolare le esportazioni comunitarie verso l'Estonia, e di conseguenza l'occupazione all'interno della Comunità, anche per quanto riguarda le PMI.

CONFIDENTIAL
RESERVATISSIMO
CONFIDENTIEL
CONFIDENTIAL
EMMENTIKO
VERTRAULICH
FORTROLIGT

Historical Archives of the European Commission

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

SEC(91) 1875 def.

Brussel, 28 oktober 1991

Aanbeveling voor

EEN BESLUIT VAN DE RAAD

om de Commissie te machtigen onderhandelingen aan te knopen met
het oog op de sluiting van een handels- en samenwerkingsovereenkomst
tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek Estland
anderzijds.

(ingediend door de Commissie)

TOELICHTING

A. INLEIDING

B. ACHTERGROND VAN DE BETREKKINGEN EEG-ESTLAND :

1. Handelsverkeer
2. Overeenkomsten
3. Verloop van de contacten tussen de Gemeenschap en Estland
4. Overeenkomst :
 - a) structuur
 - b) toepassingsgebied
 - c) inhoud

C. HIERMEE VERBAND HOUDENDE VRAAGSTUKKEN

TOELICHTING

INLEIDING

In maart 1990 werd het sovjetbewind in Estland door de Estlandse Hoge Raad wettig verklaard en werd er een overgangsperiode ingevoerd voor het herstel van de onafhankelijkheid van Estland. Op 3 maart 1991 werd er een volksstemming over de onafhankelijkheid gehouden, waaruit bleek dat 78 % van de inwoners van dit land daarvoor waren. In augustus 1991 verklaarde Estland zichzelf officieel onafhankelijk en op 6 september 1991 werd het door de USSR als zodanig erkend.

Momenteel is er een meerpartijenstelsel aan het ontstaan en ontwikkelen er zich gaandeweg allerlei politieke partijen. Nog onder sovjetregels werden er in maart 1990 verkiezingen gehouden, waarbij het Estische volksfront als de voornaamste politieke macht uit de bus kwam. Over het algemeen worden de beginselen van de rechtsstaat en de mensenrechten geëerbiedigd. Momenteel is er een nieuwe grondwet in voorbereiding.

De economie van Estland is sterk afhankelijk van de sovjeteconomie en qua structuur een weerspiegeling van de prioriteiten en de arbeidsverdeling van de sovjetplanning. In 1989 bedroeg het bruto binnenlands produkt van Estland 6,3 miljard roebel. Estland heeft te kampen met ernstige economische moeilijkheden, die nog erger zullen worden wanneer er nieuwe economische betrekkingen met de Sovjet-Unie worden aangeknoopt. De economische hervormingen staan nog in de kinderschoenen, maar het onafhankelijkheidsproces in Estland heeft altijd veel meer verband gehouden met voorstellen voor economische zelfstandigheid dan in de andere twee Baltische Staten. In de landbouw, de dienstensector en de lichte industrie hebben reeds enkele economische hervormingen plaatsgehad en er zijn belangrijke prijsliberaliseringsmaatregelen getroffen. De privatisering is nog maar pas begonnen. In Estland bestaat reeds een aanzienlijk aantal, onder meer met buitenlands kapitaal opgezette "joint ventures".

Op de Europese Vergadering voor Politieke Samenwerking op ministerieel niveau te Brussel, op 27 augustus, hebben de Gemeenschap en haar Lid-Staten hun besluit bevestigd om onverwijld diplomatieke betrekkingen met de Baltische Staten aan te knopen. Daarbij onderstreepten zij dat zij zich ertoe verbonden de Baltische Staten in hun ontwikkeling te steunen. Met het oog daarop werd er nota van genomen dat de Commissie alles in het werk zou stellen om economische samenwerking tussen de Gemeenschap en de Baltische Staten tot stand te brengen en daartoe binnenkort de eerste voorstellen zou doen.

Dienovereenkomstig voerde vice-voorzitter Andriessen in september verkennende gesprekken met de vertegenwoordigers van de regering van Estland en de andere Baltische Staten. Deze gesprekken werden gevolgd door gedetailleerde besprekingen tussen deskundigen, op grond waarvan de Commissie thans de bijgaande aanbeveling aan de Raad doet toekomen.

B. ACHTERGROND VAN DE BETREKKINGEN EEG-ESTLAND

1. Handelsverkeer

Het handelsverkeer is hoofdzakelijk op de Sovjetrepublieken gericht : de leveranties aan deze Republieken maken 66 % van het netto materieel produkt van Estland uit, terwijl dit land zeer beperkte rechtstreekse handelsbetrekkingen met de rest van de wereld onderhoudt.

Er zijn geen gedetailleerde cijfers beschikbaar over de invoer van producten uit Estland in de Gemeenschap, daar deze import onder het handelsverkeer EG/USSR viel. In de tabel in bijlage I treft men een raming aan van de uitvoer van Estland buiten de Sovjet-Unie.

2. Overeenkomsten

Toen Estland nog een Sovjetrepubliek was hadden de handelsbetrekkingen tussen dit land en de Europese Gemeenschap plaats binnen het kader van een handels- en samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeenschap en de USSR, die op 1 april 1990 in werking trad. Voorts bestond er een specifieke textielovereenkomst tussen de Gemeenschap en de USSR (die vanaf 1 januari 1990 voorlopig werd toegepast), welke voor Estland onafhankelijk werd ook voor dat land gold.

Op een buitengewone ministersvergadering inzake Europese politieke samenwerking op 27 augustus 1991 verklaarden de Gemeenschap en haar Lid-Staten verheugd te zijn over het herstel van de soevereiniteit en de onafhankelijkheid van Estland en bevestigden zij hun besluit om onverwijld diplomatieke betrekkingen met dit land aan te knopen.

3. Verloop van de contacten tussen de Gemeenschap en Estland

In maart 1991 bracht een ad hoc-delegatie van het Europese Parlement een bezoek aan Estland.

Op 6 september 1991 had er te Brussel een vergadering plaats tussen de ministers van Buitenlandse Zaken van de Europese Gemeenschap, de Commissie en de Ministers van Buitenlandse Zaken van Estland, Letland en Litouwen. Daarbij werd een gemeenschappelijke verklaring afgelegd inzake de diplomatieke betrekkingen, de vooruitzichten op EEG-bijstand en de bereidheid van de Baltische Staten om zich vast te leggen op de CVSE-beginselen. Ook werd daarbij bepaald dat de Commissie oriënterende besprekingen zou houden met de overheid van Estland (en van de andere Baltische Staten) over de sluiting van een overeenkomst inzake handel en economische samenwerking.

Op 9 september 1991 ontmoette vice-voorzitter Andriessen te Tallin de Eerste Minister en de ministers van Buitenlandse Zaken, Economie en Buitenlandse Handel van Estland. Daarbij heeft het hem begeleidend team van Commissie-ambtenaren de huidige stand van zaken in verband met de politieke en economische hervormingen nader onder de loep genomen om na te gaan aan welke behoeften aan buitenlandse bijstand (G-24 en PHARE) er voorrang moest worden gegeven en om te helpen bij de opzet van de coördinatiestructuur voor een dergelijke bijstand.

4. Overeenkomst

a) Structuur van de voorgestelde overeenkomst

Het betreft hier een niet-preferentiële handels- en samenwerkingsovereenkomst, gebaseerd op wederzijdse voordelen en verplichtingen.

b) Toepassingsgebied van de overeenkomst

Onder deze overeenkomst vallen zowel industrie- als landbouwprodukten, behalve EGKS- en textielprodukten. Naderhand zullen via onderhandelingen aparte overeenkomsten voor deze produkten worden gesloten.

c) Inhoud

De preambule van de overeenkomst zal een bepaling behelzen waarin beide partijen bevestigen dat zij veel waarde hechten aan de CVSE-beginselen en dus ook aan de eerbiediging van rechten van minderheden.

De overeenkomst zal voorzien in de wederzijdse toekenning van de behandeling van meestbegunstigde natie en het beginsel van niet-discriminatie bij het handelsverkeer.

De overeenkomst zal bepalingen behelzen ter bevordering van de commerciële en economische samenwerking. Ook wordt hierbij een Gemengde Commissie opgericht om voor een goede werking van deze overeenkomst zorg te dragen.

De overeenkomst zal erin voorzien dat de Gemeenschap steun verleent aan Estland's toetreding tot internationale organisaties.

Evenals in andere communautaire overeenkomsten, zal deze overeenkomst een clausule inzake de territoriale toepassing van deze overeenkomst behelzen.

Deze overeenkomst krijgt een looptijd van tien jaar.

Mocht Estland gedurende de looptijd van de overeenkomst tot de GATT toetreden, dan dient het toetredingsprotocol verenigbaar te zijn met de onderhavige overeenkomst.

c. HIERMEE VERBAND HOUDENDE VRAAGSTUKKEN

Op verzoek van Estland zal er een gezamenlijke verklaring inzake de politieke dialoog kunnen worden overwogen.

Behalve de krachtens de overeenkomst met de USSR getroffen maatregelen en die waarin de voorgestelde overeenkomst voorziet, zal de Commissie met de G-24 bespreken op welke wijze de toegang tot de westerse markten voor uitvoerprodukten uit Estland kan worden verbeterd. Dit zou onder meer de opschorting van de niet-kwantitatieve beperkingen en de uitbreiding van de SAP-voordelen tot Estland kunnen inhouden.

AANHANGSEL

UITVOER VAN ESTLAND BUITEN DE USSR NAAR SECTOR

(percentage aandelen in de totale uitvoer)

Totaal (miljoenen roebels)	245,90	
Industrie	99,72	
Elektrische energie		,00
Aardolie en gas		,77
Steenkool		,00
Andere brandstoffen		,24
Ferrometalen		,28
Non-ferrometalen		,00
Chemische en petrochemische produkten	4,23	
Machines	13,46	
Hout, papier en papierpulp	10,37	
Bouwmaterialen	,94	
Lichte industrie	22,00	
Voedselindustrie	46,12	
Niet elders genoemde industrie	1,30	
Landbouw	,16	
Andere sectoren	,12	

Bron : Vestnik statistiki, nr. 3 1990

Ramingen uit het "Economisch overzicht van de Baltische Republieken" ("Economic survey of the Baltic Republics") (een op initiatief van het Zweedse Ministerie van Buitenlandse Zaken verrichte studie).

ONTWERP-ONDERHANDELINGSRICHTSNOEREN

A. AARD VAN DE OVEREENKOMST

1. Opdracht

Met deze onderhandelingen wordt beoogd een niet-preferentiële handels- en samenwerkingsovereenkomst te sluiten tussen de Europese Economische Gemeenschap en Estland anderzijds.

2. Structuur

Als overlegstructuur wordt een Gemengde Commissie opgericht. In het kader van die Gemengde Commissie zullen de partijen bij de overeenkomst nagaan welke samenwerkingsmogelijkheden er in het wederzijds belang kunnen worden overwogen. De overeenkomst zal geen financieel protocol behelzen en geen rechtstreekse financiële verbintenissen inhouden.

3. Duur

De overeenkomst krijgt een looptijd van tien jaar, die jaarlijks stilzwijgend kan worden verlengd.

4. Doelstellingen van de overeenkomst

- a) Het tot stand brengen en uitbreiden van handelsbetrekkingen op contractuele basis en het scheppen van gunstige voorwaarden voor een aanzienlijke, harmonische ontwikkeling van het handelsverkeer.
- b) Het bevorderen van commerciële en economische samenwerking op gebieden van gemeenschappelijk belang, op basis van wederkerigheid.

B. INHOUD

Vroeger vielen de betrekkingen tussen de beide partijen onder het toepassingsgebied van de handels- en samenwerkingsovereenkomst tussen de USSR en de Gemeenschap. Er zal dan ook een nieuwe overeenkomst moeten worden gesloten voor de handel en samenwerking tussen de Gemeenschap en Estland, als onafhankelijke Staat.

Onder deze overeenkomst vallen zowel industrie- als landbouwprodukten, behalve EGKS- en textielprodukten. Zij geldt ook voor samenwerking op het gebied van kernenergie.

In de preambule bij de overeenkomst komt een verklaring dat beide partijen zeer veel waarde hechten aan de CVSE-beginselen, waaronder ook de eerbiediging van de rechten van minderheden.

1. Tenuitvoerlegging

De partijen bij de overeenkomst geven uiting aan hun wens om overeenkomstig hun respectieve wetten en voorschriften en naar behoren rekening houdend met hun respectieve verplichtingen, passende maatregelen te nemen om de doelstellingen van de overeenkomst te bereiken.

2. Meestbegunstigingsclausule

De partijen zullen zich ertoe verbinden elkander de behandeling van meestbegunstigde natie toe te kennen, gebaseerd op de GATT-omschrijvingen, met betrekking tot de tarieven en maatregelen van gelijke werking.

3. Kwantitatieve beperkingen

Op 1 augustus 1991 heeft de EEG de specifieke kwantitatieve beperkingen voor de USSR afgeschaft en derhalve ook voor Estland. De overeenkomst zou een bevestiging van dit standpunt kunnen behelzen, alsmede een verbintenis van Estland om alle maatregelen van gelijke werking op te heffen.

4. Commerciële samenwerking

De overeenkomst zal bepalingen behelzen inzake door Estland te treffen maatregelen om de commerciële samenwerking te bevorderen, ten einde :

- ervoor zorg te dragen dat het bedrijfsleven uit de Gemeenschap geen last heeft van discriminatie op de Estse markt;
- de verstrekking van commerciële en economische informatie te verbeteren;
- de activiteiten van communautaire ondernemers in Estland te vergemakkelijken;
- handelsbevorderende activiteiten te stimuleren;
- arbitrage te bevorderen ter beslechting van geschillen in verband met handelstransacties;
- ervoor zorg te dragen dat de industriële, commerciële en intellectuele eigendomsrechten naar behoren worden beschermd.

5. Prijzenclausule

Er zal een prijzenclausule in de overeenkomst worden opgenomen, waarbij Estland de verbintenis aangaat om bij het handel drijven geen prijzen toe te passen die de communautaire producenten van soortgelijke produkten kunnen benadelen.

6. Vrijwaringsclausule

Een vrijwaringsclausule zal zowel bepalingen inzake overlegpleging als over de daartoe te volgen procedure behelzen. Deze clausule zal selectief en zo mogelijk unilateraal zijn, en de bepaling omvatten dat de hoeveelheden of de voorwaarden voor de Litouwse invoer aanleiding kunnen geven tot vrijwaringsmaatregelen.

7. Gemengde Commissie

De Gemeenschap zal voorzien in de oprichting van een Gemengde Commissie, met vertegenwoordigers van de Gemeenschap enerzijds en van Estland anderzijds.

De Gemengde Commissie krijgt de volgende taken :

- toezien op de goede werking van de overeenkomst;
- de ontwikkeling van het handelsverkeer en van de samenwerking tussen beide partijen bestuderen;
- zoeken naar geschikte middelen om eventuele moeilijkheden op de door de overeenkomst bestreken terreinen te voorkomen;
- uitdenken van maatregelen om de handel te ontwikkelen en te diversifiëren, met name door het creëren van nieuwe invoermogelijkheden in de Gemeenschap en in Estland;
- van gedachten wisselen en voorstellen opperen in verband met iedere kwestie van gemeenschappelijk belang op het gebied van handelsverkeer of samenwerking;
- aanbevelingen doen die de uitbreiding van het handelsverkeer en de samenwerking kunnen bevorderen.

De agenda van de besprekingen wordt van tevoren in onderling overleg vastgesteld. Er komen bepalingen betreffende de frequentie en de plaats van de vergaderingen, het voorzitterschap en mogelijke andere kwesties.

8. Economische samenwerking

Voorts zal de Gemengde Commissie, met het oog op de ontwikkeling van het handelsverkeer, op een voor beide zijden voordelige basis de mogelijkheden van economische samenwerking nagaan, onder meer op de volgende gebieden :

- energie,
- industrie en mijnbouw,
- landbouw, met inbegrip van de agro-industrie,
- economisch beleid, statistiek en douane, normen,
- financiële diensten,
- ontwikkeling van het menselijk potentieel,
- research,
- milieubescherming en beheer van natuurlijke hulpbronnen,
- toerisme,
- vervoer.

Met deze samenwerking wordt beoogd :

- de economische banden van de overeenkomstsluitende partijen te versterken en te diversifiëren;
- bij te dragen tot de ontwikkeling van de economie en de levensstandaard van beide partijen;
- nieuwe bevoorradingsbronnen aan te boren en nieuwe markten te ontsluiten;
- de samenwerking tussen het bedrijfsleven en in het bijzonder tussen het midden- en kleinbedrijf in de betrokken landen te stimuleren.

CONFIDENTIAL

De overeenkomstsluitende partijen zullen maatregelen aanmoedigen waardoor een gunstig klimaat voor economische en industriële samenwerking wordt geschapen en die onder meer inhouden :

- het vergemakkelijken van de uitwisseling van economische en commerciële informatie;
- het scheppen van een gunstig klimaat voor investeringen, "joint ventures" en licentie-akkoorden, met name door de uitbreiding van regelingen ter bevordering en bescherming van investeringen op basis van non-discriminatie en wederkerigheid;
- het organiseren van uitwisselingen en contacten tussen personen en delegaties die commerciële of andere ter zake bevoegde organisaties vertegenwoordigen;
- het organiseren van seminars, beurzen of tentoonstellingen;
- het bevorderen van allerlei activiteiten waardoor technische deskundigheid op bepaalde gebieden ter beschikking wordt gesteld.

9. Deelneming aan internationale organisaties en verdragen

De Gemeenschap verbindt zich ertoe de toegang van Estland tot internationale organisaties en verdragen waarbij de Gemeenschap partij is te steunen, ten einde Estland in staat te stellen een grotere rol in het open internationale economische stelsel te spelen.

C. OVERIGE BEPALINGEN

Evenals in andere communautaire overeenkomsten komt er ook een clause inzake de territoriale toepassing van deze overeenkomst.

Ingeval Estland partij bij de Algemene Overeenkomst inzake Tarieven en Handel wordt, zal een clause beide partijen de mogelijkheid bieden om de overeenkomst te herzien, wanneer de voorbereiding van het protocol inzake de toetreding van Estland haar laatste stadium heeft bereikt, ten einde in de overeenkomst de nodige wijzigingen aan te brengen om met dat protocol rekening te houden.

CONFIDENTIAL

Historical Archives of the European Communities

CONFIDENTIAL

EMITTEERIKO

VERTRAULICH

FORBODIGT

FINANCIELE NOTITIE

De overeenkomst zal geen financieel protocol omvatten en geen directe financiële weerslag op de begroting van de Gemeenschappen hebben. De samenwerking op grond van de overeenkomst wordt hoofdzakelijk uit begrotingslijn B7-5020 gefinancierd.

De Raad heeft het beginsel aanvaard dat Estland van de middelen voor de technische bijstand aan de USSR in 1991 zal meeprofitieren en dat dit land vanaf 1 januari 1992 ook onder het PHARE-Programma valt.

EFFECT VAN HET VOORSTEL OP HET MKB EN DE WERKGELEGENHEID

Daar met deze overeenkomst het handelsverkeer over en weer wordt bevorderd, zou dat een stimulans moeten zijn voor de uitvoer van de Gemeenschap naar Estland en dus ook voor de werkgelegenheid in de Gemeenschap, onder andere in het midden- en kleinbedrijf.

Daar met deze overeenkomst het handelsverkeer over en weer wordt bevorderd, zou dat een stimulans moeten zijn voor de uitvoer van de Gemeenschap naar Estland en dus ook voor de werkgelegenheid in de Gemeenschap, onder andere in het midden- en kleinbedrijf.

CONFIDENTIAL

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

SEC(91) 1875 final

Brussels, 17 October 1991

Recommendation for A COUNCIL DECISION

authorizing the Commission to open negotiations with a view to concluding a trade and cooperation agreement between the European Economic Community and the Republic of Estonia.

(presented by the Commission)

EXPLANATORY MEMORANDUM

A. Introduction

B. Background to EC-Estonian relations:

1. Trade
2. Agreements
3. Development of contacts between the Community and Estonia
4. Agreement:
 - (a) Structure
 - (b) Scope
 - (c) Content

C. Related Questions

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMILITEYTIKO

CONFIDENTIAL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

-2-

EXPLANATORY MEMORANDUM

A. INTRODUCTION

In March 1990, the Estonian Supreme Council declared Soviet power in Estonia to be illegal and established a transition period for the restoration of independence of Estonia. A plebiscite on independence was held on 3 March 1991, resulting in a 78% vote in favour of it. Estonia declared formally its independence in August 1991 and the USSR recognized it on 6 September 1991.

A multiparty system is emerging and political parties are progressively developing. Elections were held, under Soviet rules, in March 1990 and the Estonian Popular Front is the leading political force. The rule of law and fundamental human rights are generally respected. A new constitution is under preparation.

The Estonian economy is deeply dependent on the Soviet economy and its structure reflects the priorities and division of labour established by the Soviet planning. In 1989, Estonia's Gross Domestic Product was 6.3 billion roubles. Estonia is undergoing serious economic difficulties, which will deepen in the context of the establishment of new economic relations with the Soviet Union. Economic reform is still in its early stages but the Estonian independence process has been much more related to proposals for economic autonomy than in the two other Baltic States. Some economic reforms have already taken place in agriculture, the service sector and light industry and important steps to liberalize prices have been taken. Privatisation is just starting. A significant number of joint ventures involving foreign capital are already operating in Estonia.

At the European Political Co-operation Ministerial meeting in Brussels on 27 August, the Community and its Member States confirmed their decision to establish diplomatic relations with the Baltic States without delay. At the same time they underlined their commitments to support the Baltic States in their development. With this end in view, it was noted that the Commission would explore all avenues for economic co-operation between the Community and the Baltic States and put forward early proposals to that effect.

Accordingly, Vice-President Andriessen held exploratory talks with representatives of the government of Estonia and the other Baltic states in September, followed by detailed talks between experts. On the basis of these talks, the Commission is transmitting the attached recommendation to the Council.

VERBODEN TOEGANG
CONFIDENTIAL

B. BACKGROUND TO EC-ESTONIA RELATIONS

1. Trade

Trade is mainly oriented towards Soviet republics : deliveries to these represent 66 % of Estonia's net material product, while there are very limited direct trading links with the rest of the world.

There are no detailed figures available on Community imports from Estonia, as they were included in EC/USSR trade. The table in annex 1 gives an estimate of Estonia's exports outside the Soviet Union.

2. Agreements

While Estonia was a Soviet republic, the framework for its relations with the European Community was the trade and cooperation agreement between the Community and the USSR, which entered into force on 1 April 1990. A specific agreement on textiles between the Community and the USSR (provisionally applied from 1 January 1990) also applied to Estonia before its independence.

At an EPC Extraordinary Ministerial Meeting on 27 August 1991, the Community and its Member States welcomed the restoration of the sovereignty and independence of Estonia and they confirmed their decision to establish diplomatic relations without delay.

3. Development of contacts between the Community and Estonia

In March 1991, an ad hoc delegation of the European Parliament visited Estonia.

On 6 September 1991, a meeting between the Ministers of Foreign Affairs of the European Community, the Commission and the Ministers of Foreign Affairs of Estonia, Latvia and Lithuania was held in Brussels and issued a joint declaration concerning diplomatic relations, the perspectives for EC assistance and the commitment of the Baltic States to the CSCE principles. It was also foreseen that the Commission would have early discussions with the authorities of Estonia (and the other Baltic States) about the conclusion of a trade and economic cooperation agreement.

Vice-President Andriessen met the President, Prime Minister, and Ministers for Foreign Affairs, Economy and Foreign Trade of Estonia in Tallin on 9 September 1991. A team of Commission officials who accompanied him pursued in greater detail the analysis of the current state of political and economic reform, to determine priority needs for external assistance (G-24 and PHARE) and to help set up co-ordination structures for such assistance.

CONFIDENTIAL

4. Agreement

(a) Structure of the proposed agreement

This will be a non preferential trade and co-operation agreement founded on reciprocal benefits and commitments.

(b) Scope of the agreement

The agreement will cover industrial and agricultural products, except ECSC and textile products. Agreements on these products will be negotiated subsequently.

(c) Content

The preamble to the agreement will affirm both parties' attachment to the principles of the CSCE, including respect for minority rights

The agreement will provide for the parties to grant each other most-favoured-nation treatment and it will establish the principle of non discrimination in trade issues.

The agreement will contain provisions to facilitate commercial and economic cooperation. It will establish a joint committee to ensure the proper functioning of the agreement.

The agreement will foresee the Community's support to Estonia's accession to international organisations.

There will be a clause on the agreement's territorial application, as in other Community agreements.

The duration of the agreement will be ten years.

In the event that Estonia accedes to the GATT during the lifetime of the agreement, its protocol of accession should be compatible with the present agreement.

C. RELATED QUESTIONS

Upon Estonia's request, a joint declaration on political dialogue could be envisaged.

In addition to the measures already taken under the agreement with the USSR and those provided for by the proposed agreement, the Commission will discuss with the G-24 other means for improving access to western markets for exports from Estonia, which could include the suspension of non-specific quantitative restrictions and the extension to Estonia of the benefits of the GSP.

CONFIDENTIAL

ESTONIAN EXPORTS OUTSIDE USSR BY SECTOR

(percentage shares of total exports)

Total (mill rubles)	245.90	
Industry	99.72	
Electric power		.00
Oil and gas		
Coal		.00
Other fuels		.24
Ferrous metals		.28
Nonferrous metals		.00
Chemical and petrochemicals		4.23
Machinery		13.46
Wood, paper and pulp		10.37
Construction materials		.94
Light industry		22.00
Food industry		46.12
Industry n.e.c		1.30
Agriculture	.16	
Other sectors	.12	

Source : Vestnik statistiki, No. 3 1990

Estimations included in the "Economic survey of the Baltic Republics" (Study undertaken at the initiative of the Swedish Ministry for Foreign Affairs).

- 6 -

DRAFT NEGOTIATING DIRECTIVES

A. Nature of the agreement

1. Terms of reference

The aim of negotiations will be the conclusion of a non preferential trade and cooperation agreement between the European Economic Community and Estonia.

2. Structure

A joint committee will be established as a framework for discussion. The parties will examine together, within the framework of the joint committee, opportunities for cooperation of mutual benefit. The agreement will have no financial protocol and will not imply any direct financial commitments.

3. Duration

The agreement will be for ten years, tacitly renewable each year.

4. Aims of the agreement

- (a) To establish and extend commercial relations on a contractual basis, and create conditions for the substantial and harmonious growth of trade.
- (b) To promote reciprocal commercial and economic cooperation in areas of common interest.

B. CONTENT

Relations between the parties fell, previously, under the scope of the trade and cooperation agreement between the USSR and the Community. A new agreement is, therefore, needed to cover trade and cooperation between the Community and Estonia, as an independant state.

The Agreement will cover industrial and agricultural products, except ECSC and textile products.

The preamble to the agreement will affirm both parties' attachment to the principles of the CSCE, including respect for minority rights.

1. Implementation

The parties will express their willingness to take, in accordance with their respective laws and regulations and with due regard to existing commitments, appropriate measures for the attainment of the agreement's objectives.

- 7 -

2. Most favoured nation treatment

The parties will undertake to accord each other most favoured nation status, based on GATT definitions, with regard to tariffs and measures having equivalent effect.

3. Quantitative restrictions

From 1 August 1991, the EEC abolished specific quantitative restrictions for the USSR and, therefore, for Estonia. The agreement could consolidate this position and could also include a commitment by Estonia to remove any measure of equivalent effect.

4. Commercial cooperation

The agreement will include provisions on measures to be taken by Estonia to facilitate commercial cooperation with a view to

- ensuring that Community enterprises do not suffer from discrimination on the Estonian market;
- improving the provision of commercial and economic information;
- facilitating the operation of Community economic operators in Estonia;
- encouraging trade promotion;
- encouraging the adoption of arbitration for the settlement of disputes arising out of commercial transactions.
- ensuring adequate protection of industrial, commercial and intellectual property rights.

5. Price clause

A price clause will be introduced under which Estonia will undertake not to trade at prices liable to cause injury to producers of like products in the Community.

6. Safeguard clause

A safeguard clause will include the principle of consultation and lay down the procedure to be followed. It will be selective and, if possible, unilateral, and will state that the clause may be invoked with respect to the quantity or the terms of import of Estonian products.

7. Joint Committee

The agreement will provide for the setting-up of a joint committee, comprising representatives of the Community, on the one hand, and Estonia, on the other.

The Joint Committee will:

- ensure the proper functioning of the agreement;
- study the development of trade and cooperation between the parties;
- seek appropriate means of avoiding possible difficulties in fields covered by the agreement;

- consider measures likely to develop and diversify trade, notably by improving import opportunities in the Community and Estonia;
- discuss and formulate proposals on any trade or cooperation problem of mutual concern;
- formulate recommendations conducive to the expansion of trade and cooperation.

The agenda for consultations will be agreed beforehand. There will be provisions regarding the frequency and venue of meetings, the chairmanship and any other questions which might arise.

8. Economic cooperation

The Joint Committee will also, with a view to the development of trade on a mutually advantageous basis, examine opportunities for economic cooperation in, inter alia, the following fields:

- energy,
- industry and mining,
- agriculture, including agro-industries,
- economic policy, statistics and customs, standards,
- financial services,
- development of human resources,
- research,
- environmental protection and the management of natural resources,
- tourism,
- transport.

The objectives of such cooperation will be:

- to reinforce and diversify economic links between the contracting parties;
- to contribute to the development of their respective economies and standards of living;
- to open up new sources of supply and new markets;
- to encourage cooperation between economic operators, in particular small and medium enterprises.

The contracting parties will encourage the adoption of measures aimed at creating favourable conditions for economic and industrial cooperation, including:

- the facilitation of exchanges of economic and commercial information;
- the development of a favourable climate for investment, joint ventures and licensing arrangements, notably by the extension of arrangements for investment promotion and protection on the basis of the principles of non-discrimination and reciprocity;
- exchanges and contacts between persons and delegations representing commercial or other relevant organizations;
- the organization of seminars, fairs or exhibitions;
- the stimulation of activities including the provision of technical expertise in specific areas.

9. Participation in international organisations and conventions

The Community will undertake to support Estonian accession to international organisations and conventions in which the Community participates with a view to enabling Estonia to play a greater role in the open international economic system.

C. OTHER PROVISIONS

There will be a clause on the agreement's territorial application, as in other Community agreements.

In the event of Estonia acceding to the General Agreement on Tariffs and Trade, a clause will permit the parties to review the agreement once the preparation of Estonia's accession protocol has entered its final stage, with a view to amending the agreement to take account of the said protocol.

CONFIDENTIAL
VERTROUWELIJK
RISERVATISSIMO
CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

FINANCIAL STATEMENT

The agreement will have no financial protocol and no direct budgetary implications for the Community. Cooperation under the agreement will be financed primarily from budget heading B7-5020.

The Council has approved the principle that Estonia will benefit from funds for technical assistance to the USSR in 1991 and that it will be included in the Phare programme from 1 January 1992.

EMHIZIEYTIKO

VERTRAULICH

FORNROLICH

CONFIDENTIAL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

THE PROPOSAL'S IMPACT ON SME
AND JOB CREATION

As the agreement promotes two-way trade, it should stimulate Community exports to Estonia, and, hence, employment in the Community inter alia in SMEs.

FORTROLIGT

VERTRAULICH

EMHJTEYTIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

SE (91) 1875 endelig udg.

Bruxelles, den 28 oktober 1991

Henstilling med henblik på

RÅDETS AFGØRELSE

om bemyndigelse af Kommissionen til at indlede forhandlinger om indgåelse af en handels- og samarbejdsaftale mellem Det Europæiske Økonomiske Fællesskab og republikken Estland

(Forelagt af Kommissionen)

BEGRUNDELSE

- A. Indledning
- B. Baggrunden for forbindelserne mellem EF og Estland:
1. Handel
 2. Aftaler
 3. Udvikling af kontakter mellem Fællesskabet og Estland
 4. Aftale:
 - (a) Opbygning
 - (b) Anvendelsesområde
 - (c) Indhold
- C. Andre spørgsmål

FORTROLIGT

BEGRUNDELSE

INDLEDNING

I marts 1990 erklærede det estiske Øverste Råd sovjetmagten i Estland for ulovlig og fastlagde en overgangsperiode for genskabelse af Estlands uafhængighed. Der blev den 3. marts 1991 afholdt en folkeafstemning herom, i hvilken 78% stemte for uafhængighed. Estland erklærede sig formelt uafhængigt i august 1991, og Sovjetunionen anerkendte dette den 6. september 1991.

Et flerpartisystem er under opbygning, og politiske partier er gradvis i færd med at konstituere sig. Der blev i marts 1990 afholdt valg under sovjetiske regler, og den estiske folkefront er den vigtigste politiske magtfaktor. De grundlæggende retsregler og menneskerettighederne overholdes i almindelighed. Der er en ny forfatning under forberedelse.

Den estiske økonomi er stærkt afhængig af den sovjetiske, og dens struktur afspejler de prioriteter og den arbejdsdeling, der er fastlagt i den sovjetiske planlægning. I 1989 udgjorde Estlands bruttonationalprodukt 6,3 mia. rubler. Estland befinder sig i alvorlige økonomiske vanskeligheder, som vil blive forværret i tilslutning til etableringen af nye økonomiske forbindelser med Sovjetunionen. De økonomiske reformbestrebelse befinder sig stadig på et tidligt stadium, men den estiske uafhængighedsproces har været meget mere forbundet med forslag om økonomisk autonomi end i de to andre baltiske stater. Der er allerede gennemført visse økonomiske reformer i landbruget, servicesektoren og den lette industri, og der er blevet truffet omfattende foranstaltninger til prisliberalisering. Privatiseringen er i sin vorden. Der findes allerede et stort antal joint ventures omfattende udenlandsk kapital i Estland.

På ministermødet i Bruxelles den 27. august som led i Det Europæiske Politiske Samarbejde bekræftede Fællesskabet og dets medlemsstater deres beslutning om snarest at etablere diplomatiske forbindelser med de baltiske stater. Samtidig understregede de deres tilsagn om at støtte de baltiske stater i deres udvikling. Med dette for øje blev det noteret, at Kommissionen skulle undersøge alle muligheder for økonomisk samarbejde mellem Fællesskabet og de baltiske stater og hurtigt fremsætte forslag med henblik herpå.

Næstformand F. Andriessen afholdt således sonderende drøftelser i september med repræsentanter for Estlands regering og de andre baltiske stater efter indgående drøftelser på ekspertplan. Det er på denne baggrund, at Kommissionen fremsender vedlagte henstilling til Rådet.

CONFIDENTIAL

B. BAGGRUNDEN FOR FORBINDELSERNE MELLEM EF OG ESTLAND

Handel

Handelen er hovedsagelig rettet mod de sovjetiske republikker, idet leverancerne til disse udgør 66% af Estlands nettomaterialprodukt, mens de direkte handelsforbindelser med resten af verden er meget begrænset.

Der findes ingen detaljerede tal om EF-importen fra Estland, da denne indgår i samhandelen mellem EF og Sovjetunionen. Tabellen i bilag 1 viser et skøn over Estlands eksport til områder uden for Sovjetunionen.

2. Aftaler

Da Estland var en sovjetrepublik, var rammerne for dets forbindelser med Det Europæiske Fællesskab handels- og samarbejdsaftalen mellem Fællesskabet og Sovjetunionen, som trådte i kraft den 1. april 1990. En særlig aftale om tekstiler mellem Fællesskabet og Sovjetunionen, (som blev bragt midlertidigt i anvendelse den 1. januar 1990), gjaldt også Estland før uafhængigheden.

På et ekstraordinært ministermøde som led i Det Europæiske Politiske Samarbejde den 27. august 1991 gav Fællesskabet og dets medlemsstater udtryk for tilfredshed med genskabelsen af Estlands suverænitet og uafhængighed, og de bekræftede, at de var besluttede på snarest at etablere diplomatiske forbindelser med Estland.

3. Udvikling af kontakter mellem Fællesskabet og Estland

I marts 1991 aflagde en ad hoc-delegation fra Europa-Parlamentet besøg i Estland.

Den 6. september 1991 blev der afholdt et møde i Bruxelles mellem udenrigsministrene for EF-landene, Kommissionen og Estlands, Letlands og Lithauens udenrigsministre, og der blev afgivet en fælles erklæring om diplomatiske forbindelser, udsigterne for EF-bistand og de baltiske staters tilslutning til CSCE-principperne. Det blev tillige forudset, at Kommissionen hurtigt skulle indlede drøftelser med myndighederne i Estland (og i de andre baltiske stater) om indgåelse af en aftale om handelsmæssigt og økonomisk samarbejde.

Næstformand F. Andriessen mødtes den 9. september 1991 i Tallin med den estiske præsident, premierminister, udenrigsminister og økonomiminister og minister for udenrigshandel. En gruppe tjenestemænd fra Kommissionen, som ledsagede F. Andriessen, foretog en mere dybtgående analyse af de politiske og økonomiske reformbestræbelser for at fastslå prioriterede behov for ekstern bistand (G-24 og PHARE) og for at oprette koordinationsstrukturer for sådan bistand.

FORTROLIGT

ER BRAUCH

EMITIERE

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

4. Aftale

(a) Den foreslåede aftales opbygning

Der skal være tale om en ikke-præferentiel handels- og samarbejdsaftale baseret på gensidige fordele og forpligtelser.

(b) Aftalens anvendelsesområde

Aftalen skal omfatte industrivarer og landbrugsprodukter, med undtagelse af EKSF-varer og tekstilvarer. Aftaler om disse varer skal forhandles senere.

(c) Indhold

Det skal i præamblen til aftalen fastslås, at begge parter tilslutter sig principperne for CSCE, herunder respekten for mindretallenes rettigheder.

Det skal fastsættes i aftalen, at parterne indrømmer hinanden mestbe-
gunstigelsesbehandling, og at parterne overholder princippet om ikke-
forskelsbehandling i handelsanliggender.

Aftalen skal indeholde bestemmelse om fremme af det handelsmæssige og økonomiske samarbejde. Der skal ved aftalen nedsættes et blandet udvalg til at overvåge, at aftalen fungerer tilfredsstillende.

Det skal fastsættes i aftalen, at Fællesskabet vil støtte Estlands til-
trædelse af internationale organisationer.

Aftalen skal omfatte en klausul om aftalens territoriale anvendelse som i andre EF-aftaler.

Aftalen skal have en varighed på ti år.

Skulle Estland tiltræde GATT i aftalens løbetid, skal tiltrædelsespro-
tokollen være forenelig med aftalen.

C. ANDRE SPØRGSMÅL

Der vil på anmodning af Estland kunne overvejes en fælles erklæring om politisk dialog.

Til supplerung af de allerede truffne foranstaltninger i henhold til af-
talen med Sovjetunionen og de i den foreslåede aftale fastsatte vil
Kommissionen med G-24 drøfte andre midler til at forbedre adgangen for
estisk eksport til vestlige markeder, f.eks. ved suspension af ikke-
specifikke kvantitative restriktioner og udvidelse af GSP-fordele til
også at gælde Estland.

T I L L Æ G

VESTISK EKSPORT TIL OMRADER UDEN FOR SOVJETUNIONEN - FORDELT PÅ SEKTORER

(i procent af den samlede eksport)

I alt (million rubler)	245,90
Industri	99,72
El-energi	0,00
Olie og gas	0,77
Kul	0,00
Andet brændsel	0,24
Ferrometaller	0,28
Non-ferrometaller	0,00
Kemikalier og petrokemikalier	4,23
Maskiner	13,46
Træ, papir og papirmasse	10,37
Byggematerialer	0,94
Let industri	22,00
Fødevarerindustri	46,12
Anden industri	1,30
Landbrug	0,16
Andre sektorer	0,12

Kilde: Vestnik statistiki, nr. 3 1990

Skøn hentet fra "Economic survey of the Baltic Republics" (en undersøgelse foretaget på foranledning af det svenske udenrigsministerium).

UDKAST TIL FORHANDLINGSDIREKTIVER

Aftalens art

Rammer

Målet med forhandlingerne er at indgå en ikke-præferentiel handels- og samarbejdsaftale mellem Det Europæiske Økonomiske Fællesskab og Estland.

2. Struktur

Der skal nedsættes et blandet udvalg som forum for drøftelser. Parterne skal i det blandede udvalg sammen undersøge mulighederne for samarbejde til gensidig fordel. Der knyttes ikke nogen finansprotokol til aftalen, og den medfører ingen direkte finansielle forpligtelser.

3. Varighed

Aftalen skal have en løbetid på ti år, som kan fornyes stiltiende med et år ad gangen.

4. Aftalens mål

(a) At etablere og udvide handelsforbindelser på et aftalemæssigt grundlag og skabe betingelser for en væsentlig og harmonisk vækst i samhandelen.

(b) At fremme det gensidige og handelsmæssige og økonomiske samarbejde på områder af fælles interesse.

B. INDHOLD

Forbindelserne mellem parterne faldt tidligere inden for rammerne af handels- og samarbejdsaftalen mellem Sovjetunionen og Fællesskabet. Der er derfor behov for en ny aftale til at dække handelen og samarbejdet mellem Fællesskabet og Estland som en uafhængig stat.

Aftalen skal omfatte industrivarer og landbrugsprodukter, med undtagelse af EKSF-varer og tekstilvarer. I præambelen til aftalen skal det fastslås, at parterne støtter principperne for CSCE, herunder respekten for mindretallenes rettigheder.

1. Gennemførelse

Parterne skal give udtryk for deres vilje til i overensstemmelse med deres respektive lovgivning og forskrifter og under behørigt hensyn til bestående forpligtelser at træffe passende foranstaltninger til at virkeliggøre aftalens mål.

2. Mestbegunstigelsesklausul

Parterne forpligter sig til at indrømme hinanden mestbegunstigelsesbehandling på grundlag af GATT-definitionerne med hensyn til told og foranstaltninger med tilsvarende virkning.

3. Kvantitative restriktioner

Den 1. august 1991 afskaffede EØF de specifikke kvantitative restriktioner over for Sovjetunionen og dermed også for Estland. Dette forhold kunne konsolideres ved aftalen, som også kunne omfatte en forpligtelse for Estland til at ophæve eventuelle foranstaltninger med tilsvarende virkning.

4. Handelssamarbejde

Aftalen skal omfatte bestemmelser om foranstaltninger, som Estland skal træffe til at lette handelssamarbejdet med henblik på

- at sikre, at EF-virksomheder ikke udsættes for forskelsbehandling på det estiske marked,
- at forbedre adgangen til handelsmæssig og økonomisk information,
- at lette EF-virksomheders virksomhed i Estland,
- at anspore til handelsfremmende foranstaltninger,
- at anspore til bilæggelse ved voldgift af tvister i forbindelse med handelstransaktioner,
- at sikre passende beskyttelse af industriel, kommerciel og intellektuel ejendomsret.

5. Prisklausul

Der skal indsættes en prisklausul, i henhold til hvilken Estland forpligter sig til ikke at handle til priser, som vil kunne påføre producenter af lignende varer i Fællesskabet skade.

6. Beskyttelsesklausul

Der skal indsættes en beskyttelsesklausul om princippet om konsultation og om den procedure, der skal følges. Den skal være selektiv, og om muligt ensidig, og det skal fastsættes, at klausulen kan bringes i anvendelse, hvis der opstår problemer i forbindelse med importen af estiske varer, hvad angår mængde og importbetingelser.

7. Blandet udvalg

Der skal ved aftalen nedsættes et blandet udvalget bestående af repræsentanter for Fællesskabet på den ene side og for Estland på den anden side.

Det Blandede Udvalg skal have til opgave at:

- overvåge, at aftalen fungerer tilfredsstillende,
- følge udviklingen i samhandelen og samarbejdet mellem de to parter,
- søge passende midler til at undgå eventuelle vanskeligheder på områder omfattet af aftalen,

FORTROLIGT

- overveje foranstaltninger, der kan bidrage til udvikling og diversificering af handelen, særlig ved at øge importmulighederne i Fællesskabet og Estland,
- drøfte og fremsætte forslag om alle spørgsmål af fælles interesse vedrørende samhandelen og samarbejdet, fremsætte henstillinger, som kan bevirke en udvidelse af handelen og samarbejdet.

Dagsordenen for konsultationer fastsættes efter fælles overenskomst. Der skal fastsættes bestemmelser om mødehyppighed og -sted, formandskab, og eventuelle andre spørgsmål, der måtte opstå.

8. Økonomisk samarbejde

Det Blandede Udvalg skal også med henblik på udvikling af samhandelen på et gensidigt fordelagtigt grundlag undersøge muligheder for økonomisk samarbejde på bl.a. følgende områder:

- energi,
- industri og minedrift,
- landbrug, herunder agroindustrierne,
- økonomisk politik, statistikker og toldspørgsmål, standarder,
- finansielle tjenesteydelser,
- udvikling af menneskelige ressourcer,
- forskning,
- miljøbeskyttelse og forvaltning af naturressourcerne,
- turisme,
- transport.

Målene for samarbejdet skal være:

- at styrke og diversificere de økonomiske forbindelser mellem de kontraherende parter,
- at bidrage til udviklingen af deres respektive økonomier og højnel- sen af deres levestandard,
- at åbne op for nye forsyningskilder og nye markeder,
- at fremme samarbejdet mellem virksomheder, særlig små og mellem- store virksomheder.

De kontraherende parter skal virke til fremme for vedtagelse af foran- staltninger, som sigter på at skabe gunstige betingelser for et økono- misk og industrielt samarbejde, særligt ved:

- at lette udveksling af økonomisk og handelsmæssig information,
- at skabe et gunstigt klima for investeringer, joint ventures og licensarrangementer, ved udvidelse af arrangementer om investe- ringsfremme og -beskyttelse på grundlag af principperne om ikke- forskelsbehandling og gensidighed,
- udvekslinger og kontakter mellem personer og delegationer, som repræsenterer handelsmæssige og andre relevante organisationer,
- tilrettelæggelse af seminarer, messer og udstillinger,
- fremme aktiviteter, der bl.a. sigter på at tilvejebringe teknisk ekspertise på specifikke områder.

9. Deltagelse i internationale organisationer og konventioner

Fællesskabet skal forpligte sig til at støtte Estlands tiltrædelse af internationale organisationer og konventioner, i hvilke Fællesskabet deltager, med henblik på at sætte Estland i stand til at spille en større rolle i det åbne internationale økonomiske system.

C. ANDRE BESTEMMELSER

Der skal indsættes en klausul om aftalens territoriale anvendelse som i andre EF-aftaler.

Skulle Estland tiltræde den almindelige overenskomst om told og udenrigshandel, vil parterne på grundlag af en relevant bestemmelse kunne tage aftalen op til fornyet overvejelse, når forberedelserne vedrørende Estlands tiltrædelsesprotokol går ind i sin slutfase, med henblik på at ændre aftalen for at tage hensyn til nævnte protokol.

FINANSIERINGSOVERSIGT

Der skal ikke knyttes nogen finansprotokol til aftalen, og den får således ingen direkte budgetmæssige følger for Fællesskabet. Samarbejdet i henhold til aftalen vil i første række blive finansieret via budgetpost B7-5020.

Rådet har godkendt princippet om, at Estland skal have del i midlerne til faglig bistand til Sovjetunionen i 1991, og at landet vil blive optaget i PHARE-programmet fra den 1. januar 1992.

FORTROLIG

VERTROUWELIJK

EMİTTEYTIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

FORSLAGETS VIRKNING FOR SMV OG JOBSKABELSEN

Da aftalen sigter på at fremme handelen i begge retninger, burde den stimulere Fællesskabets eksport til Estland og dermed beskæftigelsen i Fællesskabet, bl.a. i SMV.

FORTROLIGT

VERTRAULICH

ΕΜΠΙΣΤΕΥΤΙΚΟ

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENCIAL

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

ΣΕΚ(91)1875 τελικό

Βρυξέλλες, 28 Οκτωβρίου 1991

Σύσταση για

ΑΠΟΦΑΣΗ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

που εξουσιοδοτεί την Επιτροπή να αρχίσει διαπραγματεύσεις με σκοπό τη σύναψη συμφωνίας εμπορίου και συνεργασίας μεταξύ της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και της Εσθονίας.

(υποβάλλεται από την Επιτροπή)

ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΟ ΥΠΟΜΝΗΜΑ

Α. Εισαγωγή

Ιστορικό των σχέσεων ΕΚ - Εσθονίας

Εμπόριο

2. Συμφωνίες

3. Ανάπτυξη των επαφών μεταξύ της Κοινότητας και της Εσθονίας

4. Συμφωνία :

(α) Ανάθεση

(β) Φόρο

(γ) Περιεχόμενο

5. Σχετικά ζητήματα

ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΟ ΥΠΟΜΝΗΜΑ

A. ΕΙΣΑΓΩΓΗ

Το Μάρτιο του 1990, το Ανώτατο Συμβούλιο της Εσθονίας κήρυξε παράνομη τη Σοβιετική εξουσία στην Εσθονία και όρισε μεταβατική περίοδο για την αποκατάσταση της ανεξαρτησίας της Εσθονίας. Στις 3 Μαρτίου 1991 έλαβε χώρα δημοψήφισμα κατά το οποίο 78% των ψηφοφόρων τάχθηκαν υπέρ της ανεξαρτησίας. Τον Αυγούστο του 1991, η Εσθονία κήρυξε επίσημα την ανεξαρτησία της και η Σοβιετική Ένωση την αναγνώρισε στις 6 Σεπτεμβρίου 1991.

Αρχίζει να διαμορφώνεται πολυκομματικό σύστημα και να αναπτύσσονται πολιτικά κόμματα. Το Μάρτιο του 1990 έγιναν εκλογές, σύμφωνα με Σοβιετικούς κανόνες. κυριότερη πολιτική δύναμη είναι το Λαϊκό Μέτωπο της Εσθονίας. Σε γενικές γραμμές γίνεται σεβαστό το κράτος δικαίου και τα θεμελιώδη δικαιώματα του ανθρώπου. Προετοιμάζεται νέο σύνταγμα.

Η οικονομία της Εσθονίας εξαρτάται σε πολύ μεγάλο βαθμό από τη σοβιετική οικονομία, η δε διάσρωσή της αντανακλά τις προτεραιότητες και την κατανομή της εργασίας που καθόρισε ο σοβιετικός σχεδιασμός. Το 1989 το ακαθάριστο εθνικό εισόδημα της Εσθονίας ήταν 6,3 δισεκατομμύρια ρούβλια. Η χώρα αντιμετωπίζει σοβαρές οικονομικές δυσκολίες οι οποίες θα επιδεινωθούν κατά τη διαδικασία διερεύνησης νέων οικονομικών σχέσεων με τη Σοβιετική Ένωση. Η οικονομική μεταρρύθμιση βρίσκεται ακόμη στα αρχικά της στάδια. ωστόσο, η διαδικασία της ανεξαρτησίας στην Εσθονία συνδέθηκε πολύ στενότερα με προτάσεις για οικονομική αυτονομία απ'ό,τι στα άλλα κράτη της Βαλτικής. Έχουν ήδη πραγματοποιηθεί ορισμένες οικονομικές μεταρρυθμίσεις στους τομείς της γεωργίας, των υπηρεσιών και της ελαφράς βιομηχανίας, ενώ συγχρόνως έγιναν σημαντικά βήματα προς την ελευθέρωση των τιμών. Η ιδιωτικοποίηση μόλις τώρα αρχίζει. Ήδη λειτουργεί στην Εσθονία σημαντικός αριθμός κοινών επιχειρήσεων στις οποίες συμμετέχουν ξένα κεφάλαια.

Στην υπουργική συνεδρίαση για την ευρωπαϊκή πολιτική συνεργασία που πραγματοποιήθηκε στις 27 Αυγούστου στις Βρυξέλλες, η Κοινότητα και τα κράτη μέλη της επιβεβαίωσαν την απόφασή τους να αναψουν διπλωματικές σχέσεις με τα κράτη της Βαλτικής χωρίς περαιτέρω καθυστέρηση. Συγχρόνως τόνισαν τη δέσμευσή τους να ενισχύσουν την ανάπτυξη των κρατών της Βαλτικής. Υπογραμμίστηκε σχετικά ότι η Επιτροπή πρόκειται να ερευνήσει όλους τους τρόπους οικονομικής συνεργασίας μεταξύ της Κοινότητας και των κρατών της Βαλτικής και να εκφράσει σύντομα τις σχετικές προτάσεις.

Κατά συνέπεια, ο αντιπρόεδρος Andriessen πραγματοποίησε διερευνητικές συνομιλίες με εκπροσώπους της κυβέρνησης της Εσθονίας και των άλλων κρατών της Βαλτικής το Σεπτέμβριο, τις οποίες ακολούθησαν λεπτομερείς συζητήσεις μεταξύ εμπειρογνομόνων. Με βάση τις συζητήσεις αυτές, η Επιτροπή διαβιβάζει προς το Συμβούλιο την επισυναπτόμενη σύσταση.

B. ΙΣΤΟΡΙΚΟ ΤΩΝ ΣΧΕΣΕΩΝ ΕΚ-ΛΕΤΟΝΙΑΣ

1. Εμπόριο

Το εμπόριο προσανατολίζεται κυρίως προς τις σοβιετικές δημοκρατίες : οι παραδόσεις προς τις δημοκρατίες αυτές καλύπτουν το 66% του καθαρού υλικού προϊόντος της Εσθονίας. οι άμεσοι εμπορικοί δεσμοί με τις υπόλοιπες χώρες είναι ελάχιστοι.

Δεν υπάρχουν λεπτομερή στοιχεία σχετικά με τις εισαγωγές της Κοινότητας από την Εσθονία, δεδομένου ότι οι εισαγωγές αυτές περιλαμβάνονταν στο εμπόριο ΕΚ-ΕΣΣΔ. Στον πίνακα του παραρτήματος 1, παρουσιάζεται εκτίμηση των εξαγωγών της Εσθονίας εκτός Σοβιετικής Ένωσης.

2. Συμφωνίες

Για όσο διάστημα η Εσθονία αποτελούσε Σοβιετική Δημοκρατία, το πλαίσιο για τις σχέσεις της με την Ευρωπαϊκή Κοινότητα ήταν η συμφωνία εμπορίου και συνεργασίας μεταξύ της Κοινότητας και της ΕΣΣΔ, η οποία άρχισε να ισχύει την 1η Απριλίου 1990. Επιπλέον ίσχυε για την Εσθονία πριν την ανεξαρτησία της ειδική συμφωνία για τα κλωστοϋφαντουργικά προϊόντα μεταξύ Κοινότητας και ΕΣΣΔ (που εφαρμόζονται προσωρινά από 1ης Ιανουαρίου 1990).

Στην έκτακτη υπουργική συνεδρίαση της ευρωπαϊκής πολιτικής συνεργασίας, που πραγματοποιήθηκε στις 27 Αυγούστου 1991, η Κοινότητα και τα κράτη μέλη της εξέφρασαν την ικανοποίησή τους για την αποκατάσταση της ανεξαρτησίας και εδαφικής κυριαρχίας της Εσθονίας και επιβεβαίωσαν την απόφασή τους να συνάψουν άμεσα διπλωματικές σχέσεις.

3. Ανάπτυξη των επαφών μεταξύ της Κοινότητας και της Εσθονίας

Κατά τη διάρκεια του προηγούμενου έτους, πραγματοποιήθηκαν ανεπίσημες επαφές μεταξύ της κυβέρνησης της Εσθονίας και της Επιτροπής. Το Μάρτιο του 1991, επισκέφτηκε την Εσθονία ειδική αντιπροσωπία του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου.

Στις 6 Σεπτεμβρίου 1991, πραγματοποιήθηκε στις Βρυξέλλες συνεδρίαση μεταξύ των υπουργών Εξωτερικών της Ευρωπαϊκής Κοινότητας, της Επιτροπής και των υπουργών εξωτερικών της Εσθονίας, Λετονίας και Λιθουανίας η οποία εξέδωσε κοινή δήλωση σχετικά με τις διπλωματικές σχέσεις, τις προοπτικές για ενίσχυση της ΕΚ και τη δέσμευση των κρατών της Βαλτικής να σεβαστούν τις αρχές της ΔΑΣΕ. Επιπλέον προβλήθηκαν συζητήσεις της Επιτροπής με τις αρχές της Εσθονίας (και των άλλων κρατών της Βαλτικής) σχετικά με τη σύναψη συμφωνίας εμπορίου και οικονομικής συνεργασίας.

Ο αντιπρόεδρος Andriessen συνάντησε τον πρωθυπουργό και τους υπουργούς Εξωτερικών, Οικονομίας και Εξωτερικού Εμπορίου της Εσθονίας στις 9 Σεπτεμβρίου 1991 στο Τάλιν. Η ομάδα των υπαλλήλων της Επιτροπής που τον συνόδευσε μελέτησε λεπτομερέστερα τη σημερινή κατάσταση της πολιτικής και οικονομικής μεταρρυθμίσεως, ώστε να προσδιοριστούν οι σημαντικότεροι τομείς για εξωτερική βοήθεια (ομάδα των 24 και PHARE) και για να συσταθούν διαρθρώσεις για το συντονισμό της βοήθειας αυτής.

4. Συμφωνία

(α) Διάρθρωση της προτεινόμενης συμφωνίας

Η συμφωνία είναι μη προτιμησιακή συμφωνία εμπορίου και συνεργασίας με βάση αμοιβαία οφέλη και δεσμεύσεις.

(β) Φάσμα της συμφωνίας

Η συμφωνία καλύπτει βιομηχανικά και γεωργικά προϊόντα, με εξαίρεση τα προϊόντα ΕΚΑΧ και τα κλωστοϋφαντουργικά προϊόντα. Οι συμφωνίες σχετικά με τα προϊόντα αυτά θα αποτελέσουν στη συνέχεια αντικείμενο ξεχωριστής διαπραγματεύσεως.

(γ) Περιεχόμενο

Η εισαγωγή στη συμφωνία επιβεβαιώνει την προσήλωση και των δύο μερών στις αρχές της ΔΑΣΕ, μεταξύ άλλων τον σεβασμό των δικαιωμάτων των μειονοτήτων.

Η συμφωνία θα προβλέπει την εκατέρωθεν μεταχείριση του μάλλον ευνοούμενου κράτους και θα θεσπίζει την αρχή της μη διακρίσεως σε εμπορικά θέματα.

Η συμφωνία θα περιλαμβάνει διατάξεις για τη διευκόλυνση της εμπορικής και οικονομικής συνεργασίας. Θα προβλέπει τη σύσταση κοινής επιτροπής για την εξασφάλιση της ορθής λειτουργίας της συμφωνίας.

Η συμφωνία θα προβλέπει τη στήριξη της Κοινότητας όσον αφορά την προσχώρηση της Εσθονίας σε διεθνείς οργανισμούς.

Θα περιλαμβάνει ρήτρα σχετικά με την εδαφική ισχύ της συμφωνίας, όπως συμβαίνει σε άλλες συμφωνίες της Κοινότητας.

Η διάρκεια ισχύος της συμφωνίας θα είναι δέκα χρόνια.

Εάν η Εσθονία προσχωρήσει στην GATT κατά τη διάρκεια ισχύος της συμφωνίας, το πρωτόκολλο προσχωρήσεώς της θα πρέπει να είναι συμβιβάσιμο με την παρούσα συμφωνία.

Γ. ΣΧΕΤΙΚΑ ΖΗΤΗΜΑΤΑ

Ενδέχεται να εκδοθεί κοινή δήλωση σχετικά με τον πολιτικό διάλογο μετά από σχετικό αίτημα της Εσθονίας.

Εκτός από τα μέτρα που λαμβάνονται ήδη κατά τη συμφωνία με την ΕΣΣΔ και εκείνα που προβλέπει η προτεινόμενη συμφωνία, η Επιτροπή θα συζητήσει με την ομάδα των 24 άλλα μέσα για τη βελτίωση της πρόσβασης σε δυτικές αγορές υπέρ των εξαγωγών από την Εσθονία, στα οποία ενδέχεται να περιλαμβάνεται η κατάργηση των μη ειδικών ποσοτικών περιορισμών και η επέκταση των ωφελημάτων του ΣΓΠ στην Εσθονία.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

ΕΞΑΓΩΓΕΣ ΤΗΣ ΕΣΘΟΝΙΑΣ ΕΚΤΟΣ ΕΣΣΔ ΚΑΤΑ ΤΟΜΕΑ
(ποσοστό επί του συνόλου των εξαγωγών)

Σύνολο (σε εκατ. ρούβλια)	245.90
Βιομηχανία	99.72
Ηλεκτρική ενέργεια	.00
Πετρέλαιο και φυσικό αέριο	.77
Ανθρακός	.00
Άλλα καύσιμα	.24
Σιδηρούχα μέταλλα	.28
Μη σιδηρούχα μέταλλα	.00
Χημικά και πετροχημικά προϊόντα	4.23
Μηχανήματα	13.46
Ξυλεία, χαρτί και χαρτοκαπτός	10.37
Δομικά υλικά	.94
Ελαφρά βιομηχανία	22.00
Βιομηχανία τροφίμων	46.12
Άλλες βιομηχανίες	1.30
Γεωργία	16
Άλλοι τομείς	.12

Πηγή : Vestnik statistiki, αριθ. 3 1990
Υπολογισμοί που συμπεριλαμβάνονται στην "Οικονομική έρευνα των Βαλτικών Δημοκρατιών" (Μελέτη που αναλήφθηκε με πρωτοβουλία του σουηδικού Υπουργείου Εξωτερικών).

A. Χαρακτήρας της συμφωνίας

1. Όροι αναφοράς

Στόχος των διαπραγματεύσεων θα είναι η σύναψη μη προτιμησησιακής συμφωνίας εμπορίου και συνεργασίας μεταξύ της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και της Εσθονίας.

2. Διάρθρωση

Θα συσταθεί κοινή επιτροπή εντός της οποίας θα διεξαχθούν οι σχετικές συζητήσεις. Τα μέρη θα εξετάσουν μαζί στα πλαίσια της κοινής επιτροπής τις δυνατότητες για συνεργασία που θα ωφελούσε και τα δύο μέρη. Η συμφωνία δεν θα περιλάβει χρηματοδοτικό πρωτόκολλο και δεν θα συνεπάγεται άμεσες χρηματοδοτικές δεσμεύσεις.

3. Διάρκεια ισχύος

Η συμφωνία θα έχει διάρκεια ισχύος δέκα έτη, και θα ανανεώνεται σιωπηρά κάθε χρόνο.

4. Στόχοι της συμφωνίας

(α) Η θέσπιση και επέκταση των εμπορικών σχέσεων σε συμβατική βάση, και η δημιουργία των κατάλληλων συνθηκών για σημαντική και αρμονική αύξηση των συναλλαγών.

(β) Η προώθηση της αμοιβαίας εμπορικής και οικονομικής συνεργασίας σε τομείς κοινού ενδιαφέροντος.

B. ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΟ

Στο παρελθόν, οι σχέσεις μεταξύ των μερών υπάγονταν στη συμφωνία εμπορίου και συνεργασίας μεταξύ της Ε.Σ.Δ και της Κοινότητας. Κατά συνέπεια, χρειάζεται μία νέα συμφωνία που να καλύπτει το εμπόριο και τη συνεργασία μεταξύ της Κοινότητας και της Εσθονίας ως ανεξάρτητου κράτους.

Η συμφωνία θα καλύπτει τα βιομηχανικά και γεωργικά προϊόντα, με εξαίρεση τα προϊόντα ΕΚΑΧ και τα κλωστοϋφαντουργικά προϊόντα.

Στην εισαγωγή της συμφωνίας θα επιβεβαιώνεται η προήλωση και των δύο μερών στις αρχές της ΔΑΣΕ, συμπεριλαμβανομένου το σεβασμό των δικαιωμάτων των μειονοτήτων.

1. Εφαρμογή

Τα μέρη θα εκφράσουν την προθυμία τους να λάβουν, σύμφωνα με τους νόμους και τις ρυθμίσεις που ισχύουν εκατέρωθεν και αφού ληφθούν δεόντως υπόψη οι σημερινές δεσμεύσεις τους, τα κατάλληλα μέτρα για την επίτευξη των στόχων της συμφωνίας.

2. Μεταχείριση του μάλλον ευνοούμενου κράτους

Τα μέρη θα αναλάβουν να χορηγήσουν εκατέρωθεν τη μεταχείριση του μάλλον ευνοούμενου κράτους, με βάση τους ορισμούς της GATT, όσον αφορά τους δασμούς και μέτρα με ισοδύναμες επιπτώσεις.

3. Ποσοτικοί περιορισμοί

Η ΕΟΚ κατάργησε, με ισχύ από την 1η Αυγούστου 1991, τους ειδικούς ποσοτικούς περιορισμούς που επιβάλλονται στην ΕΣΣΔ και συνεπώς στη Εσθονία. Η συμφωνία ενδέχεται να παγιώσει τη θέση αυτή και να συμπεριλάβει δέσμευση της Εσθονίας να καταργήσει τυχόν μέτρα με ισοδύναμο αποτέλεσμα.

4. Εμπορική συνεργασία

Η συμφωνία θα περιλαμβάνει διατάξεις σχετικά με τα μέτρα που θα πρέπει να λάβει η Εσθονία για να διευκολύνει την εμπορική συνεργασία με σκοπό

- να εξασφαλιστεί ότι οι κοινοτικές επιχειρήσεις δεν θα υφίστανται διακρίσεις ως προς τους στην αγορά της Εσθονίας.
- να βελτιωθεί η παροχή εμπορικών και οικονομικών πληροφοριών.
- να διευκολύνεται η δράση των εμπορικών φορέων στη Εσθονία.
- να ενθαρρύνεται η προώθηση του εμπορίου.
- να ενθαρρύνεται η εφαρμογή διαιτησίας για το διακανονισμό διαφορών που προκύπτουν από εμπορικές συναλλαγές.
- να εξασφαλίζεται επαρκής προστασία των δικαιωμάτων εμπορικής, βιομηχανικής και πνευματικής ιδιοκτησίας.

5. Ρήτρα σχετικά με τις τιμές

Θα εισαχθεί ρήτρα σχετικά με τις τιμές σύμφωνα με την οποία η Εσθονία αναλαμβάνει τη δέσμευση να μη συναλλάσσεται σε τιμές που ενδέχεται να προκαλέσουν ζημία στους παραγωγούς παρόμοιων προϊόντων στην Κοινότητα.

6. Ρήτρα διασφαλίσεως

Η ρήτρα διασφαλίσεως περιλαμβάνει την αρχή της διαβούλευσης και καθορίζει τη διαδικασία που θα πρέπει να ακολουθείται. Θα παρέχεται επιλεκτικά και, ει δυνατόν, μονομερώς, θα επιτρέπεται προσφυγή στη ρήτρα για τη ρύθμιση θεμάτων που αφορούν την ποσότητα ή τους όρους εισαγωγής προϊόντων της Εσθονίας.

7. Κοινή επιτροπή

Η συμφωνία θα προβλέπει τη σύσταση κοινής επιτροπής, η οποία θα αποτελείται από εκπροσώπους της Κοινότητας, αφενός, και της Εσθονίας, αφετέρου.

Η κοινή επιτροπή :

- εξασφαλίζει την σωστή λειτουργία της συμφωνίας.
- μελετά την εξέλιξη του εμπορίου και της συνεργασίας μεταξύ των μερών.
- αναζητά τους κατάλληλους τρόπους αποφυγής τυχόν δυσκολιών σε τομείς που καλύπτει η συμφωνία.

- μελετά μέτρα που ενδέχεται να αναπτύξουν και να διαφοροποιήσουν το εμπόριο, ιδίως με τη βελτίωση των δυνατοτήτων εισαγωγής προς την Κοινότητα και την Εσθονία.
- πραγματοποιεί συζητήσεις και διαμορφώνει προτάσεις σχετικά με οποιοδήποτε πρόβλημα αμοιβαίου ενδιαφέροντος που αφορά το εμπόριο ή τη συνεργασία.
- διαμορφώνει συστάσεις που ευνοούν την επέκταση του εμπορίου και της συνεργασίας.

Για την ημερησία διάταξη των διαβουλεύσεων θα επιτυγχάνεται εκ των προτέρων συμφωνία. Θα υπάρξουν διατάξεις σχετικά με τον τόπο και τον χρόνο των συνεδριάσεων, την προεδρία και άλλα ζητήματα που τυχόν παρουσιαστούν.

8. Οικονομική συνεργασία

Επιπλέον, η κοινή επιτροπή εξετάζει τις δυνατότητες για οικονομική συνεργασία, με στόχο την ανάπτυξη του εμπορίου με βάση την αμοιβαία ωφέλεια, μεταξύ άλλων στους ακόλουθους τομείς :

- ενέργεια,
- βιομηχανία και εξορυκτικό τομέα,
- γεωργία, συμπεριλαμβανομένης και της βιομηχανίας επεξεργασίας γεωργικών προϊόντων,
- οικονομική πολιτική, στατιστικές και τελωνεία, πρότυπα,
- χρηματοπιστωτικές υπηρεσίες,
- ανάπτυξη των ανθρώπινων πόρων,
- έρευνα,
- προστασία του περιβάλλοντος και διαχείριση των φυσικών πόρων,
- τουρισμό,
- μεταφορές.

Στόχοι της συνεργασίας αυτής είναι :

- να ενισχυθούν και να διαφοροποιηθούν οι οικονομικοί δεσμοί μεταξύ των συμβαλλομένων μερών.
- να ευνοηθεί η ανάπτυξη των οικονομιών και του βιοτικού επιπέδου των δύο μερών.
- να βρεθούν νέες πηγές προμηθειών και νέες αγορές.
- να ενθαρρύνεται η συνεργασία μεταξύ οικονομικών φορέων, ιδίως μεταξύ μικρομεσαίων επιχειρήσεων.

Τα συμβαλλόμενα μέρη ενθαρρύνουν την έγκριση μέτρων που έχουν στόχο τη δημιουργία ευνοϊκών συνθηκών για την οικονομική και βιομηχανική συνεργασία, μεταξύ άλλων :

- την ευκολότερη ανταλλαγή οικονομικών και εμπορικών πληροφοριών.
- την ανάπτυξη κλίματος που να ευνοεί τις επενδύσεις, τις κοινές επιχειρήσεις και ρυθμίσεις σχετικά με την έκδοση αδειών, κυρίως με την επέκταση εκ μέρους της Κοινότητας και των κρατών μελών και της Εσθονίας των διακανονισμών που διέπουν την προώθηση και προστασία των επενδύσεων με βάση τις αρχές της μη εφαρμογής διακρίσεων και της αμοιβαιότητας.
- ανταλλαγές και επαφές μεταξύ ατόμων και αντιπροσωπιών που εκπροσωπούν εμπορικούς ή άλλους σχετικούς οργανισμούς.
- διοργάνωση σεμιναρίων, ή εμπορικών εκθέσεων.
- την προώθηση δραστηριοτήτων, μεταξύ άλλων, με την παροχή τεχνικής εμπειρογνώμοσύνης σε συγκεκριμένους τομείς.

9. Συμμετοχή σε διεθνείς οργανισμούς και συνδιασκέψεις

Η Κοινότητα αναλαμβάνει να στηρίξει την προσχώρηση της Εσθονίας σε διεθνείς οργανισμούς και συνδιασκέψεις στις οποίες συμμετέχει η ίδια ώστε να επιτραπεί στην Εσθονία να αναλάβει μεγαλύτερο ρόλο στο ανοικτό διεθνές οικονομικό σύστημα.

Γ. Άλλες διατάξεις

Θα περιληφθεί ρήτρα σχετικά με την εδαφική ισχύ της συμφωνίας, όπως συμβαίνει με άλλες συμφωνίες της Κοινότητας.

Σε περίπτωση που η Εσθονία προσχωρήσει στη Γενική Συμφωνία Δασμών και Εμπορίου (GATT), θα εισαχθεί ρήτρα που θα επιτρέπει στα μέρη να επανεξετάσουν τη συμφωνία μόλις η προετοιμασία του πρωτοκόλλου προσχωρήσεως της Εσθονίας φθάσει στο τελικό της στάδιο, με σκοπό να τροποποιηθεί η συμφωνία έτσι ώστε να λαμβάνεται υπόψη το προαναφερόμενο πρωτόκολλο.

ΔΗΛΩΣΗ ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΙΣ ΔΗΜΟΣΙΟΝΟΜΙΚΕΣ ΕΠΙΠΤΩΣΕΙΣ

Η συμφωνία δεν θα περιλαμβάνει χρηματοδοτικό πρωτόκολλο και δεν θα έχει άμεσες δημοσιονομικές επιπτώσεις για την Κοινότητα. Η χρηματοδότηση της συνεργασίας με βάση τη συμφωνία θα προέρχεται κυρίως από το κεφάλαιο B7-5020 του προϋπολογισμού.

Το Συμβούλιο συμφώνησε κατ'αρχήν να επωφεληθεί η Εσθονία από τα κεφάλαια που διατίθενται για τεχνική ενίσχυση προς την ΕΣΣΔ το 1991 και να περιληφθεί από 1ης Ιανουαρίου 1992 στο πρόγραμμα Phare.

ΑΝΤΙΚΤΥΠΟΣ ΤΗΣ ΠΡΟΤΑΣΕΩΣ ΣΤΙΣ ΜΜΕ
ΚΑΙ ΣΤΗ ΔΗΜΙΟΥΡΓΙΑ ΘΕΣΕΩΝ ΑΠΑΣΧΟΛΗΣΗΣ

Παρά το γεγονός ότι η συμφωνία προωθεί το διμερές εμπόριο, αναμένεται ότι θα ενισχύσει τις κοινοτικές εξαγωγές προς την Εσθονία, και, κατά συνέπεια, την απασχόληση στην Κοινότητα, μεταξύ άλλων στις ΜΜΕ.

CONFIDENTIAL

VERTRAULICH

RESERVATISSIMO

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIAL

EMPIRENTICO

VERTRAULICH

FORTROLIGT

COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

SEC(91)1875 final

Bruselas, 28 de octubre de 1991

Recomendación de

DECISIÓN DEL CONSEJO

por la que se autoriza a la Comisión a entablar negociaciones con objeto de celebrar un acuerdo de comercio y cooperación entre la Comunidad Económica Europea y la República de Estonia.

(presentada por la Comisión)

EXPOSICIÓN DE MOTIVOS

A. Introducción

B. Antecedentes de las relaciones CEE- Estonia;

1. Comercio
2. Acuerdos
3. Desarrollo de los contactos entre la Comunidad y Estonia
4. Acuerdo:
 - a) Estructura
 - b) Alcance
 - c) Contenido

C. Cuestiones relacionadas

EXPOSICIÓN DE MOTIVOS

INTRODUCCIÓN

En marzo de 1990, el Consejo Superior de Estonia declaró ilegal el poder soviético en Estonia y estableció un período de transición para la restauración de la independencia de Estonia. El 3 de marzo de 1991 se celebró un referéndum sobre la cuestión de la independencia con un resultado de un 78% de los votos a favor. Estonia declaró formalmente su independencia en agosto de 1991, y la URSS la reconoció el 6 de septiembre de 1991.

Está surgiendo un sistema multipartidista y se están desarrollando progresivamente partidos políticos. En marzo de 1990 se celebraron elecciones según las leyes soviéticas, y el Frente Popular Estonio es, a resultas de ello, la principal fuerza política. Se está preparando una nueva constitución.

La economía estonia depende en gran medida de la economía soviética y su estructura refleja las prioridades y la distribución del trabajo establecida por la planificación soviética. En 1989, el PNB de Estonia fue de 63 millones de rublos. Estonia está atravesando graves dificultades económicas, que se agravarán con el establecimiento de las nuevas relaciones económicas con la Unión Soviética. La reforma económica está aún en su fase inicial, pero el proceso de independencia de Estonia ha estado mucho más relacionado con propuestas para la autonomía económica que en los otros dos Estados bálticos. Ya se han llevado a cabo algunas reformas agrarias, en el sector servicios y en la industria ligera; y se han adoptado importantes medidas para la liberación de precios. La privatización acaba de comenzar. Ya hay un considerable número de joint ventures con capital extranjero operando en Estonia.

En la reunión ministerial de cooperación política europea de Bruselas de 27 de agosto, la Comunidad y sus Estados miembros confirmaron su decisión de establecer relaciones diplomáticas con los Estados bálticos sin más demora. Al mismo tiempo subrayaron su compromiso para apoyar a los Estados bálticos en su desarrollo. Con vista a este objetivo, se indicó que la Comisión exploraría todas las posibilidades para la cooperación económica entre la Comunidad y los Estados bálticos y presentaría propuestas a esos efectos.

Asimismo, el vicepresidente Andriessen mantuvo conversaciones preliminares con representantes del gobierno de Estonia y de otros Estados bálticos en septiembre, seguidas de conversaciones entre expertos. Basándose en estas conversaciones, la Comisión transmite la recomendación adjunta al Consejo.

B. ANTECEDENTES DE LAS RELACIONES CEE-ESTONIA

1. Comercio

El comercio está orientado fundamentalmente hacia las repúblicas soviéticas: los suministros hacia éstas representan el 66% de la producción material neta de Estonia, mientras que los vínculos comerciales directos con el resto del mundo son muy limitados.

No existen cifras disponibles sobre las importaciones a la Comunidad procedentes de Estonia, ya que éstas están excluidas en el comercio CEE-URSS. El cuadro que figura en el Anexo 1 presenta una estimación de las exportaciones de Estonia fuera de la Unión Soviética.

2. Acuerdos

Mientras Estonia era una república soviética, el marco para sus relaciones con la Comunidad Europea era el acuerdo de cooperación y comercio entre la Comunidad y la URSS, que entró en vigor el 1 de abril de 1990. El acuerdo específico sobre textiles entre la Comunidad y la URSS (aplicado provisionalmente a partir del 1 de enero de 1990) también se aplicó a Estonia antes de su independencia.

Una reunión ministerial extraordinaria de la cooperación política europea de 27 de agosto de 1991, la Comunidad y sus Estados miembros dieron la bienvenida a la restauración de la soberanía y la independencia de Estonia y confirmaron su decisión de establecer relaciones diplomáticas sin más demora.

3. Desarrollo de los contactos entre la Comunidad y Estonia

En marzo de 1991, una delegación ad hoc del Parlamento Europeo visitó Estonia.

El 6 de septiembre de 1991, tuvo lugar en Bruselas una reunión entre los ministros de asuntos exteriores de la Comunidad Europea, la Comisión y los ministros de asuntos exteriores de Estonia, Letonia y Lituania de la que resultó una declaración conjunta relativa a las relaciones diplomáticas, las perspectivas para la ayuda de la CEE y el compromiso de los Estados bálticos con los principios de la CESCE. También se previó que la Comisión mantuviera discusiones preliminares con las autoridades de Estonia (y los otros Estados bálticos) relativas a la celebración de un acuerdo comercial y de cooperación económica.

El vicepresidente Andriessen se entrevistó con el Primer Ministro y los ministros de asuntos exteriores, economía y comercio exterior de Estonia en Tallin el 9 de septiembre de 1991. El grupo de funcionarios de la Comisión que le acompañaba continuó analizando detalladamente el estado actual de la reforma política y económica, para establecer las necesidades prioritarias para la ayuda externa (G-24 y PHARE) y para ayudar a establecer las estructuras de coordinación para dicha ayuda.

4. Acuerdo

a) Estructura del acuerdo propuesto

Será un acuerdo no preferencial de cooperación y comercio basado en beneficios y compromisos mutuos,

b) Alcance del acuerdo

El acuerdo cubrirá los productos industriales y agrícolas, exceptuando los productos textiles y los incluidos en el ámbito de la CEEA. Posteriormente se negociarán acuerdos relativos a estos productos.

c) Contenido

El preámbulo del acuerdo afirmará la adhesión de ambas partes a los principios de la CSCE, incluyendo el respeto a los derechos de las minorías.

El acuerdo establecerá que ambas partes otorguen a la otra el trato de nación más favorecida y establecerá el principio de la no discriminación en temas comerciales.

El acuerdo contendrá disposiciones que faciliten la cooperación económica y comercial. Establecerá un comité conjunto para garantizar el adecuado funcionamiento del acuerdo.

El acuerdo establecerá la ayuda de la Comunidad para el acceso de Estonia a organizaciones internacionales.

Se establecerá una cláusula sobre la aplicación territorial del acuerdo, al igual que en otros acuerdos de la Comunidad.

La duración del acuerdo será de diez años.

En el caso de que Estonia se adhiera al GATT durante la vigencia del acuerdo, su protocolo de adhesión deberá ser compatible con el presente acuerdo.

C. CUESTIONES RELACIONADAS

A petición de Estonia, podría formularse una declaración conjunta sobre diálogo político.

Además de las medidas adoptadas en el acuerdo con la URSS y de las que se contemplan en el acuerdo propuesto, la Comisión discutirá con el grupo de los 24 otros medios para mejorar el acceso a los mercados occidentales de las exportaciones procedentes de Estonia. Estas medidas podrían incluir la suspensión de restricciones cuantitativas no específica y la extensión de los beneficios del sistema de preferencias generalizadas a Estonia.

ANEXOS

EXPORTACIONES DE ESTONIA FUERA DE LA URSS POR SECTORES

(porcentajes de las exportaciones totales)

Total (en millones de rublos)	245,90
Industria	99,72
Energía eléctrica	,00
Petróleo y gas	,77
Carbón	,00
Otros combustibles	,24
Metales ferrosos	,28
Metales no ferrosos	,00
Química y petroquímica	4,23
Maquinaria	13,46
Madera, papel y pasta de papel	10,37
Materiales de construcción	,94
Industria ligera	22,00
Industria alimentaria	46,12
Otras industrias	1,30
Agricultura	,16
Otros sectores	,12

Fuente: Vestnik statistiki, No. 3 1990

Estimaciones incluidas en el "Estudio Económico de las Repúblicas bálticas" (estudio realizado por iniciativa del ministerio sueco de asuntos exteriores).

PROYECTO DE DIRECTIVAS DE NEGOCIACIÓN

A. Naturaleza del acuerdo

1. Términos de referencia

El objetivo de las negociaciones será la celebración de un acuerdo no preferencial de cooperación y comercio entre la Comunidad Económica Europea y Estonia.

2. Estructura

Se creará un comité conjunto como marco para la discusión. Las partes examinarán, dentro del marco del comité conjunto, las oportunidades para la cooperación para su mutuo beneficio.

El acuerdo no tendrá protocolo financiero y no implicará ningún compromiso financiero directo.

3. Duración

El acuerdo tendrá una duración de diez años, y se renovará tácitamente cada año.

4. Objetivos del acuerdo

- a) establecer y extender las relaciones comerciales sobre una base contractual y crear las condiciones para el crecimiento armonioso y substancial del comercio.
- b) promover recíprocamente la cooperación comercial y económica en áreas de interés común.

B. CONTENIDO

Anteriormente, las relaciones se enmarcaban dentro de un acuerdo de cooperación y comercio entre la URSS y la Comunidad. Por tanto se necesita un nuevo acuerdo que cubra el comercio y la cooperación entre la Comunidad y Estonia como estado independiente.

El acuerdo cubrirá los productos industriales y agrarios, exceptuando los productos textiles y los del ámbito de la CECA.

El preámbulo del acuerdo afirmará la adhesión de ambas partes a los principios de la CSCE incluyendo el respeto a los derechos de las minorías.

1. Ejecución

Las partes expresarán su voluntad de adoptar, de acuerdo con sus respectivas leyes y normas y con el debido respeto a los acuerdos en compromisos existentes, las medidas adecuadas para alcanzar los objetivos del acuerdo.

CONFIDENTIAL

2. Trato de nación más favorecida

Las partes se comprometerán a otorgarse mutuamente el estatus de nación más favorecida, según la definición del GATT, por lo que respecta a los aranceles y medidas de efecto equivalente.

3. Restricciones cuantitativas

A partir del 1 de agosto de 1991, la CEE abolió las restricciones cuantitativas específicas para la URSS, y por tanto, para Estonia. El acuerdo podría consolidar esta postura e incluir un compromiso por parte de Estonia para suprimir cualquier medida de efecto equivalente.

4. Cooperación comercial

El acuerdo incluirá disposiciones sobre las medidas que deberá adoptar Estonia para facilitar la cooperación comercial con vistas a:

- garantizar que las empresas comunitarias no sean objeto de discriminación en el mercado estonio;
- mejorar la provisión de información comercial y económica;
- facilitar las actividades de los operadores económicos comunitarios en Estonia;
- fomentar la promoción del comercio;
- fomentar la adopción del arbitraje para la solución de conflictos que surjan de transacciones comerciales.
- garantizar la adecuada protección de los derechos industriales comerciales y de propiedad intelectual.

5. Cláusula de precios

Se introducirá una cláusula de precios, según la cual Estonia se comprometerá a no realizar intercambios a precios que puedan causar perjuicio a los productores comunitarios de productos similares.

6. Cláusula de salvaguardia

Una cláusula de salvaguardia incluirá el principio de consulta y establecerá el procedimiento que deberá seguirse. Será selectiva, y en la medida de lo posible, unilateral, y establecerá que la cláusula podrá invocarse por lo que respecta a la cantidad a los términos de las importaciones de productos estonios.

7. Comité conjunto

El acuerdo establecerá la creación de un comité conjunto, que incluirá representantes de la Comunidad por un lado y de Estonia por otro.

FORTROLIGT

CONFIDENTIAL

El comité conjunto:

- garantizará el adecuado funcionamiento del acuerdo
- estudiará el desarrollo de la cooperación y el comercio entre las partes;
- buscará los medios adecuados para evitar posibles dificultades en las áreas cubiertas por el acuerdo;
- considerará medidas que puedan desarrollar y diversificar el comercio, especialmente mejorando las oportunidades para la importación para la Comunidad y Estonia;
- discutirá y formulará propuestas sobre cualquier problema de cooperación o comercio que afecte a ambas partes;
- formulará recomendaciones dirigidas a la expansión de la cooperación y el comercio;

Se acordará de antemano el calendario para las consultas. Se establecerán disposiciones sobre la frecuencia y el lugar de las reuniones, la presidencia y otras cuestiones que puedan surgir.

8. Cooperación económica

CONFIDENTIAL

El comité conjunto, con vistas al desarrollo del comercio y el mutuo beneficio, también examinará las oportunidades para la cooperación económica en, entre otros, los siguientes campos:

- energía,
- industria y minería,
- agricultura, incluyendo las agroindustrias,
- política económica, estadísticas, aduanas, normalizaciones,
- servicios financieros.
- desarrollo de recursos humanos,
- investigación,
- protección del medio ambiente y de los recursos naturales,
- turismo,
- transporte.

Los objetivos de dicha cooperación serán:

- reforzar y diversificar los vínculos económicos entre las partes contratantes;
 - contribuir al desarrollo de sus economías respectivas y sus niveles de vida;
 - abrir nuevas fuentes de suministros y nuevos mercados;
 - estimular la cooperación entre los operadores económicos, en particular las pequeñas y medianas empresas.
- CONFIDENTIAL
- FORTROLIGT

Las partes contratantes fomentarán la adopción de medidas dirigidas a crear condiciones favorables para la cooperación económica e industrial, incluyendo:

- la facilitación de los intercambios de información económica y comercial;
- el desarrollo de un clima favorable para la inversión, joint ventures y acuerdos de licencias, especialmente mediante la creación de acuerdos para la protección y la promoción de las inversiones sobre la base de los principios de no discriminación y reciprocidad;
- intercambios y contactos entre las personas y delegaciones que representen organizaciones comerciales u otras organizaciones importantes;
- organización de seminarios, ferias o exhibiciones;
- el fomento de actividades incluyendo la provisión de ayuda técnica en áreas específicas.

9. Participación en organizaciones y convenios internacionales

La Comunidad se comprometerá a apoyar el acceso de Estonia a organizaciones y convenios internacionales en los que participe la Comunidad, con el fin de que Estonia pueda ejercer mayores funciones en sistema económico internacional abierto.

C. OTRAS DISPOSICIONES

Se establecerá una cláusula relativa a la aplicación territorial del acuerdo, igual que en los demás acuerdos comunitarios.

En el caso de que Estonia se adhiera al Acuerdo General sobre Aranceles y Comercio, una cláusula permitirá que las partes revisen el acuerdo una vez que la preparación del protocolo del acceso de Estonia haya entrado en su fase final, con el fin de modificar el acuerdo para incluir dicho protocolo.

DECLARACIÓN FINANCIERA

El acuerdo no tendrá protocolo financiero ni implicaciones presupuestarias directas para la Comunidad. La cooperación según el acuerdo se financiará en primer lugar con cargo a la partida presupuestaria B7-5020.

El Consejo ha aprobado el principio de que Estonia se beneficie de los fondos para asistencia técnica para la URSS en 1991 y que se incluya en el programa Phare a partir del 1 de enero de 1992.

IMPACTO DE LA PROPUESTA EN LAS PYMES
Y EN LA CREACIÓN DE EMPLEO

A promocionar el acuerdo del comercio en los dos sentidos, debería estimular las exportaciones comunitarias hacia la Estonia, y por tanto, el empleo en la Comunidad, inter alia en las PYMES.

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

SEC(91)1875 final

Bruxelas, 28 de Outubro de 1991

Recomendação de

DECISÃO DO CONSELHO

que autoriza a Comissão a iniciar negociações com vista à conclusão de um acordo de comércio e cooperação entre a Comunidade Económica Europeia e a República da Estónia.

(apresentada pela Comissão)

EXPOSIÇÃO DOS MOTIVOS

A. Introdução

B. Historial das relações CE-Estónia:

1. Comércio

2. Acordos

3. Evolução dos contactos entre a Comunidade e a Estónia

4. Acordo:

(a) Estrutura

(b) Âmbito

(c) Teor

C. Questões conexas

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMHETETITIKO

Historical Archives of the European Commission

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENCIAL

EXPOSIÇÃO DOS MOTIVOS

A. INTRODUÇÃO

Em Março de 1990, o Conselho Supremo da Estónia declarou ilegal o poder soviético na Estónia e estabeleceu um período de transição para a restauração da independência da Estónia. Em 3 de Março de 1991, realizou-se um referendo sobre a independência, cujos resultados foram 78% a favor. A Estónia declarou formalmente a sua independência em Agosto de 1991 e que foi reconhecida pela URSS em 6 de Setembro de 1991.

Está a desenvolver-se um sistema multipartidário e os partidos políticos vão surgindo gradualmente. Em Março de 1990, realizaram-se eleições, sob a autoridade soviética, que tornaram a Frente Popular da Estónia na principal força política. O Estado de direito e os direitos humanos fundamentais são de modo geral respeitados. Está em preparação uma nova constituição.

A economia da Estónia depende em grande medida da economia soviética e a sua estrutura reflecte as prioridades e a divisão de trabalho fixadas pelo planeamento soviético. Em 1989, o Produto Interno Bruto da Estónia era de 6,3 mil milhões de rublos. A Estónia enfrenta grandes dificuldades económicas que se agravarão com o estabelecimento de novas relações económicas com a União Soviética. A reforma económica está ainda a dar os seus primeiros passos, mas no caso da estónia o processo de independência esteve muito mais associado a propostas de autonomia económica do que no caso dos outros Estados Bálticos. Foram já realizadas algumas reformas económicas nos domínios da agricultura, dos serviços e da indústria ligeira, tendo sido dados alguns passos importantes no domínio da liberalização dos preços. O processo de privatização está ainda na fase inicial. Um número significativo de empresas comuns relacionadas com capital estrangeiro está já a operar na Estónia.

Na reunião ministerial sobre a Cooperação Política Europeia, realizada em Bruxelas em 27 de Agosto, a Comunidade e os Estados Membros reiteraram a sua decisão de estabelecerem, o mais rapidamente possível, relações diplomáticas com os Estados Bálticos. Simultaneamente, deixaram claro o seu empenhamento em apoiar o desenvolvimento dos Estados Bálticos. Com este objectivo em vista, ficou assente que a Comissão exploraria todas as vias possíveis de cooperação económica entre a Comunidade e os Estados Bálticos e apresentaria rapidamente propostas para o efeito.

Consequentemente, o Vice-Presidente Andriessen realizou em Setembro conversações preliminares com representantes do Governo da Estónia e dos outros Estados Bálticos, às quais se seguiram conversações mais pormenorizadas entre os peritos. Com base nestas conversações, a Comissão transmite ao Conselho a recomendação em anexo.

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMHETTYTUKO
CONFIDENTIAL

B. HISTORIAL DAS RELAÇÕES CEE-ESTÓNIA

1. Comércio

As trocas comerciais estão principalmente orientadas para as Repúblicas Soviéticas: as entregas a estas Repúblicas representam 66% do produto material líquido, ao passo que as relações comerciais directas com o resto do mundo são muito limitadas.

Não estão disponíveis dados pormenorizados sobre as importações comunitárias da Estónia dado que estavam incluídas no comércio CE/URSS. O quadro que figura no anexo I fornece uma estimativa das exportações da Estónia para fora da União Soviética.

2. Acordos

Enquanto a Estónia era uma República Soviética, as suas relações com a Comunidade Europeia eram regidas pelo acordo de comércio e de cooperação entre a Comunidade e a URSS que entrou em vigor em 1 de Abril de 1990. Era igualmente aplicável à Estónia um acordo específico sobre têxteis entre a Comunidade e a URSS (aplicável provisoriamente a partir de 1 de Janeiro de 1990) antes da sua independência.

Numa reunião ministerial extraordinária sobre Cooperação Política Europeia, realizada em 27 de Agosto de 1991, a Comunidade e os Estados-membros congratularam-se com a restauração da soberania e da independência da Estónia e reiteraram a sua decisão de estabelecer relações diplomáticas o mais rapidamente possível.

3. Evolução dos contactos entre a Comunidade e a Estónia

Em Março de 1991, uma delegação ad hoc do Parlamento Europeu visitou a Estónia.

Em 6 de Setembro de 1991 realizou-se em Bruxelas uma reunião entre os Ministros dos Negócios Estrangeiros da Comunidade Europeia, a Comissão e os Ministros dos Negócios Estrangeiros da Estónia, da Letónia e da Lituânia, tendo sido adoptada uma declaração comum relativa às relações diplomáticas, às perspectivas de assistência comunitária e ao compromisso dos Estados Bálticos de aderirem aos princípios da CSCE. Ficou igualmente previsto que a Comissão encetaria rapidamente conversações com as autoridades da Estónia (e dos outros Estados Bálticos) sobre a conclusão de um acordo de comércio e de cooperação.

Em 9 de Setembro de 1991, o Vice-Presidente Andriessen encontrou-se em Tallin com o Presidente, o Primeiro Ministro e os Ministros dos Negócios Estrangeiros, da Economia e do Comércio Externo da Estónia. Um grupo de funcionários da Comissão que acompanhou o Vice-Presidente Andriessen realizou de forma mais pormenorizada uma análise da actual situação da reforma política e económica, a fim de determinar as necessidades prioritárias para a assistência externa (G-24 e Phare) e de colaborar na criação de estruturas de coordenação para a referida assistência.

4. Acordo

(a) Estrutura do acordo proposto

Trata-se de um acordo de comércio e de cooperação não preferencial baseado em vantagens e obrigações mútuas.

(b) Âmbito do acordo

O acordo abrangerá produtos industriais e agrícolas, excepto os produtos CECA e os produtos têxteis. Relativamente a estes produtos serão posteriormente negociados acordos.

(c) Teor do acordo

O preâmbulo do acordo afirmará que as partes "aderem aos princípios do CSCE incluindo o respeito pelos direitos da minorias".

O acordo estabelece que as partes se concederão mutuamente o tratamento da nação mais favorecida e estabelece o princípio de não discriminação no domínio comercial.

O acordo conterá disposições que facilitem a cooperação comercial e económica. Será criada uma Comissão Mista que assegurará o bom funcionamento do acordo.

O acordo prevê o apoio da Comunidade à adesão da Estónia a organizações internacionais.

Tal como noutros acordos comunitários, existirá uma cláusula sobre a aplicação territorial do acordo.

A duração do acordo será de dez anos.

No caso da Estónia aderir ao GATT durante o período de validade do acordo, o seu protocolo de adesão deverá ser compatível com o presente acordo.

C. QUESTÕES CONEXAS

Mediante pedido da Estónia, poderá ser incluída uma declaração conjunta sobre o diálogo político.

Para além das medidas já tomadas no âmbito do acordo com a URSS e das previstas pelo acordo agora proposto, a Comissão debaterá com o G-24 outros meios de melhorar o acesso das exportações da Estónia aos mercados ocidentais, o que poderia incluir a suspensão de restrições quantitativas não específicas e o alargamento à Estónia dos benefícios do SPG.

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMHETTYTT
CONFIDENTIAL
RESERVATISIMO
VERTROUWELIJK
CONFIDENTIAL

A N E X O

EXPORTAÇÕES DA ESTÓNIA POR SECTOR PARA FORA DA URSS

(percentagens das exportações totais)

Total (milhões de Rublos)	245,90	
Indústria	99,72	
Energia eléctrica		,00
Petróleo e Gaz		
Carvão		,00
Outros combustíveis		,28
Metais ferrosos		,28
Metais não ferrosos		,00
Química e petroquímica	4,23	
Maquinaria	13,46	
Madeira, papel e pasta de papel		10,37
Materiais de construção	,94	
Indústria ligeira	22,00	
Indústria alimentícia	46,12	
Indústria n.e.	1,30	
Agricultura	,16	
Outros sectores		,12

Fonte: Vestnik statistiki, No. 3 1990

Estimativas incluídas "Estudo Económico das Repúblicas Bálticas" (estudo realizado por iniciativa do Ministério dos Negócios Estrangeiros da Suécia).

PROJECTO DE DIRECTRIZES DE NEGOCIAÇÃO

A. Natureza do acordo

1. Âmbito

O objectivo das negociações será a conclusão de um acordo de comércio e de cooperação não preferencial entre a Comunidade Económica Europeia e a Estónia.

2. Estrutura

Será criada uma Comissão Mista que funcionará como plataforma de discussão. As partes analisarão em conjunto, no âmbito da Comissão Mista, as possibilidades de cooperação de interesse mútuo. O acordo não terá protocolo financeiro nem implicará compromissos financeiros directos.

3. Duração

O acordo terá uma duração de dez anos e será reconduzido tacitamente todos os anos.

4. Objectivos do acordo

- a) Estabelecer e ampliar as relações comerciais numa base contratual e criar condições favoráveis a um desenvolvimento substancial e harmonioso das trocas comerciais.
- b) Fomentar a cooperação comercial e económica nos domínios de interesse comum e numa base de reciprocidade.

B. TEOR DO ACORDO

As relações entre as partes eram inicialmente regidas pelo acordo de comércio e de cooperação entre a URSS e a Comunidade. Por conseguinte, é necessário um novo acordo que permita abranger o comércio e a cooperação entre a Comunidade e a Estónia, na sua qualidade de Estado independente.

O acordo abrangerá os produtos industriais e agrícolas, excepto os produtos CECA e os produtos têxteis.

O preâmbulo do acordo afirmará que as duas partes "aderem aos princípios da CSCE, incluindo o respeito pelos direitos das minorias".

1. Execução

As duas partes exprimirão a sua vontade de tomar, no âmbito das respectivas legislações e regulamentações e tendo em conta os compromissos já existentes, as medidas necessárias para a concretização dos objectivos do acordo.

2. Tratamento da nação mais favorecida

As partes comprometer-se-ão a conceder-se mutuamente o estatuto da nação mais favorecida, com base nas regras do GATT, no que respeita às medidas pautais e às medidas de efeito equivalente.

3. Restrições quantitativas

A partir de 1 de Agosto de 1991, a CEE aboliu restrições quantitativas específicas aplicadas à URSS e, por conseguinte, à Estónia. O acordo poderia consolidar este aspecto e poderia igualmente incluir um compromisso da Estónia no sentido de eliminar qualquer medida de efeito equivalente.

4. Cooperação comercial

O acordo incluirá disposições relativas às medidas a tomar pela Estónia para facilitar a cooperação comercial com o objectivo de:

- assegurar que as empresas comunitárias não sejam objecto de discriminação no mercado da Estónia;
- melhorar a prestação de informações comerciais e económicas;
- facilitar as actividades dos operadores comerciais da Comunidade na Estónia;
- incentivar a promoção comercial;
- encorajar o recurso à arbitragem para a resolução de diferendos relativos a transações comerciais;
- garantir uma adequada protecção dos direitos industriais, comerciais e de propriedade intelectual.

5. Cláusula de preços

Será introduzida uma cláusula de preços mediante a qual a Estónia se compromete a não praticar preços susceptíveis de prejudicarem os produtores comunitários de produtos similares.

6. Cláusula de protecção

Uma cláusula de protecção fixará o princípio de consulta e o processo a seguir. Será selectiva e, se possível, unilateral e incluirá a indicação de que as quantidades ou condições de importação de produtos originários da Estónia podem dar origem a medidas de protecção.

7. Comissão Mista

O acordo prevê a criação de uma Comissão Mista, composta, por um lado, por representantes da Comunidade e, por outro, por representantes da Estónia.

A Comissão Mista terá as seguintes funções:

- assegurar o bom funcionamento do Acordo;
- analisar a evolução do comércio e da cooperação entre as partes;
- procurar os meios adequados para a resolução de dificuldades que poderão surgir nos domínios abrangidos pelo acordo;

- prever medidas adequadas ao desenvolvimento e à diversificação do comércio, designadamente mediante a abertura de novas possibilidades de importação na Comunidade e na Estónia;
- trocar pontos de vista e apresentar propostas sobre qualquer problema de interesse comum relativo ao comércio e à cooperação;
- efectuar recomendações susceptíveis de favorecer a expansão das trocas comerciais e a cooperação;

A ordem de trabalhos destas consultas será fixada previamente. Serão previstas disposições no que respeita à frequência e ao local das reuniões, à presidência e a outras eventuais questões.

8. Cooperação económica

Tendo em vista o desenvolvimento das trocas comerciais numa base vantajosa para as duas partes, a Comissão Mista analisará igualmente as possibilidades de cooperação económica em vários domínios, nomeadamente:

- energia,
- indústria e minas,
- agricultura, incluindo o sector agro-industrial,
- política económica, estatísticas e assuntos aduaneiros, normas,
- serviços financeiros,
- desenvolvimento dos recursos humanos,
- investigação,
- protecção do ambiente e gestão dos recursos naturais,
- turismo,
- transportes.

Os objectivos desta cooperação são os seguintes:

- reforçar e diversificar os laços económicos entre as partes contratantes;
- contribuir para o desenvolvimento das economias e níveis de vida respectivos;
- abrir novas fontes de abastecimento e novos mercados;
- incentivar a cooperação entre os operadores económicos, em especial as pequenas e médias empresas.

As partes contratantes fomentarão a adopção de medidas destinadas a criar condições favoráveis à cooperação económica e industrial, tais como:

- facilitar o intercâmbio de informações económicas e comerciais;
- desenvolver um clima favorável aos investimentos, às empresas comuns e aos acordos relativos a licenças, nomeadamente a ampliação dos acordos de promoção e de protecção dos investimentos, com base nos princípios da não discriminação e da reciprocidade;
- estabelecer intercâmbios e contactos entre as pessoas e as delegações representantes das organizações comerciais ou outras;
- organizar seminários, feiras ou exposições;
- fomentar actividades que permitam a transmissão de conhecimentos técnicos em domínios específicos.

9. Participação em organizações e convenções internacionais

A Comunidade comprometer-se-á a apoiar a Estónia no que respeita à adesão a organizações e convenções internacionais em que a Comunidade participa, a fim de permitir a este país desempenhar um papel mais activo no sistema económico internacional aberto.

C. OUTRAS DISPOSIÇÕES

Será prevista uma cláusula de aplicação territorial do acordo, tal como acontece com outros acordos comunitários.

No caso da Estónia aderir ao GATT, uma cláusula permitirá às partes reexaminar o acordo, aquando da fase final de elaboração do protocolo de acesso da Estónia, a fim de poderem ser introduzidas as alterações necessárias para se tomar em consideração o referido protocolo.

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMIIETETIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL
RISERVATISSIMO

VERHOUELIJK

CONFIDENTIAL

FICHA FINANCEIRA

O acordo não terá protocolo financeiro nem qualquer incidência directa sobre o orçamento da Comunidade. A cooperação no âmbito do acordo será financiada principalmente a partir da rubrica orçamental B7-5020.

O Conselho aprovou o princípio de que a Estónia beneficiará de fundos relativos à assistência técnica à URSS em 1991 e que a mesma será incluída no programa Phare a partir de 1 de Janeiro de 1992.

CONFIDENTIAL

VERTROUWELIJK

RISERVATISSIMO

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIAL

EMIETETITIKO

VERTRAULICH

FORTROLIGT

IMPACTO DA PROPOSTA SOBRE AS PME
E O MERCADO DE EMPREGO

Dado que o acordo fomentará o comércio bilateral, deveria dinamizar as exportações comunitárias para a Estónia e, desse modo, o emprego na Comunidade, nomeadamente em PMEs.

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMIETETIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENCIAL

COMMISSION
DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Secrétariat Général

SEC(91)1875/2

(Version révisée - annule et
remplace le document SEC(91) 1875)

Bruxelles, le 16 octobre 1991

CONFIDENTIEL

0/91/308

O.J. 1078 - point 1

PROJET DE RECOMMANDATION DE DECISION DU CONSEIL AUTORISANT LA COMMISSION
A NEGOCIER UN ACCORD DE COMMERCE ET DE COOPERATION ENTRE LA CEE ET L'ESTONIE,
AINSI QUE LE PROJET DE DIRECTIVES

Communication de M. ANDRIESSEN, en accord avec M. le PRESIDENT

- Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la 1078ème réunion
de la Commission le mercredi 16 octobre 1991.

Destinataires : Membres de la Commission
MM. KRENZLER, PERISSICH, LEGRAS, DEWOST

Communication du vice-président Andriessen
à la Commission

Accord de commerce et de coopération avec
la république d'Estonie

Le document ci-joint comporte un projet de directives de négociation pour la conclusion d'un accord de commerce et de coopération entre la Communauté économique européenne et la république d'Estonie. Cet accord est similaire à ceux déjà conclus entre la Communauté et d'autres pays d'Europe centrale et orientale. Son objectif est de développer les relations d'affaires et de promouvoir la coopération économique et commerciale entre les deux parties. Le préambule de l'accord confirmera l'adhésion des deux parties aux principes sur lesquels repose la CSCE, notamment à celui du respect des droits des minorités.

Outre les mesures déjà définies dans l'accord conclu avec l'URSS et celles arrêtées dans l'accord envisagé, la Commission compte examiner avec le G-24 d'autres moyens qui permettraient d'améliorer l'accès des exportations d'Estonie aux marchés occidentaux, comme par exemple la suspension des restrictions quantitatives non spécifiques et l'extension du bénéfice du SPG à ce pays.

A la demande de l'Estonie, une déclaration conjointe consacrée au dialogue politique pourrait être produite.

Le 1er octobre 1991

ANNEXE CALENDRIER

1. Intitulé

Demande de la Commission visant à obtenir l'autorisation de négocier un accord de commerce et de coopération entre la Communauté économique européenne et la république d'Estonie.

2. Calendrier

1. Examen par la Commission
2. Examen par le Conseil

16 octobre 1991
4 et 5 novembre 1991

3. Justification du calendrier

Le 6 septembre 1991, les ministres des affaires étrangères de la Communauté économique européenne ont invité la Commission à engager sans délai, avec les autorités des Etats baltes, des discussions relatives à la conclusion d'accords de coopération économique et commerciale avec la Communauté.

Il serait souhaitable que la Commission reçoive l'autorisation immédiate de négocier avec l'Estonie afin d'y soutenir opportunément le processus de réforme.

Historical Archives of the European Commission
RESERVATISSIMO
VERTROUWELIJK
CONFIDENTIAL

FICHE FINANCIERE

L'accord conclu ne comportera pas de protocole financier et n'aura pas d'incidence budgétaire directe pour la Communauté. La coopération instituée dans le cadre de cet accord sera financée essentiellement sur le poste B7-5020 du budget.

Le Conseil a déclaré qu'en principe l'Estonie bénéficierait des crédits d'assistance technique accordés à l'URSS en 1991 et serait incluse dans le programme Phare à partir du 1er janvier 1992.

EMHLEHTYIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

IMPACT DE LA PROPOSITION SUR LES PME
ET LA CREATION D'EMPLOIS

Comme l'accord vise à promouvoir les échanges bilatéraux, il devrait stimuler les exportations communautaires vers l'Estonie et, par voie de conséquence, l'emploi dans la Communauté en général et dans ses PME en particulier.

EMITTEETIKO

VERTRAULICH

FORTROLI

CONFIDENTIAL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

PROJET DE DIRECTIVES DE NEGOCIATION

A. Nature de l'accord

1. Portée

Les négociations auront pour objectif la conclusion d'un accord de commerce et de coopération non préférentiel entre la Communauté économique européenne et l'Estonie.

2. Structure

Une commission mixte sera créée, qui servira de cadre aux discussions. Les parties examineront, dans le cadre constitué par la commission mixte, les possibilités de coopération présentant un intérêt mutuel. L'accord ne comportera ni protocole financier, ni engagement financier direct.

3. Durée

L'accord aura une durée de dix ans et sera tacitement renouvelable chaque année.

4. Objectifs de l'accord

- (a) Etablir et étendre les relations commerciales sur une base contractuelle et créer les conditions favorables à un développement substantiel et harmonieux des échanges.
- (b) Promouvoir la coopération commerciale et économique dans des domaines d'intérêt commun et sur une base de réciprocité.

B. CONTENU

Les relations entre les deux parties entraient auparavant dans le cadre de l'accord de commerce et de coopération entre l'URSS et la Communauté. Un nouvel accord est donc nécessaire en matière de commerce et de coopération entre la Communauté et l'Estonie en tant qu'Etat indépendant.

L'accord portera sur les produits industriels et agricoles autres que les produits CEEA et les produits textiles.

Le préambule de l'accord confirmera l'adhésion des deux parties aux principes sur lesquels repose la CSCE, notamment à celui du respect des droits des minorités.

1. Mise en œuvre

Les parties exprimeront leur volonté de prendre, dans le cadre des lois et réglementations respectives en vigueur et en tenant compte des engagements existants, les mesures propres à atteindre les objectifs de l'accord.

2. Traitement de la nation la plus favorisée

Les deux parties s'engageront à s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en matière de tarifs et de mesures d'effet équivalent, sur la base des définitions du GATT.

3. Restrictions quantitatives

La CEE a aboli certaines restrictions quantitatives pour l'URSS et, partant, pour l'Estonie le 1er août 1991. L'accord confirmera cette abolition et comprendra une clause par laquelle l'Estonie s'engage à abroger les mesures d'effet équivalent.

4. Coopération commerciale

L'accord comportera des dispositions concernant les mesures à prendre par l'Estonie pour faciliter la coopération commerciale en vue

- de garantir que les entreprises de la Communauté ne fassent l'objet d'aucune discrimination sur le marché estonien;
- d'assurer une meilleure information commerciale et économique;
- de faciliter les activités des opérateurs économiques de la Communauté en Estonie;
- d'encourager les activités de promotion commerciale;
- d'encourager le recours à l'arbitrage pour régler les litiges résultant de transactions commerciales;
- de protéger les droits de propriété industrielle, commerciale et intellectuelle.

5. Clause de prix

Une clause de prix sera introduite, en vertu de laquelle l'Estonie s'engagera à ne pas pratiquer de prix susceptibles de causer un préjudice aux producteurs communautaires de produits similaires.

6. Clause de sauvegarde

Une clause de sauvegarde comportera le principe de la consultation et fixera la procédure à suivre. Elle sera sélective et, si possible, unilatérale et indiquera que les quantités ou les conditions d'importation de produits estoniens peuvent donner lieu à des mesures de sauvegarde.

7. Commission mixte

L'accord prévoira la création d'une commission mixte composée, d'une part, de représentants de la Communauté et, d'autre part, de représentants de l'Estonie.

La commission mixte aura pour rôle :

- de veiller au bon fonctionnement de l'accord;
- d'étudier l'évolution des échanges et de la coopération entre les deux parties;

- de rechercher les moyens propres à éviter les difficultés qui pourraient se présenter dans les domaines couverts par l'accord;
- d'envisager les mesures susceptibles de développer et de diversifier les échanges, notamment en améliorant les possibilités d'importation dans la Communauté et en Estonie;
- de discuter et de formuler des propositions sur tout problème d'intérêt commun relatif aux échanges ou à la coopération;
- de formuler des recommandations susceptibles de favoriser le développement des échanges et de la coopération.

L'ordre du jour des consultations sera fixé au préalable. Des dispositions seront prévues en ce qui concerne la fréquence et le lieu des réunions, la présidence et toute autre question éventuelle.

8. Coopération économique

En outre, la commission mixte, en vue de développer les échanges sur des bases mutuellement avantageuses, examinera les possibilités de coopération économique, notamment dans les domaines suivants :

- énergie,
- industrie et secteur minier,
- agriculture, y compris les agro-industries,
- politique économique, statistiques et douanes, normes,
- services financiers,
- développement des ressources humaines,
- recherche,
- protection de l'environnement et gestion des ressources naturelles,
- tourisme,
- transports.

Cette coopération aura pour but :

- de renforcer et de diversifier les liens économiques entre les parties contractantes;
- de contribuer au développement de leurs économies et de leurs niveaux de vie respectifs;
- d'ouvrir de nouvelles sources d'approvisionnement et de nouveaux marchés;
- d'encourager la coopération entre les opérateurs économiques, et plus particulièrement entre les petites et moyennes entreprises.

Les parties contractantes encourageront l'adoption de mesures destinées à créer des conditions favorables à la coopération économique et industrielle et consistant notamment à :

- faciliter les échanges d'informations économiques et commerciales;
- développer un climat favorable aux investissements, aux entreprises communes et aux accords de licence, notamment par le biais de l'extension, des accords de promotion et de protection des investissements sur la base des principes de la non-discrimination et de la réciprocité;
- établir des échanges et des contacts entre personnes et entre délégations représentant des organisations commerciales ou d'autres organisations appropriées;
- organiser des séminaires, foires ou expositions;
- encourager des activités, notamment par le biais de la fourniture de connaissances techniques dans des domaines déterminés.

9. Adhésion aux organisations et conventions internationales

La Communauté s'engagera à soutenir l'adhésion de l'Estonie aux organisations et conventions internationales, auxquelles la Communauté est partie afin que l'Estonie puisse participer plus activement au système économique international.

C. AUTRES DISPOSITIONS

Une clause sur l'application territoriale de l'accord sera prévue, comme dans tous les autres accords communautaires.

Au cas où l'Estonie adhérerait à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, une clause prévoirait la possibilité pour les parties de réexaminer l'accord au moment où l'élaboration du protocole d'adhésion de l'Estonie serait dans sa phase finale, en vue d'apporter à l'accord les amendements nécessaires pour tenir compte de ce protocole.

FORROLA
VERTIKAL
HCH
OULIYTIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

EXPOSE DES MOTIFSA. INTRODUCTION

En mars 1990, le Conseil suprême d'Estonie a déclaré illégale la souveraineté exercée par l'Union soviétique sur le pays et a défini une période transitoire pour le rétablissement de son indépendance. Un référendum organisé sur ce thème le 3 mars 1991 a recueilli 78 % des voix en sa faveur. L'Estonie a ensuite proclamé formellement son indépendance en août 1991 et l'URSS l'a reconnue le 6 septembre 1991.

Un système pluraliste émerge et des partis politiques se constituent progressivement. Des élections ont été tenues, sous régime soviétique, en mars 1990 et le front populaire estonien en est ressorti comme la principale force politique en place. La primauté du droit et les droits fondamentaux de l'homme sont désormais généralement respectés. Une nouvelle constitution est en cours d'élaboration.

L'économie estonienne est fortement dépendante de celle de l'Union soviétique et sa structure répond aux priorités et aux règles de division du travail fixées par la planification soviétique. En 1989, le produit intérieur brut de l'Estonie s'élevait à 6,3 milliards de roubles. L'Estonie traverse de sérieuses difficultés économiques qui s'aggraveront par suite de l'établissement de nouvelles relations avec l'Union soviétique. La réforme de son économie en est encore à ses débuts mais le processus d'indépendance du pays se rattache davantage à des propositions d'autonomie économique que dans les deux autres Etats baltes. Un certain nombre de réformes économiques ont déjà été engagées dans l'agriculture, dans le secteur des services et dans celui de l'industrie légère, et des mesures importantes de libéralisation des prix ont été prises. La privatisation vient de commencer. Un nombre significatif d'entreprises communes à participation de capital étranger exercent déjà une activité dans le pays.

Lors de la réunion ministérielle de coopération politique européenne tenue à Bruxelles le 27 août, la Communauté et ses Etats membres ont confirmé leur décision d'établir sans délai des relations diplomatiques avec les Etats baltes. Ils ont souligné dans le même temps leur volonté de soutenir ces Etats dans leur effort de développement. Dans cette perspective, ils sont convenus que la Commission explorerait toutes les voies possibles d'une coopération économique entre la Communauté et les Etats baltes et qu'elle présenterait à bref délai des propositions à cet effet.

En conséquence, le vice-président Andriessen a pris, en septembre, avec les représentants du gouvernement de l'Estonie et d'autres Etats baltes, des contacts exploratoires suivis de conversations plus approfondies entre experts. Sur la base de ces contacts, la Commission a l'honneur de communiquer la recommandation ci-jointe au Conseil.

CONFIDENTIAL

B. CADRE DES RELATIONS CEE-ESTONIE

1. Commerce

Le commerce est essentiellement orienté vers les républiques soviétiques : les livraisons à ces républiques représentent 66 % du produit matériel net de l'Estonie, alors qu'il y a très peu d'échanges directs avec le reste du monde.

Il n'existe pas de chiffres détaillés sur les importations communautaires en provenance de l'Estonie étant donné que celles-ci sont incluses dans les échanges CE-URSS. Le tableau de l'annexe 1 donne une estimation des exportations de l'Estonie vers des destinations autres que l'Union soviétique.

2. Accords

Lorsque l'Estonie était une république soviétique, le cadre de ses relations avec la Communauté européenne était constitué par l'accord de commerce et de coopération entre la Communauté et l'URSS qui est entré en vigueur le 1er avril 1990. Un accord spécifique sur les textiles conclu entre la Communauté et l'URSS (appliqué provisoirement depuis le 1er janvier 1990) s'appliquait également à l'Estonie avant son indépendance.

Lors d'une réunion ministérielle extraordinaire dans le cadre de la coopération politique, le 27 août 1991, la Communauté et ses Etats membres se sont félicités de la restauration de la souveraineté et de l'indépendance de l'Estonie et ont confirmé leur décision d'établir sans délai des relations diplomatiques avec l'Etat indépendant.

3. Développement des contacts entre la Communauté et l'Estonie

En mars 1991, une délégation ad hoc du Parlement européen s'est rendue en Estonie.

Le 6 septembre 1991, les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, la Commission et les ministres des affaires étrangères de l'Estonie, de la Lituanie et de la Lettonie se sont réunis à Bruxelles. A l'issue de cette réunion ils ont publié une déclaration conjointe portant sur les relations diplomatiques, les perspectives d'assistance communautaire et l'engagement des Etats baltes vis-à-vis des principes de la CSCE. Il a également été décidé que la Commission aurait rapidement des entretiens avec les autorités d'Estonie (et des autres Etats baltes) concernant la conclusion d'un accord de commerce et de coopération économique.

Le 9 septembre 1991 à Tallin, le vice-président Andriessen a rencontré le président, le premier ministre et les ministres des affaires étrangères, de l'économie et du commerce extérieur de l'Estonie. Une équipe de fonctionnaires de la Commission qui l'accompagnait a poussé plus en détail l'analyse de la situation actuelle des réformes politiques et économiques pour déterminer les besoins prioritaires d'assistance extérieure (G-24 et PHARE) et contribuer à installer les structures de coordination de cette assistance.

4. Accord

(a) Structure de l'accord proposé

Il s'agira d'un accord de commerce et de coopération non préférentiel fondé sur des avantages et des obligations réciproques.

(b) Portée de l'accord

L'accord concernera les produits industriels et agricoles, à l'exception des produits CECA et des produits textiles. Les accords relatifs à ces produits seront négociés ultérieurement.

(c) Contenu

Le préambule confirmera l'adhésion des deux parties aux principes sur lesquels repose la CSCE, notamment à celui du respect des droits des minorités.

L'accord établira que les parties s'accordent le traitement de la nation la plus favorisée et sanctionnera le principe de la non discrimination commerciale.

L'accord comprendra des clauses visant à faciliter la coopération commerciale et économique. Il instituera une commission mixte chargée d'assurer son bon fonctionnement.

L'accord confirmera que la Communauté aidera l'Estonie à adhérer aux organisations et conventions internationales auxquelles la Communauté est partie.

L'accord comprendra la clause territoriale habituellement incluse dans les accords de la Communauté.

L'accord sera conclu pour dix ans.

Au cas où l'Estonie adhérerait au GATT pendant la durée de l'accord, son protocole d'adhésion devra être compatible avec le présent accord.

C. QUESTIONS CONNEXES

Une déclaration commune relative au dialogue politique peut être envisagée à la demande de l'Estonie.

Outre les mesures prises en vertu de l'accord avec l'URSS et celles qui sont prévues par le présent accord, la Commission étudiera avec le G-24 d'autres moyens propres à améliorer l'accès des exportations estoniennes aux marchés occidentaux. Ces moyens pourraient se trouver dans la suspension de certaines restrictions quantitatives non restrictives et dans l'extension du SPG à l'Estonie.

ANNEXE

EXPORTATIONS DE L'ESTONIE VERS DES DESTINATIONS AUTRES QUE
L'URSS CLASSEES PAR SECTEUR

(Pourcentages des exportations totales)

Total (milliers de roubles)	245, 90
Industrie	99,72
Electricité	0,80
Pétrole et gaz	5,77
Charbon	0,00
Autres combustibles	0,24
Métaux ferreux	0,28
Métaux non ferreux	0,00
Produits chimiques et pétrochimiques	4,23
Machines	13,46
Bois, papier et pulpe	10,37
Matériaux de construction	0,94
Industrie légère	22,00
Industrie alimentaire	46,12
Industrie nca	1,30
Agriculture	0,16
Autres secteurs	0,12

Source : Vestnik statistiki, No. 3 1990

Estimations comprises dans l'"Economic survey of the Baltic Republics" (étude entreprise à l'initiative du ministère suédois des affaires étrangères).

EXPOSE DES MOTIFS

A. Introduction

B. Cadre des relations CEE-Estonie :

1. Commerce

2. Accords

3. Développement des contacts entre la Communauté et l'Estonie

4. L'accord :

- (a) Structure
- (b) Portée
- (c) Contenu

C. Questions connexes

FORTRÖLIGT
VERTRAULICH
EMILJEYTIKO

CONFIDENTIAL
CONFIDENTIAL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Secrétariat Général

SEC(91)1875/2

(Version révisée - annule et
remplace le document SEC(91) 1875)

Bruxelles, le 16 octobre 1991

CONFIDENTIEL

O/91/308

O.J. 1078 - point

TEXTE D

PROJET DE RECOMMANDATION DE DECISION DU CONSEIL AUTORISANT LA COMMISSION
A NEGOCIER UN ACCORD DE COMMERCE ET DE COOPERATION ENTRE LA CEE ET L'ESTONIE,
AINSI QUE LE PROJET DE DIRECTIVES

Communication de M. ANDRIESSEN, en accord avec M. le PRESIDENT

- Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la 1078ème réunion
de la Commission le mercredi 16 octobre 1991.

Destinataires : Membres de la Commission
MM. FRENZLER, PERISSICH, LEGRAS, DEWOST

Mitteilung von Vizepräsident Andriessen
für die Kommission

Handels- und Kooperationsabkommen
mit der Republik Estland

Das beiliegende Dokument enthält den Entwurf von Verhandlungsdirektiven für ein Handels- und Kooperationsabkommen zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik Estland. Dieses Abkommen ähnelt den bereits bestehenden Abkommen zwischen der Gemeinschaft und anderen mittel- und osteuropäischen Ländern. Angestrebt wird ein Ausbau der Handelsbeziehungen und die Förderung der handels- und wirtschaftspolitischen Zusammenarbeit zwischen den Vertragsparteien. In der Präambel bekennen sich beide Vertragsparteien zu den Grundsätzen der Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (KSZE) wie auch zu der Achtung der Minoritätenrechte.

Zusätzlich zu den bereits im Rahmen des Abkommens mit der Sowjetunion getroffenen Maßnahmen und den Maßnahmen des geplanten Abkommens wird die Kommission mit der G-24 weitere Möglichkeiten für eine Verbesserung des Zugangs zu westlichen Märkten für estnische Exporterzeugnisse erörtern; dazu könnte eine Aussetzung der nichtspezifischen Mengenbeschränkungen und eine Einbeziehung Estlands in das APS gehören.

Auf Antrag Estlands könnte eine gemeinsame Erklärung über einen Politik-Dialog in Betracht gezogen werden.

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMIIETETIKO

CONFIDENTIAL

RESERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

1.10.1991

ZEITPLAN

1. Titel des Dokuments

Antrag auf Ermächtigung der Kommission, ein Abkommen über den Handel und die Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik Estland auszuhandeln

2. Zeitplan

1. Aussprache in der Kommission am 16. Oktober 1991.
2. Erörterung im Rat am 4./5. November 1991

3. Begründung

Am 6. September 1991 ersuchten die Außenminister der Europäischen Gemeinschaft die Kommission, möglichst bald Gespräche mit den Regierungen der baltischen Staaten über den Abschluß von Handels- und Kooperationsabkommen zu führen.

Es läge im Interesse der Sache, die Kommission rasch zur Aufnahme von Verhandlungen mit der Republik Estland zu ermächtigen, damit der Reformprozeß in Estland unterstützt wird.

FORTROLIGT VERTRAULICH
Historical Archives of the European Commission
EMHETETIKO

RISERVATISSIMO
VERTROUWELIJK
CONFIDENTIAL

FINANZBOGEN

Das Abkommen wird kein Finanzprotokoll enthalten und wird keine direkten finanziellen Auswirkungen auf den Haushaltsplan der Gemeinschaft haben, denn die aufgrund des Abkommens durchzuführenden Aktionen der Zusammenarbeit werden vor allem zu Lasten der Haushaltslinie B7-5020 finanziert.

Der Rat genehmigte den Grundsatz, daß Estland in den Genuß des Fonds für technische Hilfe für die UdSSR 1991 kommen und ab 1. Januar 1992 in das PHARE-Programm einbezogen wird.

FORTROLIGT VERTRAULICH
EMHETETIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

FOLGENABSCHÄTZUNG KMU UND ARBEITSMARKT

Da das Abkommen den bilateralen Handel fördert, dürfte es auch die Ausfuhren der Gemeinschaft nach Estland und damit unter anderem die Beschäftigung in den Klein- und Mittelbetrieben der Gemeinschaft begünstigen.

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMHETETIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

VERHANDLUNGSDIREKTIVEN

A. ART DES ABKOMMENS1. Geltungsbereich

Die Verhandlungen haben den Abschluß eines nichtpräferentiellen Abkommens über Handel und Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft einerseits und Estland andererseits zum Ziel.

2. Struktur

Als Gesprächsforum wird ein Gemischter Ausschuss eingesetzt. Die Vertragsparteien prüfen im Rahmen dieses Gemischten Ausschusses die Möglichkeiten für eine Zusammenarbeit zum beiderseitigen Vorteil. Das Abkommen enthält kein Finanzprotokoll und wird keine direkten finanziellen Verpflichtungen zur Folge haben.

3. Geltungsdauer

Das Abkommen wird für einen Zeitraum von zehn Jahren geschlossen und jährlich stillschweigend verlängert.

4. Zielsetzungen des Abkommens

- (a) Begründung und Ausbau von Handelsbeziehungen auf vertraglicher Basis und Schaffung günstiger Rahmenbedingungen für eine nachhaltige und harmonische Entwicklung des Handels.
- (b) Förderung der handels- und wirtschaftspolitischen Zusammenarbeit in Bereichen von gemeinsamem Interesse.

B. INHALT

Die Beziehungen zwischen den Vertragsparteien wurden früher durch das Handels- und Kooperationsabkommen zwischen der UdSSR und der Gemeinschaft geregelt. Daher ist ein neues Abkommen über den Handel und die Zusammenarbeit zwischen der Gemeinschaft und Estland erforderlich.

Das Abkommen gilt für alle gewerblichen Waren und landwirtschaftlichen Erzeugnisse, nicht aber für EGKS-Erzeugnisse und Textilien.

In der Präambel zum Abkommen bekennen sich beide Vertragsparteien zu den Grundsätzen der KSZE wie auch zu der Achtung der Minoritätenrechte.

1. Durchführung

Die Vertragsparteien erklären sich bereit, im Einklang mit ihren jeweiligen Rechts- und Verwaltungsvorschriften und unter Berücksichtigung ihrer bestehenden Verpflichtungen geeignete Maßnahmen zur Erreichung der Ziele des Abkommens zu treffen.

2. Meistbegünstigung

Die Vertragsparteien verpflichten sich, einander im zolltariflichen Bereich die Meistbegünstigungsbehandlung unter Zugrundelegung der GATT-Definitionen einzuräumen.

3. Mengenmäßige Beschränkungen

Die EWG schaffte ab 1. August 1991 die spezifischen mengenmäßigen Beschränkungen gegenüber der UdSSR und damit auch gegenüber Estland ab. In dem Abkommen könnte dies festgeschrieben werden. Gleichzeitig könnte sich Estland verpflichten, etwaige Maßnahmen gleicher Wirkung zu beseitigen.

4. Handelspolitische Zusammenarbeit

Das Abkommen enthält Bestimmungen über die Maßnahmen, die von Estland zur Erleichterung der handelspolitischen Zusammenarbeit zu treffen sind. Dabei kommen folgende Maßnahmen in Betracht:

- Gewährleistung der Nichtdiskriminierung von Unternehmen der Gemeinschaft auf dem estnischen Markt;
- Verbesserung der Bereitstellung von Handels- und Wirtschaftsinformationen;
- Erleichterung der Geschäftstätigkeit von Unternehmen der Gemeinschaft in Estland;
- Unterstützung der Handelsförderung;
- Förderung der Einschaltung von Schiedsgerichten für die Streitbeilegung bei Handelsgeschäften;
- Sicherung eines angemessenen Schutzes der Rechte an gewerblichem, kommerziellem und geistigem Eigentum.

5. Preisklausel

Vorgesehen ist eine Preisklausel, mit der sich Estland dazu verpflichtet, keine Preise zu praktizieren, die eine Schädigung der Gemeinschaftshersteller vergleichbarer Waren zur Folge haben könnten.

6. Schutzklausel

Vorgesehen ist eine Schutzklausel in Form einer Konsultationsklausel, einschließlich der Festlegung von Verfahrensbestimmungen. Es handelt sich um eine selektive und nach Möglichkeit einseitige Schutzklausel, die sowohl für die Mengen als auch für die Bedingungen der Einfuhren estnischer Waren gilt.

7. Gemischter Ausschuß

In dem Abkommen ist die Einsetzung eines Gemischten Ausschusses vorgesehen, dem Vertreter der Gemeinschaft und Vertreter Estlands angehören.

Der Gemischte Ausschuß hat folgende Aufgaben zu erfüllen:

- Sicherstellung des ordnungsgemäßen Funktionierens des Abkommens;
- Prüfung der Entwicklung des Handels und der Zusammenarbeit zwischen den Vertragsparteien;
- Bemühung um geeignete Mittel, Schwierigkeiten in den im Abkommen erfaßten Bereichen zu vermeiden;

- Prüfung geeigneter Maßnahmen zur Entwicklung und Diversifizierung des Handels, insbesondere durch Verbesserung der Einfuhrmöglichkeiten in der Gemeinschaft und in Estland;
- Vorbereitende Erörterung und Ausarbeitung von Vorschlägen zu allen Fragen der Bereiche Handel und Zusammenarbeit, die von beiderseitigem Interesse sind;
- Formulierung von Empfehlungen, von denen eine Expansion des Handels und eine Ausweitung der Zusammenarbeit erwartet werden können.

Die Tagesordnung für die Konsultationen wird im vorhinein einvernehmlich festgelegt. Vorgesehen sind Bestimmungen, mit denen Fragen der Häufigkeit der Tagungen, der zu wählenden Tagungsorte, des Vorsitzes und andere Angelegenheiten geregelt werden.

8. Wirtschaftliche Zusammenarbeit

Ferner prüft der Gemischte Ausschuß im Hinblick auf eine für beide Seiten befriedigende Entwicklung des Handels Möglichkeiten der wirtschaftspolitischen Zusammenarbeit unter anderem in folgenden Bereichen:

- Energie,
- Industrie und Bergbau,
- Landwirtschaft, einschließlich Agroindustrie,
- Wirtschaftspolitik, Statistik, Zollwesen und Normen,
- Finanzdienstleistungen,
- Entwicklung der Humanressourcen,
- Forschung,
- Umweltschutz und Verwaltung der natürlichen Ressourcen,
- Fremdenverkehr,
- Verkehr.

Vorrangige Ziele der Zusammenarbeit sind:

- Vertiefung und Diversifizierung der Wirtschaftsbeziehungen zwischen beiden Vertragsparteien;
- Beitrag zur Entwicklung der Wirtschaft und des Lebensstandards beider Vertragsparteien;
- Erschließung neuer Versorgungsquellen und neuer Märkte;
- Förderung der Zusammenarbeit der Wirtschaftsakteure beider Seiten, insbesondere der Klein- und Mittelbetriebe.

Die Vertragsparteien unterstützen die Annahme von Maßnahmen, die auf die Schaffung günstiger Rahmenbedingungen für die wirtschaftliche und industrielle Zusammenarbeit abzielen; dazu gehören:

- Erleichterung des Austauschs von Wirtschafts- und Handelsinformationen;
- Schaffung eines günstigen Klimas für Investitionen, Gemeinschaftsunternehmen und Lizenzvereinbarungen, namentlich durch den Ausbau bestehender Abkommen über die Förderung und den Schutz von Investitionen auf der Grundlage der Nichtdiskriminierung und Reziprozität;
- Vermittlung von Austausch und Kontakten von Einzelvertretern und Delegationen von Organisationen der Wirtschaft und anderen einschlägigen Vereinigungen;
- Veranstaltung von Seminaren, Mustermessen und Ausstellungen;
- Förderung von Aktivitäten, die eine technische Fachberatung in ausgewählten Bereichen einschließen.

9. Beitritt zu internationalen Organisationen und Abkommen

Die Gemeinschaft verpflichtet sich, den Beitritt Estlands zu internationalen Organisationen und Abkommen zu unterstützen, denen die Gemeinschaft angehört, um Estland in die Lage zu versetzen, in dem offenen internationalen Wirtschaftssystem eine größere Rolle zu spielen.

C. SONSTIGE BESTIMMUNGEN

Vorgesehen ist die in den Gemeinschaftsabkommen übliche Klausel über die territoriale Geltung des Abkommens.

Für den Fall, daß Estland Vertragspartei des GATT wird, ist in einer besonderen Klausel die Möglichkeit vorzusehen, daß beide Vertragsparteien das Abkommen in der Finalphase der Erstellung des Beitrittsprotokolls überprüfen, um die für eine Abstimmung mit dem Protokoll erforderlichen Änderungen in das Abkommen einzuarbeiten.

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMHETETIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

BEGRÜNDUNG

- A. Vorbemerkung
- B. Die Beziehungen EWG-Estland im Rückblick
 - 1. Handel
 - 2. Abkommensbeziehungen
 - 3. Entwicklung der Kontakte zwischen der Gemeinschaft und Estland
 - 4. Das Abkommen:
 - a. Struktur
 - b. Geltungsbereich
 - c. Inhalt
- C. Sonstige Fragen

FORTROLIGT VERTRAULICH EMIHETETIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

RISERVATISSIMO

VERTRouwELIJK

CONFIDENTIAL

BEGRÜNDUNGA. VORBEMERKUNG

Im März 1990 erklärte der estnische Staatsrat die Sowjetmacht in Estland für illegal und stellte die Weichen für einen Übergang zur Wiederherstellung der Unabhängigkeit Estlands. Am 3. März 1991 schwachen sich in einer Volksbefragung 78 % der Teilnehmer für die Unabhängigkeit des Landes aus. Im August 1991 erklärte Estland in aller Form seine Unabhängigkeit, die am 6. September 1991 von der UdSSR anerkannt wurde.

Ein Mehrparteiensystem ist im Entstehen begriffen, und allmählich bilden sich einzelne politische Parteien heraus. Im März 1990 fanden nach sowjetischem Wahlverfahren Wahlen statt, aus der die estnische Volksfront als führende politische Kraft hervorging. Rechtsstaatlichkeit und Achtung der Menschenrechte sind allgemein gewährleistet. Eine neue Verfassung ist in Vorbereitung.

Die Wirtschaft Estlands ist stark von der Sowjetwirtschaft abhängig, und ihr Aufbau entspricht den von der sowjetischen Planung festgelegten Prioritäten und Kriterien der Arbeitsteilung. Das Bruttoinlandsprodukt erreichte 1989 in Estland 6,3 Milliarden Rubel. Estland befindet sich in größten wirtschaftlichen Schwierigkeiten, die sich noch verschärfen werden, wenn es darum geht, seine wirtschaftlichen Beziehungen zur Sowjetunion auf eine neue Grundlage zu stellen. Die Wirtschaftsreform steckt noch im Anfangsstadium, doch innerhalb des estnischen Unabhängigkeitsprozesses hatten Initiativen für eine wirtschaftliche Autonomie einen weit höheren Stellenwert als in den zwei übrigen baltischen Staaten. Einige wirtschaftliche Reformen wurden bereits in der Landwirtschaft, im Dienstleistungssektor und in der Leichtindustrie vollzogen, und bei der Preisliberalisierung ist man bereits ein erhebliches Stück vorangekommen. Mit der Privatisierung wurde gerade erst begonnen. Eine erhebliche Anzahl von Gemeinschaftsunternehmen mit ausländischen Kapitalbeteiligungen sind in Estland bereits operationell.

Auf der EPZ-Ministertagung in Brüssel vom 27. August haben die Gemeinschaft und ihre Mitgliedstaaten ihren Beschluß bekräftigt, unverzüglich diplomatische Beziehungen zu den baltischen Staaten aufzunehmen. Gleichzeitig haben sie sich erneut verpflichtet, die Entwicklung der baltischen Staaten zu unterstützen. Im Hinblick darauf wurde festgestellt, daß die Kommission alle Möglichkeiten für eine wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen der Gemeinschaft und den baltischen Staaten ausschöpfen und so bald wie möglich diesbezügliche Vorschläge unterbreiten wird.

Vizepräsident Andriessen hat dementsprechend im September Sondierungsgespräche mit Vertretern der Regierung Estlands und der anderen baltischen Staaten geführt, an die sich Sachverständigengespräche anschlossen. Auf der Grundlage dieser Gespräche legt die Kommission nunmehr ihre Empfehlung an den Rat vor.

FORTOLIGT

B. DIE BEZIEHUNGEN EWG-ESTLAND IM RÜCKBLICK

1. Handel

Wichtigste Handelspartner sind die Sowjetrepubliken; Lieferungen an sie machen 66 % des estnischen materiellen Nettoprodukts aus; dagegen gibt es nur sehr wenig direkte Handelsbeziehungen zu der übrigen Welt.

Genaue Zahlen über die Gemeinschaftseinfuhren aus Estland liegen nicht vor, da diese bisher in den Handelszahlen EG-UdSSR enthalten waren. Die Tabelle in Anhang 1 enthält eine Schätzung der estnischen Exporte in andere Bestimmungsländer als die Sowjetunion.

2. Abkommensbeziehungen

Solange Estland eine Sowjetrepublik war, bildete das am 1. April 1990 in Kraft getretene Handels- und Kooperationsabkommen zwischen der Gemeinschaft und der UdSSR den Rahmen für seine Beziehungen zur Europäischen Gemeinschaft. Auch das zwischen der Gemeinschaft und der UdSSR geschlossene besondere Abkommen über Textilien (seit 1. Januar 1990 vorläufig in Kraft) galt bis zu seiner Unabhängigkeit auch für Estland.

Auf der besonderen EPZ-Ministertagung vom 27. August 1991 begrüßten die Gemeinschaft und ihre Mitgliedstaaten die Wiederherstellung der Souveränität und Unabhängigkeit Estlands und bestätigten ihren Beschluß, unverzüglich diplomatische Beziehungen aufzunehmen.

3. Entwicklung der Kontakte zwischen der Gemeinschaft und Estland

Im März 1991 bereiste eine Ad-hoc-Delegation des Europäischen Parlaments Estland.

Am 6. September 1991 fand ein Treffen zwischen den Außenministern der Europäischen Gemeinschaft, der Kommission und den Außenministern Estlands, Lettlands und Litauens in Brüssel statt, zu dessen Abschluß eine gemeinsame Erklärung über diplomatische Beziehungen, die Perspektiven einer EG-Hilfe und das Bekenntnis der baltischen Staaten zu den Grundsätzen der KSZE abgegeben wurde. Ferner wurde vorgesehen, daß die Kommission möglichst bald Gespräche mit der Regierung Estlands (und den Regierungen der anderen baltischen Staaten) über den Abschluß eines Handels- und Kooperationsabkommens führen sollte.

Vizepräsident Andriessen traf am 9. September 1991 in Tallin mit dem estnischen Premierminister und den Ministern für Auswärtiges, Wirtschaft und Außenhandel zusammen. Eine ihn begleitende Gruppe von Kommissionsbeamten führte eine genauere Analyse des derzeitigen Stands der politischen und wirtschaftlichen Reformen durch, um den prioritären Bedarf an ausländischer Hilfe (G-24 und PHARE) zu ermitteln und die strukturellen Maßnahmen zur Koordinierung einer solchen Hilfe zu unterstützen.

FORTROLIGT

VERTRAULICH

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

4. Das Abkommen

(a) Struktur des vorgeschlagenen Abkommens

Es handelt sich um ein nichtpräferentielles Handels- und Kooperationsabkommen, das auf der Reziprozität der Vorteile und Pflichten basiert.

(b) Geltungsbereich des Abkommens

Das Abkommen gilt für gewerbliche Waren und landwirtschaftliche Erzeugnisse, nicht dagegen für EGKS-Erzeugnisse und Textilwaren. Für diese Erzeugnisse sollen später Abkommen ausgehandelt werden.

(c) Inhalt

In der Präambel des Abkommens bekennen sich beide Vertragsparteien zu den Grundsätzen der KSZE wie auch zu der Achtung der Minoritätenrechte.

Das Abkommen enthält die Meistbegünstigungsklausel sowie den Grundsatz der Nichtdiskriminierung in Handelsfragen.

Das Abkommen enthält ferner Bestimmungen zur Erleichterung der handelspolitischen und wirtschaftlichen Zusammenarbeit. Für das ordnungsgemäße Funktionieren des Abkommens wird ein gemischter Ausschuss eingesetzt.

Laut dem Abkommen wird die Gemeinschaft Anträge Estlands auf Beitritt zu internationalen Organisationen unterstützen.

Wie die anderen Abkommen der Gemeinschaft ist eine Klausel über den territorialen Geltungsbereich vorgesehen.

Das Abkommen wird für zehn Jahre geschlossen.

Sollte Estland während der Laufzeit des Abkommens GATT-Partei werden, so müßte das Beitrittsprotokoll mit diesem Abkommen vereinbar sein.

C. SONSTIGE FRAGEN

Auf Antrag Estlands könnte eine gemeinsame Erklärung zu einem Politik-Dialog vorgesehen werden.

Außer den bereits im Rahmen des Abkommens mit der UdSSR getroffenen Maßnahmen und den in diesem Abkommen vorgeschlagenen Maßnahmen wird die Kommission mit der G-24 erörtern, mit welchen anderen Mitteln den Exporten aus Estland der Zugang zu den westlichen Märkten erleichtert werden kann. Dazu könnte auch die Aussetzung der nichtspezifischen mengenmäßigen Beschränkungen und die Einbeziehung Estlands in das APS gehören.

FORTROLIGT

VERTRAULICH

EMITTEERTE

CONFIDENTIAL

RESERVE

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

ANHANG

ESTNISCHE AUSFUHREN EXTRA-UDSSR NACH SEKTOREN

(in Prozent der Gesamtexporte)

Insgesamt (Mio. Rubel)	245,90	
Gewerblicher Sektor	99,72	
Strom		,00
Erdöl und Erdgas		,77
Kohle		,00
Sonstige Brennstoffe		,24
Eisen und Stahl		,28
NE-Metalle		,00
Erzeugnisse der Chemie und der Petrochemie		4,23
Maschinenbau		13,46
Holz, Papier und Papierhalbstoff		10,37
Baumaterialien		,94
Leichtindustrie		22,00
Lebensmittelindustrie		46,12
Sonstige Industrie		1,30
Landwirtschaft	,16	
Andere Sektoren	0,12	

Quelle: Vestnik statistiki, Nr. 3/1990

Den Schätzungen liegt auch der "Economic survey of the Baltic Republics" (eine auf Initiative des schwedischen Außenministeriums durchgeführte Studie) zugrunde.

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Secrétariat Général

SEC(91)1875/2

(Version révisée - annule et
remplace le document SEC(91) 1875)

Bruxelles, le 14 octobre 1991

CONFIDENTIEL

0/91/308

O.J. 1078 - point

E

PROJET DE RECOMMANDATION DE DECISION DU CONSEIL AUTORISANT LA COMMISSION
A NEGOCIER UN ACCORD DE COMMERCE ET DE COOPERATION ENTRE LA CEE ET L'ESTONIE,
AINSI QUE LE PROJET DE DIRECTIVES

Communication de M. ANDRIESSEN, en accord avec M. le PRESIDENT

- Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la 1078ème réunion
de la Commission le mercredi 26 octobre 1991.

Destinataires : Membres de la Commission
MM. KRENZLER, PERISSICH, LEGRAS, DEWOST

Trade and Cooperation Agreement with the Republic of Estonia

The attached document contains draft negotiation directives for a trade and cooperation agreement between the European Economic Community and the Republic of Estonia. This agreement will be similar to those already existing between the Community and other central and eastern European countries. Its aim will be to develop commercial relations and to promote commercial and economic cooperation between both parties. The preamble to the agreement will affirm both parties' attachment to the principles of the Conference for Security and Cooperation in Europe (CSCE), including respect for minority rights.

In addition to the measures already taken under the agreement with the USSR and those provided for by the proposed agreement, the Commission will discuss with the G-24 other means for improving access to western markets for exports from Estonia, which could include the suspension of non-specific quantitative restrictions and the extension to Estonia of the benefits of the GSP.

Upon Estonian request, a joint declaration on political dialogue could be envisaged.

CONFIDENTIAL

10.10.1991

TIMETABLE ANNEX

1. Title

Commission request for authorization to negotiate a trade and cooperation agreement between the European Economic Community and the Republic of Estonia.

2. Timetable

- | | |
|---------------|-------------------|
| 1. Commission | 16 October 1991 |
| 2. Council | 4-5 November 1991 |

3. Grounds for timetable

On 6 September 1991, the Ministers of Foreign Affairs of the European Community requested the Commission to have early discussions with the authorities of the Baltic States about the conclusion of trade and economic cooperation agreements with the European Community.

It would be desirable for the Commission to receive swift authorization to negotiate with Estonia to provide timely support for the reform process in Estonia.

CONFIDENTIAL
VERBODEN TOEGANG
RESERVEATISSIMO
CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL
Historical Archives of the European Commission

CONFIDENTIAL
RESERVEATISSIMO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

FINANCIAL STATEMENT

The agreement will have no financial protocol and no direct budgetary implications for the Community. Cooperation under the agreement will be financed primarily from budget heading B7-5020.

The Council has approved the principle that Estonia will benefit from funds for technical assistance to the USSR in 1991 and that it will be included in the Phare programme from 1 January 1992.

CONFIDENTIAL

VERTROUWELIJK

RISERVATISSIMO

CONFIDENTIAL

EMIELTYIKO

VERTRAULICH

FORTPOLIGI

THE PROPOSAL'S IMPACT ON SME
AND JOB CREATION

As the agreement promotes two-way trade, it should stimulate Community exports to Estonia, and, hence, employment in the Community inter alia in SMEs.

FORTPOLIGT

VERTRAULICH

EMHIELTYIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

EXPLANATORY MEMORANDUM

A. INTRODUCTION

In March 1990, the Estonian Supreme Council declared Soviet power in Estonia to be illegal and established a transition period for the restoration of independence of Estonia. A plebiscite on independence was held on 3 March 1991, resulting in a 78% vote in favour of it. Estonia declared formally its independence in August 1991 and the USSR recognized it on 6 September 1991.

A multiparty system is emerging and political parties are progressively developing. Elections were held, under Soviet rules, in March 1990 and the Estonian Popular Front is the leading political force. The rule of law and fundamental human rights are generally respected. A new constitution is under preparation.

The Estonian economy is deeply dependent on the Soviet economy, and its structure reflects the priorities and division of labour established by the Soviet planning. In 1989, Estonia's Gross Domestic Product was 6.3 billion roubles. Estonia is undergoing serious economic difficulties, which will deepen in the context of the establishment of new economic relations with the Soviet Union. Economic reform is still in its early stages but the Estonian independence process has been much more related to proposals for economic autonomy than in the two other Baltic States. Some economic reforms have already taken place in agriculture, the service sector and light industry and important steps to liberalize prices have been taken. Privatisation is just starting. A significant number of joint ventures involving foreign capital are already operating in Estonia.

At the European Political Co-operation Ministerial meeting in Brussels on 27 August, the Community and its Member States confirmed their decision to establish diplomatic relations with the Baltic States without delay. At the same time they underlined their commitments to support the Baltic States in their development. With this end in view, it was noted that the Commission would explore all avenues for economic co-operation between the Community and the Baltic States and put forward early proposals to that effect.

Accordingly, Vice-President Andriessen held exploratory talks with representatives of the government of Estonia and the other Baltic states in September, followed by detailed talks between experts. On the basis of these talks, the Commission is transmitting the attached recommendation to the Council.

CONFIDENTIAL

B. BACKGROUND TO EEC-ESTONIA RELATIONS

1. Trade

Trade is mainly oriented towards Soviet republics : deliveries to these represent 66 % of Estonia's net material product, while there are very limited direct trading links with the rest of the world.

There are no detailed figures available on Community imports from Estonia, as they were included in EC/USSR trade. The table in annex 1 gives an estimate of Estonia's exports outside the Soviet Union.

2. Agreements

While Estonia was a Soviet republic, the framework for its relations with the European Community was the trade and co-operation agreement between the Community and the USSR, which entered into force on 1 April 1990. A specific agreement on textiles between the Community and the USSR (provisionally applied from 1 January 1990) also applied to Estonia before its independence.

At an EPC Extraordinary Ministerial Meeting on 27 August 1991, the Community and its Member States welcomed the restoration of the sovereignty and independence of Estonia and they confirmed their decision to establish diplomatic relations without delay.

3. Development of contacts between the Community and Estonia

In March 1991, an ad hoc delegation of the European Parliament visited Estonia.

On 6 September 1991, a meeting between the Ministers of Foreign Affairs of the European Community, the Commission and the Ministers of Foreign Affairs of Estonia, Latvia and Lithuania was held in Brussels and issued a joint declaration concerning diplomatic relations, the perspectives for EC assistance and the commitment of the Baltic States to the CSCE principles. It was also foreseen that the Commission would have early discussions with the authorities of Estonia (and the other Baltic States) about the conclusion of a trade and economic cooperation agreement.

Vice-President Andriessen met the President, the Prime Minister, and Ministers for Foreign Affairs, Economy and Foreign Trade of Estonia in Tallin on 9 September 1991. A team of Commission officials who accompanied him pursued in greater detail the analysis of the current state of political and economic reform, to determine priority needs for external assistance (G-24 and PHARE) and to help set up co-ordination structures for such assistance.

CONFIDENTIAL

4. Agreement

(a) Structure of the proposed agreement

This will be a non preferential trade and co-operation agreement founded on reciprocal benefits and commitments.

(b) Scope of the agreement

The agreement will cover industrial and agricultural products, except ECSC and textile products. Agreements on these products will be negotiated subsequently.

(c) Content

The preamble to the agreement will affirm both parties' attachment to the principles of the CSCE, including respect for minority rights

The agreement will provide for the parties to grant each other most-favoured-nation treatment and it will establish the principle of non discrimination in trade issues.

The agreement will contain provisions to facilitate commercial and economic cooperation. It will establish a joint committee to ensure the proper functioning of the agreement.

The agreement will foresee the Community's support to Estonia's accession to international organisations.

There will be a clause on the agreement's territorial application, as in other Community agreements.

The duration of the agreement will be ten years.

In the event that Estonia accedes to the GATT during the lifetime of the agreement, its protocol of accession should be compatible with the present agreement.

C. RELATED QUESTIONS

Upon Estonia's request, a joint declaration on political dialogue could be envisaged.

In addition to the measures already taken under the agreement with the USSR and those provided for by the proposed agreement, the Commission will discuss with the G-24 other means for improving access to western markets for exports from Estonia, which could include the suspension of non-specific quantitative restrictions and the extension to Estonia of the benefits of the GSP.

CONFIDENTIAL

A P P E N D I X

ESTONIAN EXPORTS OUTSIDE USSR BY SECTOR

(percentage shares of total exports)

Total (mill rubles)	245.90	
Industry	99.72	
Electric power		.00
Oil and gas		
Coal		.00
Other fuels		.24
Ferrous metals		.28
Nonferrous metals		.00
Chemical and petrochemicals		4.23
Machinery		13.46
Wood, paper and pulp		10.37
Construction materials		.94
Light industry		22.00
Food industry		46.12
Industry n.e.c		1.30
Agriculture	.16	
Other sectors	.12	

Source : Vestnik statistiki, No. 3 1990

Estimations included in the "Economic survey of the Baltic Republics" (Study undertaken at the initiative of the Swedish Ministry for Foreign Affairs).

DRAFT NEGOTIATING DIRECTIVES

A. Nature of the agreement

1. Terms of reference

The aim of negotiations will be the conclusion of a non preferential trade and cooperation agreement between the European Economic Community and Estonia.

2. Structure

A joint committee will be established as a framework for discussion. The parties will examine together, within the framework of the joint committee, opportunities for cooperation of mutual benefit. The agreement will have no financial protocol and will not imply any direct financial commitments.

3. Duration

The agreement will be for ten years, tacitly renewable each year.

4. Aims of the agreement

- (a) To establish and extend commercial relations on a contractual basis, and create conditions for the substantial and harmonious growth of trade.
- (b) To promote reciprocal commercial and economic cooperation in areas of common interest.

B. CONTENT

Relations between the parties fell, previously, under the scope of the trade and cooperation agreement between the USSR and the Community. A new agreement is, therefore, needed to cover trade and cooperation between the Community and Estonia, as an independent state.

The Agreement will not cover industrial and agricultural products, except ECSC and textile products.

The preamble to the agreement will affirm both parties' attachment to the principles of the CSCE, including respect for minority rights.

1. Implementation

The parties will express their willingness to take, in accordance with their respective laws and regulations and with due regard to existing commitments, appropriate measures for the attainment of the agreement's objectives.

2. Most favoured nation treatment

The parties will undertake to accord each other most favoured nation status, based on GATT definitions, with regard to tariffs and measures having equivalent effect.

3. Quantitative restrictions

From 1 August 1991, the EEC abolished specific quantitative restrictions for the USSR and, therefore, for Estonia. The agreement could consolidate this position and could also include a commitment by Estonia to remove any measure of equivalent effect.

4. Commercial cooperation

The agreement will include provisions on measures to be taken by Estonia to facilitate commercial cooperation with a view to

- ensuring that Community enterprises do not suffer from discrimination on the Estonian market;
- improving the provision of commercial and economic information;
- facilitating the operation of Community economic operators in Estonia;
- encouraging trade promotion;
- encouraging the adoption of arbitration for the settlement of disputes arising out of commercial transactions.
- ensuring adequate protection of industrial, commercial and intellectual property rights.

5. Price clause

A price clause will be introduced under which Estonia will undertake not to trade at prices liable to cause injury to producers of like products in the Community.

6. Safeguard clause

A safeguard clause will include the principle of consultation and lay down the procedure to be followed. It will be selective and, if possible, unilateral, and will state that the clause may be invoked with respect to the quantity or the terms of import of Estonian products.

7. Joint Committee

The agreement will provide for the setting-up of a joint committee, comprising representatives of the Community, on the one hand, and Estonia, on the other.

The Joint Committee will:

- ensure the proper functioning of the agreement;
- study the development of trade and cooperation between the parties;
- seek appropriate means of avoiding possible difficulties in fields covered by the agreement;

- consider measures likely to develop and diversify trade, notably by improving import opportunities in the Community and Estonia;
- discuss and formulate proposals on any trade or cooperation problem of mutual concern;
- formulate recommendations conducive to the expansion of trade and cooperation.

The agenda for consultations will be agreed beforehand. There will be provisions regarding the frequency and venue of meetings, the chairmanship and any other questions which might arise.

8. Economic cooperation

The Joint Committee will also, with a view to the development of trade on a mutually advantageous basis, examine opportunities for economic cooperation in, inter alia, the following fields:

- energy,
- industry and mining,
- agriculture, including agro-industries,
- economic policy, statistics and customs, standards,
- financial services,
- development of human resources,
- research,
- environmental protection and the management of natural resources,
- tourism,
- transport.

The objectives of such cooperation will be:

- to reinforce and diversify economic links between the contracting parties;
- to contribute to the development of their respective economies and standards of living;
- to open up new sources of supply and new markets;
- to encourage cooperation between economic operators, in particular small and medium enterprises.

The contracting parties will encourage the adoption of measures aimed at creating favourable conditions for economic and industrial cooperation, including:

- the facilitation of exchanges of economic and commercial information;
- the development of a favourable climate for investment, joint ventures and licensing arrangements, notably by the extension by the Member States of the Community and Estonia of arrangements for investment promotion and protection on the basis of the principles of non-discrimination and reciprocity;
- exchanges and contacts between persons and delegations representing commercial or other relevant organizations;
- the organization of seminars, fairs or exhibitions;
- the stimulation of activities including the provision of technical expertise in specific areas.

9. Participation in international organisations and conventions

The Community will undertake to support Estonian accession to international organisations and conventions in which the Community participates with a view to enabling Estonia to play a greater role in the open international economic system.

C. OTHER PROVISIONS

There will be a clause on the agreement's territorial application, as in other Community agreements.

In the event of Estonia acceding to the General Agreement on Tariffs and Trade, a clause will permit the parties to review the agreement once the preparation of Estonia's accession protocol has entered its final stage, with a view to amending the agreement to take account of the said protocol.

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Secrétariat Général

SEC(91)1875

Bruxelles, le 07 octobre 1991

CONFIDENTIEL

0/91/308

O.J. 1077 - point

TEXTE E

PROJET DE RECOMMANDATION DE DECISION DU CONSEIL AUTORISANT LA COMMISSION
A NEGOCIER UN ACCORD DE COMMERCE ET DE COOPERATION ENTRE LA CEE ET L'ESTONIE,
AINSI QUE LE PROJET DE DIRECTIVES

Communication de M. ANDRIESSEN, en accord avec M. le PRESIDENT

- Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la 1077ème réunion
de la Commission le mercredi 10 octobre 1991.

Destinataires : Membres de la Commission
MM. KRENZLER, PERISSICH, LEGRAS, DEWOST

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s)

I /E/1 Relations Extérieures

Service(s) consulté(s)

- pour accord -

III /A/1 Marché Intérieur et Affaires Industrielles : Consultation en cours
VI /H Agriculture : Consultation en cours

- pour avis -

SJ Service Juridique : Consultation en cours

Langue originale : EN

Communication from Vice-President Andriessen
to the Commission

Trade and Cooperation Agreement with
the Republic of Estonia

The attached document contains draft negotiation directives for a trade and cooperation agreement between the European Economic Community and the Republic of Estonia. This agreement will be similar to those already existing between the Community and the Central and Eastern European countries. Its aim will be to develop commercial relations and to promote commercial and economic cooperation between both parties.

In addition to the measures already taken under the agreement with the USSR and those provided for by the proposed agreement, the Commission will discuss with the G-24 other means for improving access to western markets for exports from Estonia, which could include the suspension of non-specific quantitative restrictions and the extension to Estonia of the benefits of the GSP.

Upon Estonian request, a joint declaration on political dialogue could be envisaged.

FORTROLIGT

VERTRAULIJK

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

RISERVATISSIMO

VERTRAUWELIJK

CONFIDENTIAL

TIMETABLE ANNEX

1. Title

Commission request for authorization to negotiate a trade and cooperation agreement between the European Economic Community and the Republic of Estonia.

2. Timetable

- | | |
|---------------------------------|-------------------|
| 1. Discussion by the Commission | 9 October 1991 |
| 2. Discussion by the Council | 4-5 November 1991 |

3. Grounds for timetable

On 6 September 1991, the Ministers of Foreign Affairs of the European Community requested the Commission to have early discussions with the authorities of the Baltic States about the conclusion of trade and economic cooperation agreements with the European Community.

It would be desirable for the Commission to receive swift authorization to negotiate with Estonia to provide timely support for the reform process in Estonia.

Historical Archives of the European Commission
CONFIDENTIAL
VERTROUWELIJK
RISERVATISSIMO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL
VERTROUWELIJK
RISERVATISSIMO

FORTRÖLIGT

FINANCIAL STATEMENT

The agreement will have no financial protocol and no direct budgetary implications for the Community. Cooperation under the agreement will be financed primarily from budget heading B7-5020.

FORTROLIGT

VERTRAULICH

EMHJTEYTIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

THE PROPOSAL'S IMPACT ON SME
AND JOB CREATION

The proposal gives no details of specific economic measures likely to be included in an agreement with Estonia: these would be negotiated at a later date.

In the circumstances, it is not yet possible to determine what impact, if any, the agreement would have on SME and job creation.

FORNOLICH
VERTRAULICH
EMHETTYIKO

CONFIDENTIAL
CONFIDENTIAL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

Historical Archives of the European Commission

EXPLANATORY MEMORANDUM

A. Introduction

B. Background to EEC-Estonian relations:

1. Trade
2. Agreements
3. Development of contacts between the Community and Estonia
4. Agreement:
 - (a) Structure
 - (b) Scope
 - (c) Content

C. Conclusions

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMILITEVIKO

CONFIDENTIAL
CONFIDENTIAL
CONFIDENTIAL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

EXPLANATORY MEMORANDUM

A. INTRODUCTION

In March 1990, the Estonian Supreme Council declared Soviet power in Estonia to be illegal and established a transition period for the restoration of independence of Estonia. A plebiscite on independence was held on 3 March 1991, resulting in a 78% vote in favour of it. Estonia declared formally its independence in August 1991 and the USSR recognized it on 6 September 1991.

A multiparty system is emerging and political parties are progressively developing. Elections were held, under Soviet rules, in March 1990 and the Estonian Popular Front is the leading political force. The rule of law and fundamental human rights are generally respected. A new constitution is under preparation.

The Estonian economy is deeply dependent on the Soviet economy, and its structure reflects the priorities and division of labour established by the Soviet planning. In 1989, Estonia's Gross Domestic Product was 6.3 billion roubles. Estonia is undergoing serious economic difficulties, which will deepen in the context of the establishment of new economic relations with the Soviet Union. Economic reform is still in its early stages but the Estonian independence process has been much more related to proposals for economic autonomy than in the two other Baltic States. Some economic reforms have already taken place in agriculture, the service sector and light industry and important steps to liberalize prices have been taken. Privatisation is just starting. A significant number of joint ventures involving foreign capital are already operating in Estonia.

At the European Political Co-operation Ministerial meeting in Brussels on 27 August, the Community and its Member States confirmed their decision to establish diplomatic relations with the Baltic States without delay. At the same time they underlined their commitments to support the Baltic States in their development. With this end in view, it was noted that the Commission would explore all avenues for economic co-operation between the Community and the Baltic States and put forward early proposals to that effect.

Accordingly, Vice-President Andriessen held exploratory talks with representatives of the government of Estonia and the other Baltic states in September, followed by detailed talks between experts. On the basis of these talks, the Commission is transmitting the attached recommendation to the Council.

VERTROUWELIJK
CONFIDENTIAL

B. BACKGROUND TO EEC-ESTONIA RELATIONS

1. Trade

Trade is mainly oriented towards Soviet republics : deliveries to these represent 66 % of Estonia's net material product, while there are very limited direct trading links with the rest of the world.

There are no detailed figures available on Community imports from Estonia, as they were included in EC/USSR trade. The table in annex 1 gives an estimate of Estonia's exports outside the Soviet Union.

2. Agreements

While Estonia was a Soviet republic, the framework for its relations with the European Community was the trade and co-operation agreement between the Community and the USSR, which entered into force on 1 April 1990. A specific agreement on textiles between the Community and the USSR (provisionally applied from 1 January 1990) also applied to Estonia before its independence.

At an EPC Extraordinary Ministerial Meeting on 27 August 1991, the Community and its Member States welcomed the restoration of the sovereignty and independence of Estonia and they confirmed their decision to establish diplomatic relations without delay.

3. Development of contacts between the Community and Estonia

In March 1991, an ad hoc delegation of the European Parliament visited Estonia.

On 6 September 1991, a meeting between the Ministers of Foreign Affairs of the European Community, the Commission and the Ministers of Foreign Affairs of Estonia, Latvia and Estonia was held in Brussels and issued a joint declaration concerning diplomatic relations, the perspectives for EC assistance and the commitment of the Baltic States to the CSCE principles. It was also foreseen that the Commission would have early discussions with the authorities of Estonia (and the other Baltic States) about the conclusion of a trade and economic cooperation agreement.

Vice-President Andriessen met the President, the Prime Minister, and Ministers for Foreign Affairs, Economy and Foreign Trade of Estonia in Tallin on 9 September 1991. A team of Commission officials who accompanied him pursued in greater detail the analysis of the current state of political and economic reform, to determine priority needs for external assistance (G-24 and PHARE) and to help set up co-ordination structures for such assistance.

4. Agreement

(a) Structure of the proposed agreement

This will be a trade and co-operation agreement founded on reciprocal benefits and commitments. The proposed agreement will take into account the dependence of Estonia's economy on the Soviet Union and the difficulties of undertaking radical economic reform in this context.

(b) Scope of the agreement

The agreement will cover industrial and agricultural products, except ECSC products. The Commission, however, will ask for negotiating directives for a specific agreement with Estonia covering ECSC products.

In order to maintain the consistency of the commercial policy on textiles, an additional protocol will lay down special non-tariff arrangements for Estonian exports to the Community, which will take into account the provisions of the agreement on textiles between the European Community and the USSR. Although agricultural products would be covered by the agreement, no concessions are being considered at this stage.

(c) Content

- Tariffs

The agreement will provide for the parties to grant each other most-favoured-nation treatment with regard to tariffs and measures having an equivalent effect (licensing, the allocation of foreign currency). The Commission hopes to obtain more information on trade figures and on the trade and tariffs laws currently in force in the country.

- Quantitative restrictions

From 1 August 1991, specific quantitative restrictions were abolished for the USSR and, therefore, also for Estonia. The suspension of non-specific quantitative restrictions, as was the case for the other central and east-European countries, could be considered subsequently as an autonomous measure in the context of G-24 actions to improve access to western markets.

- Safeguard clause

The safeguard clause will be based on Article XIX of GATT. It should, however, be selective and relate to the quantities or terms of export of Estonian products. A unilateral clause (applied only to Estonian exports) is desirable so as not to prejudice the Community's position in GATT.

- Price clause

There will also be a preventive price clause taking account of peculiarities of pricing in Estonia.

- Agricultural products will be covered by the agreement.

- Commercial co-operation

The agreement will provide for Estonia to adopt measures to facilitate commercial cooperation and the work of economic operators and foster trade with the Community.

- Economic and technical co-operation

The agreement will include a component covering economic and technical co-operation between the Community and Estonia. It will define the aims, means and sectors of this type of co-operation. The agreement will not include a financial protocol.

- Accession of Estonia to international organisations and conventions

The Community will undertake to support Estonia's applications to accede to international organisations and conventions through which it can play a greater part in the open international economic system.

- Joint Committee

A joint committee will be set up with the task of ensuring the proper working of all aspects of the agreement.

- Other provisions

The agreement will include the territorial clause traditionally found in Community agreements.

The duration of the agreement will be ten years. Account should be taken of the possibility of Estonia acceding to GATT during the lifetime of the agreement; care should be taken to ensure that the resulting protocol of accession is not incompatible with the bilateral agreement.

C. CONCLUSION

The Commission recommends that the Council authorize it to negotiate a trade and cooperation agreement according to the annexed negotiating directives and in consultation with a committee made up of representatives of the Member States.

APPENDIX

ESTONIAN EXPORTS OUTSIDE USSR BY SECTOR (percentage shares of total exports)

Total (mill rubles)	245.90
Industry	99.72
Electric power	.00
Oil and gas	.77
Coal	.00
Other fuels	.24
Ferrous metals	.28
Nonferrous metals	.00
Chemical and petrochemicals	4.23
Machinery	13.46
Wood, paper and pulp	10.37
Construction materials	.94
Light industry	22.00
Food industry	46.12
Industry n.e.c	1.30
Agriculture	.16
Other sectors	.12

Source: Vestnik statistiki, No. 3 1990

Estimations included in the "Economic survey of the Baltic Republics" (Study undertaken at the initiative of the Swedish Ministry for Foreign Affairs).

DRAFT NEGOTIATING DIRECTIVES

A. Nature of the agreement

1. Terms of reference

The aim of negotiations will be the conclusion of a trade and cooperation agreement between the European Economic Community and Estonia.

2. Structure

A joint committee will be established as a framework for discussion. The parties will examine, within the framework offered by the joint committee, opportunities for cooperation of mutual benefit. The agreement will have no financial protocol and will not imply any direct financial commitments.

3. Duration

The agreement will be for ten years, tacitly renewable each year.

4. Aims of the agreement

- (a) To establish and extend commercial relations on a contractual basis, and create conditions for the substantial and harmonious growth of trade.
- (b) To promote reciprocal commercial and economic cooperation in areas of common interest.

B. CONTENT

Although this will be the first agreement between the Community and Estonia as an independent state, relations between both parties fell, previously, under the scope of the trade and cooperation agreement between the USSR and the Community. A new agreement is, therefore, needed to cover trade and cooperation between the Community and Estonia.

The Agreement will not cover ECSC products, so a separate steel arrangement will be needed with Estonia. It will not cover textiles and clothing products falling under Section XI of the Harmonised System. As Estonia was previously covered by an agreement on textiles between the USSR and the Community, a separate agreement for these products should be negotiated soon.

1. The parties will express their willingness:

- to take, in accordance with their respective laws and regulations and with due regard to existing commitments, appropriate measures for the attainment of the agreement's objectives;
- to examine suggestions made by the other with a view to the achievement of these objectives.

2. Both parties will undertake to accord each other most-favoured-nation status for tariff purposes, based on GATT definitions.
3. The agreement will include provisions on measures to be taken by Estonia to facilitate commercial cooperation with a view to
 - improving the provision of commercial and economic information;
 - facilitating the operation of Community economic operators in Estonia;
 - ensuring that Community enterprises do not suffer from discrimination on the Estonian market;
 - encouraging trade promotion activities;
 - encouraging the adoption of arbitration for the settlement of disputes arising out of commercial transactions.
4. A price clause will be introduced, in which Estonia will undertake not to trade at prices liable to cause injury to producers of like products in the Community.
5. A safeguard clause will include the principle of consultation and lay down the procedure to be followed.

It will be selective and, if possible, unilateral, and will state that the clause may be invoked in response to either the quantity or the terms of import of Estonian products.

6. The agreement provides for the setting-up of a joint committee, comprising representatives of the Community, on the one hand, and Estonia, on the other.

The Joint Committee will:

- ensure the proper functioning of the agreement;
- study the development of trade and cooperation between the parties;
- seek appropriate means of avoiding possible difficulties in fields covered by the agreement;
- consider measures likely to develop and diversify trade, notably by improving import opportunities in the Community and Estonia;
- discuss and formulate proposals on any trade or cooperation problem of mutual concern;
- formulate recommendations conducive to the expansion of trade and cooperation.

The agenda for consultations will be agreed beforehand. There will be provisions regarding the frequency and venue of meetings, the chairmanship and any other questions which might arise.

The Joint Committee will also, with a view to the development of trade on a mutually advantageous basis, examine opportunities for economic cooperation in, inter alia, the following fields:

- energy,
- industry and mining,
- agriculture, including agro-industries,
- economic policy, statistics and customs, standards,
- financial services,
- development of human resources,
- research,
- environmental protection and the management of natural resources,
- tourism,
- transport.

The objectives of such cooperation will be:

- to reinforce and diversify economic links between the contracting parties;
- to contribute to the development of their respective economies and standards of living;
- to open up new sources of supply and new markets;
- to encourage cooperation between economic operators.

7. The contracting parties will encourage the adoption of measures aimed at creating favourable conditions for economic and industrial cooperation, including:

- the facilitation of exchanges of economic and commercial information;
- the development of a favourable climate for investment, joint ventures and licensing arrangements, notably by the extension by the Member States of the Community and Estonia of arrangements for investment promotion and protection on the basis of the principles of non-discrimination and reciprocity;
- exchanges and contacts between persons and delegations representing commercial or other relevant organizations;
- the organization of seminars, fairs or exhibitions;
- the stimulation of activities including the provision of technical expertise in specific areas.

8. The Community will undertake to support Estonian accession to international organisations through which it may participate more actively in the open international economic system.

C. OTHER PROVISIONS

There will be a clause on the agreement's territorial application, as in other Community agreements.

In the event of Estonia acceding to the General Agreement on Tariffs and Trade, a clause will permit the parties to review the agreement once the preparation of Estonia's accession protocol has entered its final stage, with a view to amending the agreement to take account of the said protocol.

FORNOLIGT
VERBODEN
EMHIDTEYTIKO

CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL